BMO Groupe financier annonce ses résultats du premier trimestre de 2026

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Le Rapport aux actionnaires de BMO pour le premier trimestre de 2026, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2026, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedarplus.ca, et dans la section EDGAR du site Web de la commission des valeurs mobilières des États-Unis (SEC), au www.sec.gov.

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025 :

- Bénéfice net comptable1 de 2 489 millions de dollars, en hausse de 16 % comparativement à 2 138 millions; bénéfice net ajusté[1] de 2 551 millions, en hausse de 11 % comparativement à 2 289 millions
- Bénéfice par action (BPA) comptable[2] de 3,39 $, en hausse de 20 % par rapport à 2,83 $; BPA ajusté[1, 2] de 3,48 $, en hausse de 15 % par rapport à 3,04 $
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 746 millions de dollars, en baisse par rapport à 1 011 millions
- Rendement des capitaux propres (RCP) comptable de 12,1 %, comparativement à 10,6 %; RCP ajusté[1] de 12,4 %, comparativement à 11,3 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires[3] de 13,1 %, par rapport à 13,6 %

Toronto, le 25 février 2026 – BMO Groupe financier (TSX : BMO) (NYSE : BMO) a annoncé que le bénéfice net comptable pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2026 s'est chiffré à 2 489 millions de dollars comparativement à 2 138 millions à l'exercice précédent et le BPA comptable à 3,39 $ par action, comparativement à 2,83 $. Le RCP comptable a atteint 12,1 %, par rapport à 10,6 % à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est établi à 2 551 millions et le BPA ajusté à 3,48 $ par action, en hausse par rapport à 2 289 millions et à 3,04 $, respectivement, à l'exercice précédent. Le RCP ajusté a été de 12,4 %, comparativement à 11,3 % à l'exercice précédent. Les résultats comptables et ajustés pour le trimestre considéré tenaient compte des indemnités de départ s'élevant à 147 millions (202 millions avant impôts) liées à la réalisation de gains d'efficience opérationnelle dans l'ensemble de l'entreprise, ce qui a été constaté dans les unités d'exploitation respectives. Le 1er novembre 2025, la Banque a conclu l'acquisition de Gestion d'actifs Burgundy Ltée (Burgundy) et les résultats ont été portés dans l'unité d'exploitation Gestion de patrimoine.

« BMO a connu un très bon début d'année. Poursuivant sur notre lancée du dernier exercice, nous respectons nos engagements, en générant un rendement des capitaux propres plus élevé et une croissance à deux chiffres du bénéfice. Ce trimestre, nous avons enregistré des revenus records dans chaque unité d'exploitation, grâce à une forte croissance des revenus liés aux frais dans nos secteurs axés sur le marché. L'accent mis sur la gestion serrée des dépenses et l'efficience opérationnelle nous permet de réaliser des investissements stratégiques dans la technologie et les talents, ce qui crée de la valeur aujourd'hui et pour l'avenir. Le crédit est bien géré et conforme à nos attentes, a déclaré Darryl White, chef de la direction de BMO Groupe financier.

« En appliquant notre stratégie de façon rigoureuse, nous réalisons des progrès tangibles sur la trajectoire claire que nous avons tracée pour améliorer les résultats et favoriser une croissance rentable du bénéfice, tout en créant de la valeur pour nos clients et nos actionnaires », a conclu M. White.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,67 $ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2026, montant inchangé par rapport au trimestre précédent et en hausse de 0,08 $, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent. Le dividende trimestriel de 1,67 $ correspond à un dividende annuel de 6,68 $ par action ordinaire. Au cours du trimestre, nous avons racheté 6,0 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Mise en garde

La section ci-dessus contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

1 Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR). Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments particuliers des résultats présentés. Les résultats et ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail dans la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens. Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

2 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du BPA dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action.

3 Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est présenté conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le cas échéant.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Voici une liste détaillée des informations à fournir conformément aux recommandations du groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (l'« Enhanced Disclosure Task Force », ou EDTF) aux fins d'une communication d'informations au titre des risques transparente et de grande qualité, comme il est présenté dans le Rapport annuel de BMO pour 2025 et le Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2026, les données financières complémentaires (DFC) ou les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires (ICFPR). L'information figurant sur le site Web de BMO, y compris l'information présentée dans les DFC ou les ICFPR, n'est pas intégrée par renvoi dans notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2026 et ne doit pas être considérée comme telle.

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	Pages de référence			
		Rapport annuel 2025	T1-2026		
			Rapport aux actionnaires	DFC	ICFPR
Généralités	1. Renseignements sur les risques dans chacun des rapports, y compris une table des matières pour faciliter la consultation.	67-107	4	Table des matières	Table des matières
	2. Terminologie, mesures et principaux paramètres du risque.	70-107, 122-124	38	-	-
	3. Principaux risques et risques émergents.	67-69	6, 38	-	-
	4. Plans visant le respect des nouveaux principaux ratios réglementaires une fois que les règles applicables auront été finalisées.	61	21	-	-
Gouvernance des risques, stratégies de gestion des risques et modèle opérationnel	5. Gestion des risques et cadre de gouvernance, processus et fonctions clés.	70-74	-	-	-
	6. Culture de gestion des risques, appétit pour le risque et procédures visant à soutenir cette culture.	72-75	-	-	-
	7. Risques découlant du modèle opérationnel et des activités.	63, 72-74	-	-	-
	8. Simulations de crise à l'intérieur du cadre de gouvernance des risques et du cadre de gestion du capital.	75	-	-	-
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9. Exigences de fonds propres aux termes du premier pilier.	59-61, 185	-	-	5-6,15
	10. Composition des éléments des fonds propres et rapprochement du bilan comptable avec le bilan réglementaire. On trouvera un modèle de déclaration des principales caractéristiques à l'adresse https://www.bmo.com/principal/a-propos-de-nous/relations-avec-les-investisseurs/depot-reglementaire-de-documents.	62	20-21	-	7
	11. Tableau des flux des mouvements des fonds propres réglementaires, y compris les variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et des fonds propres de catégorie 2.	-	-	-	8
	12. Gestion du capital et planification stratégique.	58-63	-	-	-
	13. Actifs pondérés en fonction des risques par unité d'exploitation.	63	-	-	16
	14. Analyse des exigences de fonds propres pour chacune des méthodes utilisées pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques.	59-63, 76-80	-	-	16,22-49, 55-67, 70-71, 78-82 84,86-91
	15. Tableau du risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs définies dans l'accord de Bâle et portefeuilles importants.	-	-	-	22-49, 51-67,89-91
	16. Tableau des flux servant à rapprocher les mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par type de risque.	-	-	-	50, 71, 83
	17. Processus de validation et de contrôle ex post de Bâle, y compris les paramètres à l'égard des pertes estimées et réelles.	101-102	-	-	92
Liquidité	18. Gestion des besoins éventuels en matière de liquidité, et la réserve de liquidité nécessaire pour satisfaire ces besoins.	89-95	44-45, 48	-	-
Financement	19. Information sur les actifs grevés et non grevés par catégorie du bilan.	91	44-45	48	-
	20. Total des actifs, des passifs et des engagements hors bilan consolidés en fonction des échéances contractuelles restantes.	96-97	48-49	-	-
	21. Analyse des sources de financement et de la stratégie de financement.	92-93	44-45	-	-
Risque de marché	22. Lien entre le risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation et le bilan consolidé.	88	41	-	-
	23. Principaux facteurs de risque de marché lié aux activités de négociation et à des activités autres que de négociation.	84-88	42-43	-	-
	24. Hypothèses du modèle de risque de marché, processus de validation et contrôle ex post.	84-88, 101-102	-	-	-
	25. Principales techniques à l'égard de la mesure du risque et de l'évaluation des risques, y compris le risque de perte.	84-88	41-42	-	-

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	Pages de référence			
		Rapport annuel 2025	T1-2026		
			Rapport aux actionnaires	DFC	ICFPR
Risque de crédit	26. Analyse du profil de risque de crédit, de l'exposition à ce risque et de la concentration du risque.	62-63, 76-83, 145-152, 163-164	16-17, 64-67	25-42	16-81
	27. Politiques visant à cerner les prêts douteux et les prêts renégociés.	146,151	-	-	-
	28. Rapprochements entre les soldes d'ouverture et de clôture des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances.	82,148	17, 64-65	-	-
	29. Risque de contrepartie découlant des transactions sur instruments dérivés.	76-77, 83, 163-164	-	-	55-73
	30. Atténuation du risque de crédit.	76-78, 147, 154, 196-197	-	-	21, 51-52, 68
Autres risques	31. Analyse des autres risques.	70-73, 98-107	-	-	-
	32. Événements impliquant des risques communément reconnus faisant intervenir des événements générateurs de perte importante ou susceptibles de l'être.	98-107, 197-198	-	-	-

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le Rapport de gestion pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 sont présentés au 25 février 2026. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Le Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 figurant dans le présent document ainsi que des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 octobre 2025 et du rapport de gestion annuel pour 2025 contenus dans le Rapport annuel de la Banque de Montréal pour 2025.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2025, lequel est accessible sur notre site Web ainsi que d'autres documents d'information, y compris les documents intermédiaires, notre plus récente Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Les lecteurs sont invités à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier, ainsi que les mots « Banque », « nous », « nos » et « notre » désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Table des matières

5 **Mise en garde concernant les déclarations prospectives**
6 **Évolution de la situation économique et perspectives**
7 **Faits saillants financiers**
8 **Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières**
14 **Incidence de la conversion des devises**
14 **Bénéfice net**
15 **Revenus**
16 **Total des dotations à la provision pour pertes sur créances**
17 **Prêts douteux**
17 **Charges autres que d'intérêts**
18 **Charge d'impôts sur le résultat**
18 **Bilan**
20 **Gestion du capital**
24 **Analyse des résultats des unités d'exploitation**
- 25 Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)
- 27 Services bancaires aux États-Unis
- 29 Gestion de patrimoine
- 31 Marchés des capitaux
- 32 Services d'entreprise

33 **Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice**
35 **Transactions avec des parties liées**
35 **Arrangements hors bilan**
35 **Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques**
- 35 Provision pour pertes sur créances

37 **Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale (BIS^m^)**
37 **Modifications futures de méthodes comptables**
38 **Autres faits nouveaux en matière de réglementation**
38 **Gestion des risques**
- 38 Principaux risques et risques émergents pouvant influer sur les résultats futurs
- 38 Prêts garantis par un bien immobilier
- 40 Expositions internationales
- 41 Risque de marché
- 42 Risque de liquidité et de financement
- 45 Cotes de crédit

51 **Glossaire de termes financiers**
54 **États financiers consolidés intermédiaires**
- 54 État consolidé des résultats
- 55 État consolidé du résultat global
- 56 Bilan consolidé
- 57 État consolidé des variations des capitaux propres
- 58 État consolidé des flux de trésorerie
- 59 Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

79 **Information à l'intention des investisseurs et des médias**

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2026, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2026 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles et nos engagements, nos attentes concernant notre situation financière, notre assise financière, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités, nos résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, et elles comprennent des déclarations faites par notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « s'engager à », « viser », « perspectives », « échéancier », « suggérer » et « pouvoir », y compris sous leur forme négative et toutes leurs formes grammaticales.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent que nous formulions des hypothèses et elles comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que nos prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que les hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, ce qui comprend les enjeux liés à la main-d'œuvre et la variation des cours de change et des taux d'intérêt; la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, dont les tarifs douaniers, les mesures de rétorsion et les politiques d'atténuation tarifaires; les modifications de nos cotes de crédit; le risque lié à la cybersécurité et à la sécurité de l'information, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, la résilience technologique, l'innovation technologique et la concurrence, les changements technologiques, y compris le recours à des données et à l'intelligence artificielle (IA) au sein de notre entreprise, dont l'IA générative, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, le risque environnemental et social, y compris les changements climatiques, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les pressions inflationnistes, les changements apportés aux lois, y compris la législation et les interprétations fiscales, ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, y compris si la Banque était désignée comme une banque d'importance systémique mondiale, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement et les exigences en matière de capital, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la faiblesse, la volatilité ou l'illiquidité des marchés financiers ou du crédit, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, l'exposition à d'importants litiges ou questions réglementaires et leur résolution, notre capacité de faire appel avec succès en cas d'issue défavorable de ces affaires, ainsi que le calendrier, la détermination et le recouvrement des montants liés à ces affaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité de mettre en œuvre avec succès nos plans stratégiques, de conclure les acquisitions ou les cessions et d'intégrer les acquisitions, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, et de réaliser les avantages attendus de tels plans et transactions, les estimations et les jugements comptables critiques et les effets des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les activités des marchés financiers internationaux, l'émergence d'urgences sanitaires de grande envergure ou de pandémies, ou leur prolongation, et leur incidence sur les économies locales, nationales ou internationales ainsi que l'aggravation qui découle de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles, telles que les tremblements de terre et les inondations, et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à l'analyse dans la section Risques pouvant influer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel non financier, lié à la conformité juridique et réglementaire, de stratégie, environnemental et social et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2025, et à la section Gestion des risques de notre rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2026, qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider les actionnaires et les analystes à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent celles présentées dans la section Évolution de la situation économique et perspectives du Rapport annuel de BMO pour 2025, mises à jour dans la section Évolution de la situation économique et perspectives dans notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2026, ainsi que dans la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2025, mises à jour dans la section Provision pour pertes sur créances dans notre Rapport aux actionnaires pour le premier trimestre de 2026. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales, ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale.

Évolution de la situation économique et perspectives[1]

La renégociation de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) devrait influencer l'orientation des politiques commerciales en 2026. Nous croyons que le processus de renégociation se prolongera jusqu'à l'an prochain, préservant ainsi l'exemption relative à la conformité qui permet à la majorité des marchandises canadiennes et mexicaines d'être importées aux États-Unis en franchise de droits; toutefois, l'incertitude à ce sujet demeurera.

Malgré des tarifs douaniers élevés imposés sur certains produits, comme les véhicules motorisés, l'acier et l'aluminium, l'économie canadienne continue de s'améliorer. Cependant, on estime que le produit intérieur brut (PIB) réel a connu un ralentissement, la croissance ayant été quasi nulle au quatrième trimestre de 2025, comparativement à un taux annuel de 2,6 % au troisième trimestre. Ce ralentissement reflète les effets néfastes de l'incertitude liée aux politiques commerciales sur les investissements des entreprises, ainsi qu'un contexte de faiblesse persistante du marché de l'habitation en Ontario. L'accroissement des dépenses de consommation et des dépenses publiques a vraisemblablement apporté un soutien compensatoire à l'économie. Le PIB réel devrait enregistrer une légère croissance de 1,4 % en 2026, en réponse aux baisses passées des taux d'intérêt et aux politiques budgétaires expansionnistes visant à accroître les investissements des entreprises. Le taux de chômage a reculé au cours de la dernière année pour s'établir à 6,5 % en janvier 2026, et il devrait diminuer légèrement pour se fixer à 6,4 % d'ici la fin de 2026 suivant l'amélioration de la croissance économique et la faiblesse de la croissance démographique en réponse à la réduction des cibles d'immigration. L'inflation de l'indice des prix à la consommation sur 12 mois est demeurée faible à 2,3 % en janvier 2026, mais elle devrait être de 2,5 % en moyenne en 2026, en partie en raison des coûts croissants des denrées. Après avoir abaissé ses taux directeurs de 100 points de base au total en 2025, la Banque du Canada devrait maintenir un taux directeur stable en 2026. Le dollar canadien devrait se renforcer modérément en 2026, en supposant que les tensions commerciales s'atténuent et que l'écart de taux d'intérêt avec les États-Unis se resserre. L'activité sur le marché de l'habitation demeure faible en Ontario et en Colombie-Britannique, en raison des enjeux relatifs à l'abordabilité et du ralentissement de la croissance démographique. La croissance de 4,6 % sur 12 mois des soldes des prêts hypothécaires à l'habitation enregistrée à l'échelle du secteur en décembre 2025 devrait ralentir un peu en 2026. La croissance du crédit à la consommation (compte non tenu des prêts hypothécaires) sur 12 mois est demeurée modérée à 3,4 % en décembre 2025 et elle devrait s'améliorer un peu en 2026 grâce à des taux d'intérêt inférieurs. Pour l'ensemble du secteur d'activité, la croissance des soldes de prêts aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier a été de 3,7 % sur 12 mois en décembre 2025, et elle devrait vraisemblablement demeurer modérée tant que l'incertitude entourant les politiques commerciales ne s'atténuera pas.

L'économie américaine s'est accrue à un rythme soutenue. Le PIB réel a enregistré une croissance annuelle de 1,4 % au quatrième trimestre de 2025, faisant suite à une hausse soutenue de 4,4 % au troisième trimestre. Le repli était avant tout imputable à une paralysie partielle du gouvernement fédéral pendant six semaines. Les dépenses des consommateurs sont demeurées solides, mues par l'effet de richesse engendrée par la bonne tenue des marchés boursiers, alors que les dépenses des entreprises sont encore imputables à d'importants investissements dans les technologies d'IA et les centres de données. Stimulé par la baisse des taux d'intérêt et les politiques budgétaires expansionnistes, le PIB réel devrait croître de 2,5 % en 2026, une amélioration par rapport à 2,2 % en 2025. La croissance modérée de l'emploi a eu pour effet d'augmenter légèrement le taux de chômage au cours de la dernière année, le portant à 4,3 % en janvier 2026, et il est censé monter à environ 4,5 % en 2026, ce qui reste tout de même inférieur par rapport aux taux passés. L'inflation de l'indice des prix à la consommation s'est atténuée au cours de la dernière année pour s'établir à 2,4 % sur 12 mois en janvier 2026, malgré l'imposition de nouveaux tarifs douaniers, et elle devrait reculer encore un peu en 2026 en raison d'une croissance modérée des salaires. Après avoir diminué ses taux directeurs de 75 points de base en 2025 en réaction au ralentissement du marché du travail, la Réserve fédérale est censée abaisser ses taux d'un même nombre de points en 2026 en raison de l'atténuation des pressions inflationnistes. Cependant, les taux d'intérêt à long terme devraient demeurer près des niveaux actuels, en raison des préoccupations suscitées par l'important déficit budgétaire fédéral et de l'inflation persistante supérieure au taux visé. La croissance des soldes des prêts hypothécaires à l'habitation est demeurée modeste à l'échelle du secteur, s'établissant à 2,2 % sur 12 mois en janvier 2026, dans un contexte de faiblesse continue des ventes de maisons. Toutefois, on s'attend à ce qu'elles se raffermissent en 2026 en raison des taux hypothécaires moins élevés. La croissance sur 12 mois des soldes de crédit à la consommation s'est améliorée pour s'établir à 4,1 % en janvier 2026 et devrait demeurer vigoureuse en 2026. La croissance sur 12 mois du crédit commercial et industriel et de l'immobilier commercial a été solide, s'établissant à 4,0 % en janvier 2026, et elle devrait demeurer vigoureuse en 2026.

Les perspectives économiques ci-dessus sont assujetties à plusieurs risques qui pourraient entraîner des résultats moins favorables pour l'économie nord-américaine. La menace la plus directe découle d'une possible escalade des tarifs douaniers américains. Les entreprises canadiennes font face à des risques à plus long terme si la renégociation de l'ACEUM échoue, car des tarifs douaniers importants pourraient alors s'appliquer à un plus grand nombre de biens exportés vers les États-Unis, ce qui pourrait entraîner une récession au Canada. Advenant la renégociation de l'ACEUM, certains tarifs douaniers seraient probablement maintenus, ce qui pourrait faire en sorte que l'économie connaîtrait une croissance plus lente. D'autres risques comprennent l'escalade de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, des tensions exacerbées entre les États-Unis et l'Iran pouvant mener à la déstabilisation au Moyen-Orient et le risque d'une intervention plus poussée des États-Unis au Vénézuela. Les valorisations boursières élevées exposent également les marchés à un risque de corrections désordonnées. À plus long terme, les dépenses substantielles des entreprises pour développer et adopter les systèmes d'IA tout en apportant un soutien majeur à l'économie présentent de nouveaux défis pour les travailleurs et les secteurs d'activité touchés, comme celui des logiciels. Si l'IA n'a pas encore causé de lourdes pertes d'emplois, elle pourrait influer de plus en plus sur les décisions d'embauche et provoquer des changements majeurs dans la composition de la main-d'œuvre, obligeant les travailleurs touchés par les mises à pied à acquérir de nouvelles compétences.

Nos activités et nos clients pourraient être touchés par des changements importants dans le contexte économique et l'accroissement de l'incertitude connexe. Une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, une volatilité des marchés des capitaux et un ralentissement de la croissance des prêts pourraient se produire si les tarifs douaniers augmentent considérablement. La direction assure une surveillance régulière du contexte économique et prend des mesures proactives pour réagir aux incertitudes et réduire l'incidence sur nos résultats.

Mise en garde

La présente section Évolution de la situation économique et perspectives contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

[1] Toutes les périodes dont il est fait mention dans la présente section font référence au trimestre civil et à l'année civile plutôt qu'au trimestre ou à l'exercice.

Faits saillants financiers

TABLEAU 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Sommaire de l'état des résultats[1]			
Revenus nets d'intérêts	**5 643**	5 496	5 398
Revenus autres que d'intérêts	**4 181**	3 845	3 868
Revenus	**9 824**	9 341	9 266
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**739**	750	859
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	**7**	5	152
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	**746**	755	1 011
Charges autres que d'intérêts	**5 753**	5 556	5 427
Charge d'impôts sur le résultat	**836**	735	690
Bénéfice net	**2 489**	2 295	2 138
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**(1)**	7	4
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	**81**	163	65
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 409**	2 125	2 069
Bénéfice net ajusté	**2 551**	2 514	2 289
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 471**	2 344	2 220
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)[1]			
Bénéfice de base par action	**3,40**	2,98	2,84
Bénéfice dilué par action	**3,39**	2,97	2,83
Bénéfice dilué par action ajusté	**3,48**	3,28	3,04
Valeur comptable d'une action	**110,45**	111,57	109,46
Cours de clôture de l'action	**185,37**	174,23	143,88
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)			
À la clôture de la période	**706,2**	708,9	728,8
Nombre moyen de base	**708,4**	713,3	729,6
Nombre moyen dilué	**710,2**	715,1	730,7
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	**130 908**	123 513	104 855
Dividendes déclarés par action ordinaire	**1,67**	1,63	1,59
Rendement de l'action (%)	**3,6**	3,7	4,4
Ratio de distribution (%)	**49,1**	54,7	56,1
Ratio de distribution ajusté (%)	**47,9**	49,6	52,3
Mesures et ratios financiers (%)[1, 2]			
Rendement des capitaux propres	**12,1**	10,7	10,6
Rendement des capitaux propres ajustés	**12,4**	11,8	11,3
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	**16,2**	14,7	14,4
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	**16,1**	15,4	14,9
Ratio d'efficience	**58,6**	59,5	58,6
Ratio d'efficience ajusté	**57,8**	56,7	56,3
Levier d'exploitation	**0,0**	(21,2)	20,1
Levier d'exploitation ajusté	**(2,8)**	3,0	8,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	**1,68**	1,67	1,62
Marge nette d'intérêts ajustée, compte non tenu des secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance	**2,33**	2,30	2,13
Taux d'impôt effectif	**25,2**	24,2	24,4
Taux d'impôt effectif ajusté	**25,0**	23,6	24,5
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations	**0,44**	0,44	0,58
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations	**0,44**	0,44	0,50
Bilan et autres informations (à la date de clôture, en millions de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	**1 458 132**	1 476 802	1 468 093
Actif productif moyen	**1 334 388**	1 304 278	1 319 541
Solde brut des prêts et acceptations	**674 383**	682 922	694 027
Solde net des prêts et acceptations	**669 316**	677 872	689 235
Dépôts	**954 789**	976 202	996 832
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	**77 999**	79 095	79 772
Total des actifs pondérés en fonction des risques[3]	**442 058**	437 945	433 944
Actifs sous administration	**872 742**	864 891	830 137
Actifs sous gestion	**547 035**	506 661	450 617
Mesures des fonds propres et de la liquidité (%)[3]			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**13,1**	13,3	13,6
Ratio des fonds propres de catégorie 1	**14,8**	15,0	15,4
Ratio du total des fonds propres	**16,9**	17,3	17,6
Ratio de levier	**4,4**	4,3	4,4
Ratio de TLAC	**29,1**	29,7	29,8
Ratio de liquidité à court terme	**126**	132	128
Ratio structurel de liquidité à long terme	**116**	117	116
Cours de change ($)			
Dollar CA/dollar US	**1,3589**	1,4016	1,4514
Dollar CA/dollar US – moyenne	**1,3759**	1,3887	1,4303

1 Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour un complément d'information.

2 Les ratios du total des dotations à la provision pour pertes sur créances, du RCP et du RCPCAAO sont présentés sur une base annualisée.

3 Les mesures des fonds propres et de la liquidité sont présentées selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) et la ligne directrice Normes de liquidité (NL), établies par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le cas échéant.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR). Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent de nos états financiers consolidés annuels audités et de nos états financiers consolidés intermédiaires non audités dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Nous avons recours à un certain nombre de mesures financières pour évaluer notre performance, ainsi que la performance de nos unités d'exploitation, ce qui comprend des montants, des mesures et des ratios qui sont présentés sur une base non conforme aux PCGR, comme il en est fait mention ci-dessous. Nous sommes d'avis que ces montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, lus à la lumière de nos résultats établis aux termes des PCGR, donnent aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats.

Les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR n'ont pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition de nos mesures non conformes aux PCGR et des autres mesures financières, y compris les mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.

Mesures et ratios ajustés

La direction considère que les résultats et mesures comptables et les résultats et mesures ajustés sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Les résultats et mesures ajustés retranchent certains éléments précis des revenus, des charges autres que d'intérêts, et des impôts sur le résultat, comme il est indiqué en détail dans le tableau ci-après. Les résultats et mesures ajustés présentés dans le présent document sont non conformes aux PCGR. Le fait de recourir à la présentation des résultats comptables et ajustés permet au lecteur d'évaluer l'incidence de certains éléments sur les résultats des périodes présentées, et de mieux évaluer les résultats, compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances sous-jacentes. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants.

Marge nette d'intérêts, compte non tenu des secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance

Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2026, nous présentons la marge nette d'intérêts sur une base qui exclut la marge nette d'intérêts de notre secteur d'activité Marchés mondiaux ainsi que l'actif productif moyen de nos secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance. La direction considère cette mesure utile aux fins de l'évaluation de la performance, par les lecteurs, des activités de prêts, d'investissement et de dépôts de BMO sans la volatilité pouvant être associée aux activités du marché et de négociation. Cette mesure remplace la marge nette d'intérêts, compte non tenu des activités de négociation et d'assurance auparavant présentée et les résultats des périodes antérieures ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) est calculé à partir du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des pertes de valeur et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO est largement utilisé dans le secteur bancaire en Amérique du Nord et il constitue une mesure uniforme de la performance des activités, qu'elles aient été acquises ou mises sur pied à l'interne.

Éléments d'ajustement

Les résultats ajustés pour le trimestre considéré et les périodes antérieures ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 7 millions de dollars (9 millions avant impôts) pour le trimestre considéré. Les chiffres des périodes antérieures tiennent compte d'une charge de 3 millions (4 millions avant impôts) au quatrième trimestre de 2025 et de 7 millions (10 millions avant impôts) au premier trimestre de 2025. Les montants sont comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts et imputés à l'unité d'exploitation pertinente, soit Burgundy dans l'unité Gestion de patrimoine et Bank of the West dans les Services d'entreprise.
- Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 71 millions de dollars (96 millions avant impôts) pour le trimestre considéré. Les chiffres des périodes antérieures tiennent compte d'un montant de 123 millions (168 millions avant impôts) au quatrième trimestre de 2025 et de 79 millions (106 millions avant impôts) au premier trimestre de 2025. Les montants sont comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts et imputés à l'unité d'exploitation pertinente.

- Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de Burgundy, ce qui a réduit de 16 millions de dollars (avant et après impôts) les revenus autres que d'intérêts pour le trimestre considéré et pris en compte dans Gestion de patrimoine. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la note 13 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et à la note 9 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2025.
- Incidence de dessaisissements liés à la vente annoncée de 138 succursales dans certains marchés américains, y compris des coûts liés aux dessaisissements de 3 millions de dollars (4 millions avant impôts) pour le trimestre considéré. Les chiffres des périodes antérieures tiennent compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition de 102 millions (avant et après impôts) au quatrième trimestre de 2025. Les montants sont comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts et imputés aux Services d'entreprise.
- Cotisation spéciale relative à la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) des États-Unis comptabilisée dans les charges autres que d'intérêts et imputée aux Services d'entreprise. Les chiffres du premier trimestre de 2026 tiennent compte d'un renversement partiel d'une charge antérieure de 35 millions de dollars (47 millions avant impôts). Les chiffres des périodes antérieures tiennent compte d'un renversement partiel de 9 millions (12 millions avant impôts) au quatrième trimestre de 2025 et d'un renversement partiel de 5 millions (7 millions avant impôts) au premier trimestre de 2025.
- Incidence de l'harmonisation des méthodes comptables relatives aux congés annuels des employés dans l'ensemble des entités juridiques de 70 millions de dollars (96 millions avant impôts) au premier trimestre de 2025 comptabilisée dans les charges autres que d'intérêts et imputée aux Services d'entreprise.

Le bénéfice net a reculé de 62 millions de dollars en raison de l'ensemble des éléments d'ajustement au cours du trimestre considéré, comparativement à une diminution de 151 millions enregistrée à l'exercice précédent et à un repli de 219 millions inscrit au trimestre précédent.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières[1]

TABLEAU 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Résultats comptables			
Revenus nets d'intérêts	**5 643**	5 496	5 398
Revenus autres que d'intérêts	**4 181**	3 845	3 868
Revenus	**9 824**	9 341	9 266
Dotation à la provision pour pertes sur créances	**746**	755	1 011
Charges autres que d'intérêts	**5 753**	5 556	5 427
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**3 325**	3 030	2 828
Charge d'impôts sur le résultat	**836**	735	690
Bénéfice net	**2 489**	2 295	2 138
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	**81**	163	65
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**(1)**	7	4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 409**	2 125	2 069
BPA dilué ($)	**3,39**	2,97	2,83
Éléments d'ajustement influant sur les revenus (avant impôts)			
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle[2]	**(16)**	–	–
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (avant impôts)	**(16)**	–	–
Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)			
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	**(9)**	(4)	(10)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions[3]	**(96)**	(168)	(106)
Incidence de dessaisissements	**(4)**	(102)	–
Cotisation spéciale relative à la FDIC	**47**	12	7
Incidence de l'harmonisation de méthodes comptables	**–**	–	(96)
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)	**(62)**	(262)	(205)
Éléments d'ajustement influant sur les revenus (après impôts)			
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	**(16)**	–	–
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (après impôts)	**(16)**	–	–
Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)			
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	**(7)**	(3)	(7)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions[3]	**(71)**	(123)	(79)
Incidence des dessaisissements	**(3)**	(102)	–
Cotisation spéciale relative à la FDIC	**35**	9	5
Incidence de l'harmonisation de méthodes comptables	**–**	–	(70)
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)	**(46)**	(219)	(151)
Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (après impôts)	**(62)**	(219)	(151)
Incidence sur le BPA dilué ($)	**(0,09)**	(0,31)	(0,21)
Résultats ajustés			
Revenus nets d'intérêts	**5 643**	5 496	5 398
Revenus autres que d'intérêts	**4 197**	3 845	3 868
Revenus	**9 840**	9 341	9 266
Dotation à la provision pour pertes sur créances	**746**	755	1 011
Charges autres que d'intérêts	**5 691**	5 294	5 222
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**3 403**	3 292	3 033
Charge d'impôts sur le résultat	**852**	778	744
Bénéfice net	**2 551**	2 514	2 289
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 471**	2 344	2 220
BPA dilué ($)	**3,48**	3,28	3,04

1 Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

2 Comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts.

3 Représente l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et les pertes de valeur.

Sommaire des résultats comptables et ajustés par unité d'exploitation

TABLEAU 3

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	Services bancaires aux États-Unis	Gestion de patrimoine	Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	Activités américaines[1] (en millions de dollars américains)
T1-2026							
Bénéfice net (perte nette) comptable	**948**	**742**	**352**	**657**	**(210)**	**2 489**	**715**
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	**13**	**14**	**2**	**15**	**37**	**81**	**17**
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**–**	**(2)**	**–**	**–**	**1**	**(1)**	**(1)**
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	**935**	**730**	**350**	**642**	**(248)**	**2 409**	**699**
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	**–**	**–**	**7**	**–**	**–**	**7**	**–**
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	**3**	**60**	**5**	**3**	**–**	**71**	**46**
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	**–**	**–**	**16**	**–**	**–**	**16**	**–**
Incidence de dessaisissements	**–**	**–**	**–**	**–**	**3**	**3**	**2**
Cotisation spéciale relative à la FDIC	**–**	**–**	**–**	**–**	**(35)**	**(35)**	**(26)**
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)[2]	**951**	**802**	**380**	**660**	**(242)**	**2 551**	**737**
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée) attribuable aux actionnaires ordinaires[2]	**938**	**790**	**378**	**645**	**(280)**	**2 471**	**721**
T4-2025							
Bénéfice net (perte nette) comptable	733	807	399	525	(169)	2 295	616
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	11	15	2	10	125	163	3
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	7	–	–	–	7	5
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	722	785	397	515	(294)	2 125	608
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	–	–	1	–	2	3	1
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	48	64	–	11	–	123	47
Incidence de dessaisissements	–	–	–	–	102	102	73
Cotisation spéciale relative à la FDIC	–	–	–	–	(9)	(9)	(6)
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)[2]	781	871	400	536	(74)	2 514	731
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée) attribuable aux actionnaires ordinaires[2]	770	849	398	526	(199)	2 344	723
T1-2025							
Bénéfice net (perte nette) comptable	877	635	328	589	(291)	2 138	639
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	12	15	2	10	26	65	3
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	–	–	–	–	4	4	3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	865	620	326	579	(321)	2 069	633
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	–	–	–	–	7	7	5
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	3	72	–	4	–	79	52
Cotisation spéciale relative à la FDIC	–	–	–	–	(5)	(5)	(4)
Incidence de l'harmonisation de méthodes comptables	–	–	–	–	70	70	25
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)[2]	880	707	328	593	(219)	2 289	717
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée) attribuable aux actionnaires ordinaires[2]	868	692	326	583	(249)	2 220	711

[1] Les activités américaines tiennent compte des résultats comptables et des résultats ajustés comptabilisés dans Services bancaires aux États-Unis ainsi que dans les activités américaines des Marchés des capitaux et des Services d'entreprise.

[2] Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

TABLEAU 4

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Bénéfice net comptable	**2 489**	2 295	2 138
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**(1)**	7	4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	**2 490**	2 288	2 134
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres instruments de capitaux propres	**81**	163	65
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (A)	**2 409**	2 125	2 069
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions après impôts	**71**	123	79
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (B)	**2 480**	2 248	2 148
Incidence des autres éléments d'ajustement après impôts[1]	**(9)**	96	72
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (C)	**2 471**	2 344	2 220
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D)	**79 075**	78 511	77 693
Écart d'acquisition	**(16 838)**	(16 716)	(17 209)
Immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	**(2 330)**	(2 171)	(2 514)
Déduction faite des passifs d'impôt différé connexes	**858**	882	1 011
Capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (E)	**60 765**	60 506	58 981
Rendement des capitaux propres (%) (= A/D)[2]	**12,1**	10,7	10,6
Rendement des capitaux propres ajusté (%) (= C/D)[2]	**12,4**	11,8	11,3
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= B/E)[2]	**16,2**	14,7	14,4
Rendement ajusté des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= C/E)[2]	**16,1**	15,4	14,9

[1] Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

[2] Les chiffres trimestriels sont calculés sur une base annualisée.

Rendement des capitaux propres par unité d'exploitation[1]

TABLEAU 5

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	Services bancaires aux États-Unis	Gestion de patrimoine	Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	Activités américaines[2] (en millions de dollars américains)
T1-2026							
Données comptables							
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	**935**	**730**	**350**	**642**	**(248)**	**2 409**	**699**
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	**16 405**	**36 797**	**4 199**	**15 219**	**6 455**	**79 075**	**33 150**
Rendement des capitaux propres (%)	**22,6**	**7,9**	**33,1**	**16,7**	**s. o.**	**12,1**	**8,4**
Données ajustées[3]							
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	**938**	**790**	**378**	**645**	**(280)**	**2 471**	**721**
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	**16 405**	**36 797**	**4 199**	**15 219**	**6 455**	**79 075**	**33 150**
Rendement des capitaux propres (%)	**22,7**	**8,5**	**35,7**	**16,8**	**s. o.**	**12,4**	**8,6**
T4-2025							
Données comptables							
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	722	785	397	515	(294)	2 125	608
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	16 938	36 458	3 049	14 076	7 990	78 511	32 235
Rendement des capitaux propres (%)	16,9	8,5	51,7	14,5	s. o.	10,7	7,5
Données ajustées[3]							
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	770	849	398	526	(199)	2 344	723
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	16 938	36 458	3 049	14 076	7 990	78 511	32 235
Rendement des capitaux propres (%)	18,1	9,2	52,0	14,8	s. o.	11,8	8,9
T1-2025							
Données comptables							
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	865	620	326	579	(321)	2 069	633
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	16 515	38 033	3 044	13 536	6 565	77 693	32 650
Rendement des capitaux propres (%)	20,8	6,5	42,5	17,0	s. o.	10,6	7,7
Données ajustées[3]							
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	868	692	326	583	(249)	2 220	711
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	16 515	38 033	3 044	13 536	6 565	77 693	32 650
Rendement des capitaux propres (%)	20,9	7,2	42,5	17,1	s. o.	11,3	8,6

1 Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales, y compris les actifs pondérés en fonction des risques et les déductions des fonds propres, les fonds propres non imputés étant comptabilisés dans les Services d'entreprise. Avec prise d'effet pour le premier trimestre de l'exercice 2026, la méthode d'imputation des fonds propres a été mise à jour essentiellement afin de refléter une augmentation du taux d'imputation des fonds propres passant à 12,5 % des actifs pondérés en fonction des risques, comparativement à 12,0 % à l'exercice 2025. Les méthodes d'imputation des fonds propres sont passées en revue chaque année. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO. Les ratios du rendement des capitaux propres sont présentés sur une base annualisée.

2 Les activités américaines tiennent compte des résultats comptables et des résultats ajustés et les fonds propres imputés sont comptabilisés dans Services bancaires aux États-Unis et dans les activités américaines des Marchés des capitaux et des Services d'entreprise.

3 Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

s. o. – sans objet

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Mise en garde

La présente section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence de la conversion des devises

TABLEAU 6

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2026 c. T1-2025	T1-2026 c. T4-2025
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,3759	1,3759
Période antérieure	1,4303	1,3887
	Augmentation (diminution)	
Incidence sur les résultats comptables des activités américaines		
Revenus nets d'intérêts	(95)	(22)
Revenus autres que d'intérêts	(59)	(13)
Total des revenus	(154)	(35)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	17	1
Charges autres que d'intérêts	94	24
Charge d'impôts sur le résultat	8	2
Bénéfice net	(35)	(8)
Incidence sur le bénéfice de base par action ($)	(0,05)	(0,01)
Incidence sur le bénéfice dilué par action ($)	(0,05)	(0,01)
Incidence sur les résultats ajustés des activités américaines[1]		
Revenus nets d'intérêts	(95)	(22)
Revenus autres que d'intérêts	(59)	(13)
Total des revenus	(154)	(35)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	17	1
Charges autres que d'intérêts	88	22
Charge d'impôts sur le résultat	10	3
Bénéfice net	(39)	(9)
Incidence sur le bénéfice de base par action ($)	(0,05)	(0,01)
Incidence sur le bénéfice dilué par action ($)	(0,05)	(0,01)

[1] Les résultats ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Le tableau ci-dessus fait état des cours de change moyens pertinents des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations sur les résultats comptables et ajustés des activités américaines de BMO, lesquelles incluent les Services bancaires aux États-Unis, ainsi que les activités américaines des Marchés des capitaux et des Services d'entreprise.

L'équivalent en dollars canadiens des résultats des activités américaines de BMO libellés en dollars américains a diminué au premier trimestre de l'exercice 2026 en regard du quatrième trimestre de l'exercice 2025 et du premier trimestre de l'exercice 2025, en raison des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO outre ses activités américaines.

D'un point de vue économique, nos flux de revenus en dollars américains n'ont pas été couverts contre le risque découlant des fluctuations des cours de change survenues au cours des exercices 2026 et 2025. Les fluctuations des cours de change influeront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges, les dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances et les impôts sur le résultat sont comptabilisés.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport de gestion annuel de BMO pour 2025 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur le capital de BMO.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 489 millions de dollars, en hausse de 351 millions, ou de 16 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 2 551 millions, en hausse de 262 millions, ou de 11 %. L'incidence de la dépréciation du dollar américain a conduit à une diminution de 2 % du bénéfice net tant sur une base comptable que sur une base ajustée. Le bénéfice par action (BPA) comptable s'est établi à 3,39 $, en hausse de 0,56 $ par rapport à l'exercice précédent, et le BPA ajusté s'est situé à 3,48 $, en hausse de 0,44 $, ou de 15 %. Les résultats comptables et les résultats ajustés pour le trimestre considéré tenaient compte des indemnités de départ de 147 millions (202 millions avant impôts) liées à la réalisation de gains d'efficience opérationnelle dans l'ensemble de l'entreprise ayant été inscrites dans les unités d'exploitation respectives. L'incidence de ces indemnités de départ s'est traduite par une diminution du BPA de 0,21 $ par action.

La progression des résultas comptables reflète l'incidence de l'harmonisation des méthodes comptables relatives aux congés annuels des employés dans l'ensemble des entités juridiques pour l'exercice précédent et un renversement partiel plus important afférent à une cotisation spéciale relative à la FDIC pour le trimestre visé.

La hausse du bénéfice net sur une base comptable et ajustée témoigne de la croissance des revenus et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances, contrebalancées en partie par la hausse des charges, et il a augmenté dans l'ensemble des unités d'exploitation. Les Services d'entreprise ont inscrit une perte nette comptable moins élevée pour l'exercice en cours, en raison surtout des éléments susmentionnés, et une perte nette ajustée plus élevée.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable a grimpé de 194 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté a progressé de 37 millions, ou de 1 %. Le BPA comptable a augmenté de 0,42 $ par rapport au trimestre précédent et le BPA ajusté a monté de 0,20 $, en raison de la hausse du bénéfice net ainsi que du recul des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

La progression du bénéfice net comptable s'explique principalement par une réduction de valeur de l'écart d'acquisition lié à la vente annoncée de succursales dans certains marchés américains au cours du trimestre précédent et par la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions pour le trimestre considéré.

La progression du bénéfice net ajusté reflète l'accroissement des revenus, contré en partie par la hausse des charges. Le bénéfice net sur une base comptable et ajustée s'est accru dans le cas de PE Canada et de Marchés des capitaux et il a reculé dans le cas des Services bancaires aux États-Unis et de Gestion de patrimoine. Les Services d'entreprise ont inscrit une perte nette plus élevée, en regard du trimestre précédent, tant sur une base comptable que sur une base ajustée.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement, que renferme la présente section qui traite du bénéfice net.

Revenus

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

Les revenus comptables se sont élevés à 9 824 millions de dollars, en hausse de 558 millions, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent alors que les revenus ajustés se sont établis à 9 840 millions, en hausse de 574 millions, ou de 6 %. L'incidence de la dépréciation du dollar américain a conduit à une diminution de 2 % des revenus tant sur une base comptable que sur une base ajustée. Les revenus ajustés ne tenaient pas compte de l'incidence de la variation de la contrepartie conditionnelle liée à l'acquisition de Burgundy, ce qui a réduit de 16 millions les revenus autres que d'intérêts pour le trimestre considéré. Les revenus comptables et ajustés de PE Canada, Gestion de patrimoine et Marchés des capitaux ont augmenté. Dans le cas de Services bancaires aux États-Unis, ils ont diminué du fait de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, pour augmenter sur la base de la monnaie d'origine. Les revenus ont progressé dans les Services d'entreprise tant sur une base comptable que sur une base ajustée.

Les revenus nets d'intérêts comptables et ajustés se sont établis à 5 643 millions de dollars, soit une hausse de 245 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'élargissement de la marge nette d'intérêts, de la croissance des soldes liés à PE Canada et à Gestion de patrimoine et de la progression des revenus nets d'intérêts liés aux Services d'entreprise, ce qui a été contré en partie par des soldes moins élevés de Services bancaires aux États-Unis.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO, établie à 1,68 %, s'est élargie de 6 points de base en regard de l'exercice précédent. La marge nette d'intérêts, compte non tenu des secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance, s'est établie à 2,33 %, en hausse de 20 points de base, du fait essentiellement de l'amélioration des marges sur les dépôts ayant profité de taux de réinvestissement échelonnés, d'une composition favorable des dépôts, d'un processus de tarification rigoureux, de la progression des revenus nets d'intérêts ainsi que de la baisse des actifs moyens à faible rendement dans le cas des Services d'entreprise.

Les revenus autres que d'intérêts comptables se sont chiffrés à 4 181 millions de dollars, soit une hausse de 313 millions, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent alors que les revenus autres que d'intérêts ajustés se sont établis à 4 197 millions, en hausse de 329 millions, ou de 9 %, l'augmentation ayant été observée dans la plupart des catégories, en raison surtout de la progression des revenus de gestion du patrimoine, des revenus de négociation, des revenus de commission de prise ferme et de consultation ainsi que des revenus générés par les cartes de crédit supérieurs à la tendance de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada résultant d'hypothèses révisées concernant les remboursements futurs au cours du trimestre écoulé. Les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation, qui ont atteint 866 millions, ont progressé de 64 millions en regard de ceux de l'exercice précédent.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

Les revenus comptables ont progressé de 483 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent et, sur une base ajustée, ils ont augmenté de 499 millions, ou de 5 %. Une augmentation des revenus a été observée dans l'ensemble des unités d'exploitation, mais les revenus ont diminué dans le cas des Services d'entreprise.

Les revenus nets d'intérêts comptables et ajustés ont monté de 147 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent, l'augmentation étant alimentée par des revenus autres que d'intérêts liés à la négociation supérieurs et par l'élargissement de la marge nette d'intérêts, ce qui a été contré en partie par un repli des revenus nets d'intérêts dans les Services d'entreprise.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO s'est améliorée de 1 point de base en regard du trimestre précédent. La marge nette d'intérêts, compte non tenu des secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance, s'est élargie de 3 points de base, du fait essentiellement de l'accroissement des marges sur les dépôts, ce qui a été neutralisé en partie par la baisse des revenus nets d'intérêts dans le cas des Services d'entreprise.

Les revenus autres que d'intérêts comptables ont progressé de 336 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport au trimestre précédent et les revenus autres que d'intérêts ajustés ont augmenté de 352 millions, ou de 9 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus de négociation, des revenus de gestion de patrimoine et des revenus générés par les cartes de crédit supérieurs à la tendance susmentionnés, ce qui a été contré en partie par la baisse des profits sur titres, autres que de négociation, et des revenus de commission de prise ferme et de consultation. Les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation ont augmenté de 309 millions par rapport au trimestre précédent.

Variation des revenus nets d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts[1]

TABLEAU 7

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**Revenus nets d'intérêts** (bic)[2]			**Actif productif moyen**[3]			**Marge nette d'intérêts** (en points de base)		
	T1-2026	T4-2025	T1-2025	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
PE Canada	**2 523**	2 464	2 385	**344 866**	344 411	339 325	**290**	284	279
Services bancaires aux États-Unis	**2 267**	2 234	2 322	**224 843**	229 046	243 645	**400**	387	378
Toutes les autres unités d'exploitation et Services d'entreprise	**853**	798	691	**764 679**	730 821	736 571	**s. o.**	s. o.	s. o.
Total comptable	**5 643**	5 496	5 398	**1 334 388**	1 304 278	1 319 541	**168**	167	162
Revenus nets d'intérêts liés au secteur d'activité Marchés mondiaux et actifs liés aux secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance	**369**	266	397	**436 238**	402 940	387 786	**s. o.**	s. o.	s. o.
Total comptable compte non tenu des secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance	**5 274**	5 230	5 001	**898 150**	901 338	931 755	**233**	230	213
Services bancaires aux États-Unis (en millions de dollars américains)	**1 648**	1 609	1 623	**163 417**	164 942	170 348	**400**	387	378

1 Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2 Les revenus des unités d'exploitation sont présentés selon une base d'imposition comparable (bic) dans les revenus nets d'intérêts. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO dans le Rapport de gestion annuel pour 2025.

3 L'actif productif moyen représente le solde moyen quotidien des dépôts productifs d'intérêts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des titres et des prêts, pour une période.

s. o. – sans objet

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Total des dotations à la provision pour pertes sur créances

TABLEAU 8

(en millions de dollars canadiens)	**PE Canada**	**Services bancaires aux États-Unis**	**Gestion de patrimoine**	**Marchés des capitaux**	**Services d'entreprise**	**Total de la Banque**
T1-2026						
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**497**	**202**	**2**	**29**	**9**	**739**
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	**18**	**17**	**(4)**	**(21)**	**(3)**	**7**
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	**515**	**219**	**(2)**	**8**	**6**	**746**
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[1]	**0,60**	**0,41**	**(0,02)**	**0,04**	**n.s.**	**0,44**
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[1]	**0,58**	**0,38**	**0,03**	**0,14**	**n.s.**	**0,44**
T4-2025						
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	496	209	5	37	3	750
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	153	(90)	(1)	(39)	(18)	5
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	649	119	4	(2)	(15)	755
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[1]	0,76	0,22	0,05	(0,01)	n.s.	0,44
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[1]	0,58	0,38	0,06	0,18	n.s.	0,44
T1-2025						
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	491	312	1	35	20	859
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	51	102	(1)	11	(11)	152
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	542	414	–	46	9	1 011
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[1]	0,64	0,71	0,00	0,21	n.s.	0,58
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[1]	0,58	0,54	0,01	0,16	n.s.	0,50

1 Les ratios de la dotation à la provision pour pertes sur créances sont présentés sur une base annualisée.

n. s. – non significatif

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 746 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision de 1 011 millions pour l'exercice précédent. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 44 points de base, comparativement à 58 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 739 millions, en baisse de 120 millions, principalement du fait de la baisse des dotations à la provision des Services bancaires aux États-Unis. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 44 points de base, comparativement à 50 points de base au cours de l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 7 millions, comparativement à une dotation à la provision de 152 millions pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs pour le trimestre à l'étude reflète principalement la migration du crédit du portefeuille, facteur ayant été neutralisé par des soldes moins élevés relativement à certains portefeuilles et par une amélioration des perspectives macroéconomiques.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 9 millions de dollars, comparativement au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 11 millions, du fait en grande partie de la baisse des dotations à la provision enregistrée des Marchés des capitaux et des Services bancaires aux États-Unis. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations est demeurée relativement stable par rapport au trimestre précédent, tout comme la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs.

Prêts douteux

TABLEAU 9

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
SBPD à l'ouverture de la période	**7 091**	6 951	5 843
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	**1 452**	1 835	2 373
Prêts reclassés dans les prêts productifs durant la période	**(351)**	(235)	(364)
Remboursements, montant net	**(779)**	(779)	(616)
Montants sortis du bilan	**(423)**	(660)	(424)
Cessions de prêts	**(19)**	(65)	(2)
Fluctuations des cours de change et autres variations	**(108)**	44	144
SBPD à la clôture de la période	**6 863**	7 091	6 954
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	**1,02**	1,04	1,00

Le total du solde brut des prêts et acceptations douteux (SBPD) s'est situé à 6 863 millions de dollars, en baisse par rapport à 7 091 millions pour le trimestre précédent, sous l'effet principalement d'un moins grand nombre de prêts douteux. Exprimé en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations, le SBPD s'est établi à 1,02 %, en baisse comparativement à 1,04 % pour le trimestre précédent.

Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre se sont chiffrés à 1 452 millions de dollars, en baisse par rapport à 1 835 millions pour le trimestre précédent, ce qui reflète le nombre moins élevé de nouveaux prêts douteux dans les portefeuilles de prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-dessus.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 5 753 millions de dollars, en hausse de 326 millions, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 5 691 millions, en hausse de 469 millions, ou de 9 %. Les indemnités de départ constatées au cours du trimestre ont contribué à l'augmentation, à hauteur de 4 %. L'incidence de la dépréciation du dollar américain a eu pour effet de diminuer les charges autres que d'intérêts de 2 % sur une base comptable et ajustée.

Les résultats comptables tiennent compte de l'incidence de l'harmonisation des méthodes comptables relatives aux congés annuels des employés dans l'ensemble des entités juridiques au cours de l'exercice précédent ainsi que d'un renversement partiel plus important afférent à une cotisation spéciale relative à la FDIC au cours du trimestre visé. Les charges autres que d'intérêts sur une base comptable et ajustée ont augmenté en raison principalement des frais liés au personnel plus élevés, y compris les indemnités de départ et la rémunération liée au rendement, et de la hausse des coûts des ordinateurs et du matériel, ce qui a été neutralisé en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le ratio d'efficience comptable a été de 58,6 %, soit à un niveau inchangé par rapport à l'an dernier et le ratio d'efficience ajusté a atteint 57,8 %, par rapport à 56,3 %. Le levier d'exploitation comptable a été de néant et le levier d'exploitation ajusté s'est situé à -2,8 % en raison des indemnités de départ susmentionnées.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 197 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont été supérieures de 397 millions, ou de 8 %.

Les charges autres que d'intérêts comptables s'expliquent par l'incidence d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition lié à la vente annoncée de succursales dans certains marchés américains au cours du trimestre précédent, la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et un renversement partiel plus important afférent à une cotisation spéciale relative à la FDIC. La hausse des charges autres que d'intérêts ajustées découle essentiellement des frais liés au personnel plus élevés, y compris les indemnités de départ et la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, ainsi que des avantages saisonniers qui sont passés en charges au premier trimestre de chaque année. Ces facteurs ont été compensés en partie par la diminution des honoraires, des coûts des ordinateurs et du matériel, des frais de publicité et de bureau.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts.

Charge d'impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat comptable s'est établie à 836 millions de dollars, en hausse de 146 millions par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 101 millions par rapport au trimestre précédent. Le taux d'impôt effectif comptable a été de 25,2 %, comparativement à 24,4 % pour l'exercice précédent et à 24,2 % pour le trimestre précédent. La charge d'impôts sur le résultat ajustée s'est établie à 852 millions, en hausse de 108 millions par rapport à l'exercice précédent et en hausse de 74 millions par rapport au trimestre précédent. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 25,0 %, contre 24,5 % pour l'exercice précédent et 23,6 % pour le trimestre précédent.

La variation du taux d'impôt effectif comptable en regard de celui de l'exercice précédent et du trimestre précédent s'explique avant tout par l'incidence du recul du bénéfice tant à l'exercice précédent qu'au trimestre précédent. Quant à la variation du taux d'impôt effectif ajusté en regard de celui de l'exercice précédent, elle est principalement attribuable à l'incidence du recul du bénéfice à l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif ajusté en regard de celui du trimestre précédent est attribuable surtout à la composition des résultats et à l'incidence du recul du bénéfice au trimestre précédent.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement que renferme la présente section qui traite de la charge d'impôts sur le résultat.

Bilan

TABLEAU 10

(en millions de dollars canadiens)	**Au 31 janvier 2026**	Au 31 octobre 2025
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	**70 248**	70 322
Valeurs mobilières	**421 331**	423 476
Titres pris en pension ou empruntés	**109 725**	129 421
Solde net des prêts et acceptations	**669 316**	677 872
Instruments dérivés	**69 398**	57 151
Autres actifs	**118 114**	118 560
Total des actifs	**1 458 132**	1 476 802
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	**954 789**	976 202
Instruments dérivés	**65 392**	58 729
Titres mis en pension ou prêtés	**132 280**	134 967
Autres passifs	**211 508**	210 304
Dette subordonnée	**8 412**	8 500
Capitaux propres	**85 705**	88 051
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**46**	49
Total des passifs et des capitaux propres	**1 458 132**	1 476 802

Au 31 janvier 2026, le total des actifs se chiffrait à 1 458,1 milliards de dollars, en baisse de 18,7 milliards en regard du 31 octobre 2025. L'incidence de la dépréciation du dollar américain a conduit à une diminution des actifs à hauteur de 23,3 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs dérivés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques sont demeurés relativement inchangés par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales qui a été compensée par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Les valeurs mobilières ont diminué de 2,1 milliards de dollars, l'accroissement des activités menées par les clients de Marchés des capitaux ayant été plus que compensé par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Les titres pris en pension ou empruntés ont diminué de 19,7 milliards de dollars du fait du repli des activités menées par les clients de Marchés des capitaux et de l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le solde net des prêts et acceptations a diminué de 8,6 milliards de dollars, principalement en raison de l'incidence de la dévaluation du dollar américain. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont reculé de 5,2 milliards, la croissance des prêts sous-jacents ayant été plus que neutralisée par l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont diminué de 1,9 milliard. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont été inférieurs de 0,9 milliard et les soldes de cartes de crédit ont baissé de 0,5 milliard.

Les actifs dérivés ont grimpé de 12,2 milliards de dollars, en raison de la hausse de la juste valeur des contrats sur produits de base, des contrats de change et des contrats sur taux d'intérêt.

Les autres actifs ont diminué de 0,4 milliard de dollars principalement du fait de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, contrée en partie par des soldes plus élevés dans le cas de Gestion de patrimoine, des Services d'entreprise et de Marchés des capitaux.

Les passifs ont diminué de 16,3 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2025. L'incidence de la dévaluation du dollar américain a contribué à la baisse des passifs de l'ordre de 22,3 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs dérivés.

Les dépôts ont diminué de 21,4 milliards de dollars. Les dépôts des clients ont affiché une baisse de 12,0 milliards, ce qui témoigne principalement de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, des soldes légèrement moins élevés dans le cas de PE Canada et de Services bancaires aux États-Unis, neutralisés en partie par la hausse des soldes pour ce qui est de Gestion de patrimoine et de Marchés des capitaux. Les autres dépôts ont diminué de 9,4 milliards, du fait de l'incidence de la dépréciation du dollar américain et des soldes moins élevés du secteur d'activité Marchés mondiaux.

Les passifs dérivés ont augmenté de 6,7 milliards de dollars par suite de la hausse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur produits de base et des contrats sur titres de participation.

Les titres mis en pension ou prêtés ont reculé de 2,7 milliards de dollars, en raison de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, neutralisée en partie par l'intensification des activités menées par les clients de Marchés des capitaux.

Les autres passifs ont augmenté de 1,2 milliard de dollars principalement dans le cas de Marchés des capitaux, du fait des passifs liés à la titrisation plus élevés, ce qui a été contré en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

La dette subordonnée est demeurée relativement stable en regard de celle du trimestre précédent, car il n'y a eu aucune nouvelle émission ni aucun remboursement au cours du trimestre.

Les capitaux propres ont diminué de 2,3 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2025. Le cumul des autres éléments du résultat global a reculé de 1,8 milliard, en grande partie du fait du recul du cumul des autres éléments du résultat global à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, des pertes sur les couvertures de flux de trésorerie et de la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur. Les actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ont diminué de 1,3 milliard en raison du rachat de nos billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 (FPUNV). Les résultats non distribués ont monté de 0,3 milliard en raison du bénéfice net gagné pendant l'exercice qui a été compensé en partie par des dividendes et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres ainsi que par l'achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Les actions ordinaires ont progressé de 0,3 milliard.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites dans le tableau des échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan de la section Gestion des risques.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre décrit à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2025.

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2026

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 13,1 % au 31 janvier 2026, en baisse par rapport au ratio de 13,3 % obtenu à la fin du quatrième trimestre de 2025, la génération interne de fonds propres ayant été plus que neutralisée par la hausse des actifs pondérés en fonction des risques et exprimés en monnaie d'origine et par l'incidence du rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 57,8 milliards de dollars au 31 janvier 2026, en baisse par rapport à 58,3 milliards au 31 octobre 2025, en raison du fait que la génération interne de fonds propres a été plus que neutralisée par l'incidence du rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation et par celle des fluctuations des cours de change.

Les actifs pondérés en fonction des risques se sont établis à 442,1 milliards de dollars au 31 janvier 2026, en hausse par rapport à 437,9 milliards au 31 octobre 2025. Les actifs pondérés en fonction des risques ont augmenté en raison du niveau plus important d'actifs pondérés en fonction du risque de crédit, du risque de marché et du risque opérationnel, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence des fluctuations des cours de change. L'accroissement des actifs pondérés en fonction du risque de crédit est attribuable principalement aux changements apportés à la méthodologie et aux modèles et à la taille plus importante des actifs, contrés en partie par les changements apportés à la qualité des actifs.

Dans le cadre du calcul des ratios pour les fonds propres réglementaires, il est nécessaire d'augmenter le total des actifs pondérés en fonction des risques lorsque le montant au titre du plancher de fonds propres calculé selon l'approche standard, multiplié par un facteur d'ajustement du plancher de fonds propres, est supérieur au résultat que l'on obtiendrait en effectuant le calcul selon l'approche de mesure interne plus sensible aux risques, s'il y a lieu. Le plancher de fonds propres ne s'est pas appliqué au 31 janvier 2026, tout comme au 31 octobre 2025.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 14,8 % et à 16,9 % au 31 janvier 2026, comparativement à 15,0 % et à 17,3 %, respectivement, au 31 octobre 2025. La baisse du ratio des fonds propres de catégorie 1 et du ratio du total des fonds propres est imputable aux mêmes facteurs énoncés ci-dessus pour le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. Nous gérons l'incidence des fluctuations des cours de change sur les actifs pondérés en fonction des risques et les déductions au titre des fonds propres dans nos ratios des fonds propres, et pour le trimestre à l'étude, cette incidence a été essentiellement neutralisée.

Notre ratio de levier, établi à 4,4 % au 31 janvier 2026, est en hausse par rapport au ratio de 4,3 % à la fin du quatrième trimestre de 2025, situation qui s'explique par la diminution de l'exposition aux fins du ratio de levier qui a été contrebalancée en partie par les fonds propres de catégorie 1.

Le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC de la Banque se sont établis respectivement à 29,1 % et à 8,6 % au 31 janvier 2026, contre respectivement 29,7 % et 8,5 % au 31 octobre 2025.

Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires

La version révisée de la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) ainsi que celle de la ligne directrice Régime au regard des normes de fonds propres et de liquidité visant les expositions sur crypto-actifs (banques) publiées par le BSIF sont entrées en vigueur au premier trimestre de 2026. Ces changements n'ont eu aucune incidence significative.

Le 18 décembre 2025, le BSIF a annoncé le maintien du taux de la réserve pour stabilité intérieure à 3,5 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2025 pour une analyse sur l'évolution des exigences en matière de réglementation.

Fonds propres réglementaires, levier et capacité totale d'absorption des pertes

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon les lignes directrices établies par le BSIF, en fonction du dispositif de Bâle III élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), et elles comprennent la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) et la ligne directrice Exigences de levier (EL) du BSIF. Les exigences relatives à la TLAC sont établies conformément à la ligne directrice TLAC du BSIF. Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2025.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres, de levier et de la TLAC sont résumées dans le tableau ci-après.

TABLEAU 11

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences minimales	Réserve de fonds propres totale au titre du premier pilier[1]	Réserve de fonds propres de catégorie 1[2]	Exigences minimales avant la réserve pour stabilité intérieure	Réserve pour stabilité intérieure[3]	Exigences minimales de fonds propres, de levier et de la TLAC, y compris les réserves de fonds propres	Ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC de BMO au 31 janvier 2026
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	s. o.	8,0 %	3,5 %	11,5 %	13,1 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	s. o.	9,5 %	3,5 %	13,0 %	14,8 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	s. o.	11,5 %	3,5 %	15,0 %	16,9 %
Ratio TLAC	21,5 %	s. o.	s. o.	21,5 %	3,5 %	25,0 %	29,1 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	0,5 %	3,5 %	s. o.	3,5 %	4,4 %
Ratio de levier TLAC	6,75 %	s. o.	0,5 %	7,25 %	s. o.	7,25 %	8,6 %

1 Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui seront satisfaites tout comme les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires applicable aux banques d'importance systémique intérieures (BIS[i]) de 1,0 % et une réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable pour le trimestre). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2 Les BIS[i] sont tenues de satisfaire à une exigence de réserve de fonds propres au titre du premier pilier de 0,5 % pour ce qui est du ratio de levier et du ratio de levier TLAC.

3 Le BSIF exige des BIS[i] qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres. Advenant une dérogation, le BSIF exigerait un plan de mesures correctrices et s'attendrait à ce qu'il soit mis en place en temps opportun. Les banques pourraient être tenues de détenir des réserves supplémentaires pouvant s'appliquer aux ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires et TLAC

TABLEAU 12

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires[1]	**77 999**	79 095	79 772
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	**(20 198)**	(20 809)	(20 575)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**57 801**	58 286	59 197
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles[2]	**7 706**	7 706	7 787
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	**(82)**	(102)	(135)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	**7 624**	7 604	7 652
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	**65 425**	65 890	66 849
Fonds propres de catégorie 2 admissibles[3]	**9 466**	9 679	9 494
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	**(1)**	(7)	(3)
Fonds propres de catégorie 2	**9 465**	9 672	9 491
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	**74 890**	75 562	76 340
Autres instruments TLAC[4]	**53 652**	54 510	53 148
Ajustements appliqués aux autres instruments TLAC	**(88)**	(115)	(113)
Autres instruments TLAC disponibles après ajustements	**53 564**	54 395	53 035
TLAC	**128 454**	129 957	129 375
Actifs pondérés en fonction des risques[5]	**442 058**	437 945	433 944
Exposition aux fins du ratio de levier	**1 488 813**	1 521 813	1 529 299
Ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**13,1**	13,3	13,6
Ratio des fonds propres de catégorie 1	**14,8**	15,0	15,4
Ratio du total des fonds propres	**16,9**	17,3	17,6
Ratio TLAC	**29,1**	29,7	29,8
Ratio de levier	**4,4**	4,3	4,4
Ratio de levier TLAC	**8,6**	8,5	8,5

1 Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

2 Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.

3 Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

4 Les autres instruments TLAC englobent la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada.

5 Les institutions qui utilisent l'une des approches internes modélisées pour le risque de crédit, le risque de contrepartie ou le risque de marché sont assujetties aux exigences en matière de plancher de fonds propres s'appliquant aux actifs pondérés en fonction des risques, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires[1]

TABLEAU 13

Au 31 janvier 2026	Nombre d'actions	Montant (en millions)
Actions ordinaires	706 195 754	23 708 $
Actions privilégiées de catégorie B[2]		
Série 44	16 000 000	400 $
Série 50	500 000	500 $
Série 52	650 000	650 $
Autres instruments de capitaux propres[2]		
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires[3]		500 $ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 %		750 $
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3 à 7,325 %		1 000 $
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 4 à 7,700 %		1 000 $ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 5 à 7,300 %		750 $ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 6 à 6,875 %		1 000 $ US
Billets à moyen terme		
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032		1 250 $ US
Série K – première tranche		1 000 $
Billets subordonnés à 3,088 % échéant en 2037		1 250 $ US
Série L – première tranche		750 $
Série M – première tranche		1 150 $
Série M – deuxième tranche		1 000 $
Série N – première tranche		1 250 $
Options sur actions		
Droits acquis	2 706 330	
Droits non acquis	3 148 295	

1 Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 16 des états financiers consolidés audités du Rapport annuel de BMO pour 2025. La note 6 des états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2025, traitent en détail du capital social et des autres instruments de capitaux propres.

2 Convertible en actions ordinaires. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en actions ordinaires en vertu du recours aux actions privilégiées, série 49, aux actions privilégiées, série 51, aux actions privilégiées, série 53, aux actions privilégiées, série 54 et aux actions privilégiées, série 55 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2, série 3, série 4, série 5 et série 6, respectivement émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité, qui comprennent actuellement les actifs détenus dans une fiducie à recours limité.

3 Les billets avaient un taux d'intérêt initial de 4,800 %, qui a été rajusté à 6,709 % le 25 août 2024.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de FPUNV, nos instruments compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 $ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 $, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 4,4 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Le 12 novembre 2025, nous avons racheté les billets avec remboursement de capital à recours limité de série 1 à 4,300 % (FPUNV) d'un montant de 1 250 millions de dollars, et les actions privilégiées de catégorie B à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 48 (FPUNV) correspondantes d'un montant de 1 250 millions.

Dans le cadre de l'acquisition de Burgundy réalisée le 1er novembre 2025, nous avons émis, en faveur des actionnaires de Burgundy, 2 723 726 actions ordinaires d'une valeur totalisant 481 millions de dollars.

BMO dispose d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a commencé le 5 septembre 2025 et prenant fin au plus tard le 4 septembre 2026, qui lui permet de racheter un maximum de 30 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Les dates et les montants des achats effectués en vertu de cette offre sont déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et le niveau des fonds propres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, nous avons racheté 6,0 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen de 178,05 $ par action pour un montant totalisant 1 088 millions de dollars, y compris les impôts. Au 31 janvier 2026, la Banque avait racheté au total 11,8 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Dividendes

Le 25 février 2026, BMO a annoncé que le Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,67 $ par action, montant inchangé par rapport au trimestre précédent et de 0,08 $ de plus par rapport à l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 26 mai 2026 aux actionnaires inscrits le 29 avril 2026. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de réinvestir leurs dividendes en trésorerie dans des actions ordinaires de BMO, conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires.

Les actions ordinaires émises en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions sont achetées sur le marché libre, sans escompte.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des unités d'exploitation

Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO

BMO présente les résultats financiers de ses quatre unités d'exploitation, soit Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada, Services bancaires aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Marchés des capitaux, et ils sont tous soutenus par les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O) des Services d'entreprise. Les résultats des unités d'exploitation comprennent les ventilations, provenant des Services d'entreprise, des revenus liés à la trésorerie, des charges associées aux services fournis par les unités fonctionnelles et l'unité T&O, des impôts ainsi que des fonds propres.

BMO a recours à la fixation des prix de cession interne des fonds et des liquidités entre la Direction de la trésorerie et les unités d'exploitation afin d'attribuer le coût ou le crédit aux actifs et aux passifs pour faciliter l'établissement de prix et la prise de décisions commerciales efficaces et aider à l'évaluation de la performance en matière de rentabilité de chaque secteur d'activité. Ces méthodes tiennent également compte du coût des actifs liquides supplémentaires qui sont détenus afin de combler d'éventuels besoins en liquidité et de faciliter la gestion du risque de taux d'intérêt et de liquidité dans le respect de notre cadre d'appétit pour le risque et des exigences réglementaires. Nous passons en revue nos méthodologies de prix de cession interne au moins une fois par an afin qu'elles soient conformes à nos pratiques de gestion des risques de taux d'intérêt, de liquidité et de financement, et nous les mettons à jour au besoin.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et l'unité T&O sont en grande partie répartis entre les quatre unités d'exploitation, les montants restants étant pris en compte dans les Services d'entreprise. Certaines charges directement engagées pour soutenir une unité d'exploitation spécifique sont généralement attribuées à cette unité d'exploitation. Les autres charges sont généralement réparties entre les unités d'exploitation selon des montants qui reflètent raisonnablement le niveau de soutien fourni à chaque unité d'exploitation. Nous passons en revue au moins une fois par année nos méthodes de répartition et nous les mettons à jour au besoin.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales, y compris les actifs pondérés en fonction des risques et les déductions des fonds propres. À compter du premier trimestre de l'exercice 2026, la méthode de répartition a été mise à jour, principalement afin de rendre compte d'une augmentation du taux d'imputation des fonds propres, qui a été porté à 12,5 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 12,0 % pour l'exercice 2025. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Nous passons en revue au moins une fois par année nos méthodes d'imputation des fonds propres, et nous les mettons à jour au besoin.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités de notre structure organisationnelle soient réorientés pour appuyer nos priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges, y compris entre les secteurs d'exploitation, sont mises à jour pour mieux correspondre à ces priorités. Les résultats des périodes antérieures sont reclassés pour les rendre conformes à la présentation de la période considérée.

Nous analysons les revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans les états financiers consolidés annuels audités plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses unités d'exploitation sur une bic. Les revenus nets d'intérêts, le total des revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Marchés des capitaux et des Services bancaires aux États-Unis relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à des montants équivalents avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice provenant de sources imposables et de celles qui ne le sont pas, et sont reflétés dans les principales mesures de la performance. La compensation des ajustements sur une bic des unités est reflétée dans les revenus nets d'intérêts, le total des revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Mise en garde

La présente section Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)[1]

TABLEAU 14

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Revenus nets d'intérêts	**2 523**	2 464	2 385
Revenus autres que d'intérêts	**735**	638	658
Total des revenus	**3 258**	3 102	3 043
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**497**	496	491
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	**18**	153	51
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	**515**	649	542
Charges autres que d'intérêts	**1 437**	1 445	1 293
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**1 306**	1 008	1 208
Charge d'impôts sur le résultat	**358**	275	331
Bénéfice net comptable	**948**	733	877
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	**13**	11	12
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**935**	722	865
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions[2]	**3**	48	3
Bénéfice net ajusté	**951**	781	880
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	**938**	770	868
Charges autres que d'intérêts ajustées	**1 433**	1 377	1 289
Principales mesures de la performance			
Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	**2 306**	2 194	2 179
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	**952**	908	864
Rendement des capitaux propres (%)[3, 4]	**22,6**	16,9	20,8
Rendement des capitaux propres ajusté (%)[3, 4]	**22,7**	18,1	20,9
Levier d'exploitation (%)	**(4,1)**	(2,7)	3,7
Levier d'exploitation ajusté (%)	**(4,1)**	0,7	3,6
Ratio d'efficience (%)	**44,1**	46,6	42,5
Ratio d'efficience ajusté (%)	**44,0**	44,4	42,3
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[4]	**0,58**	0,58	0,58
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	**2,90**	2,84	2,79
Actif productif moyen	**344 866**	344 411	339 325
Solde moyen brut des prêts et acceptations	**343 093**	342 659	337 611
Solde moyen des dépôts	**311 425**	312 344	313 950

1 Les résultats et les ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2 Montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et pertes de valeur, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Le quatrième trimestre de 2025 tient compte d'une réduction de valeur de 64 millions de dollars au titre d'AIR MILES.

3 Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO pour obtenir de plus amples renseignements.

4 Le rendement des capitaux propres et les ratios de la dotation à la provision pour pertes sur créances sont présentés sur une base annualisée.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est chiffré à 948 millions de dollars, en hausse de 71 millions, ou de 8 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 3 258 millions de dollars, en hausse de 215 millions, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 138 millions, ou de 6 %, en raison principalement de l'élargissement de la marge nette d'intérêts et de la croissance des soldes. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 77 millions, ou de 12 %, du fait surtout des revenus générés par les cartes de crédit supérieurs à la tendance dans le secteur des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises en raison des hypothèses révisées concernant les remboursements futurs au cours du trimestre à l'étude, ainsi que la hausse des profits sur les investissements dans nos Services bancaires aux grandes entreprises et de l'augmentation des revenus tirés des commissions de distribution de fonds d'investissement. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,90 %, a progressé de 11 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'accroissement des dépôts et des marges sur les prêts, contrebalancé en partie par un changement dans la composition des produits.

Les revenus des Services bancaires aux particuliers et entreprises ont augmenté de 127 millions de dollars, ou de 6 %, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 88 millions, ou de 10 %, en raison dans les deux cas de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 515 millions de dollars, en baisse de 27 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 497 millions, en hausse de 6 millions, l'augmentation des dotations aux provisions liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises ayant été en partie contrebalancée par la diminution des dotations aux provisions liées aux Services bancaires aux grandes entreprises. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 18 millions a été enregistrée, comparativement à une dotation à la provision de 51 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 437 millions de dollars, en hausse de 144 millions, ou de 11 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète la hausse des frais liés au personnel, y compris les coûts liés aux indemnités de départ, et l'augmentation des coûts liés à la technologie.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 5,5 milliards de dollars, ou de 2 %, par rapport à il y a un an, pour s'établir à 343,1 milliards. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 2 %, essentiellement du fait de la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation. Les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 2 %, et les soldes de cartes de crédit ont diminué de 6 %. Le solde moyen des dépôts a diminué de 2,5 milliards, ou de 1 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 311,4 milliards, le recul des soldes des dépôts à terme ayant été contrebalancé en partie par la progression des dépôts d'exploitation. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont diminué de 3 %, alors que les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 4 %.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable a augmenté de 215 millions de dollars, ou de 29 %, comparativement au trimestre précédent.

Le total des revenus a monté de 156 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 59 millions, ou de 2 %, en raison surtout de l'élargissement de la marge nette d'intérêt. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 97 millions, ou 15 % par rapport au trimestre précédent, ce qui est essentiellement attribuable aux revenus générés par les cartes de crédit supérieurs à la tendance susmentionnés et à l'augmentation des profits sur les investissements dans nos Services bancaires aux grandes entreprises. La marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 2,90 %, a augmenté de 6 points de base par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'élargissement des marges sur les dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 112 millions de dollars, ou de 5 %, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 44 millions, ou de 5 %, en raison dans les deux cas de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 134 millions de dollars comparativement au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs, alors que la dotation à la provision liée aux prêts douteux est demeurée relativement inchangée.

Les charges autres que d'intérêts ont diminué de 8 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions attribuable à la dépréciation liée à AIR MILES au trimestre précédent, contrebalancée en partie par les frais liés au personnel plus élevés, y compris les indemnités de départ et l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 0,4 milliard de dollars par rapport au trimestre précédent. Le solde moyen des dépôts a diminué de 0,9 milliard par rapport au trimestre précédent, la forte croissance des dépôts d'exploitation ayant été plus que contrebalancée par la baisse des dépôts à terme. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont diminué de 1 % alors que les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont progressé de 1 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement, de la présente section Analyse des résultats des unités d'exploitation.

Services bancaires aux États-Unis[1]

TABLEAU 15

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Revenus nets d'intérêts (bic)[2]	**2 267**	2 234	2 322
Revenus autres que d'intérêts	**629**	641	642
Total des revenus (bic)[2]	**2 896**	2 875	2 964
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**202**	209	312
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	**17**	(90)	102
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	**219**	119	414
Charges autres que d'intérêts	**1 734**	1 719	1 752
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**943**	1 037	798
Charge d'impôts sur le résultat (bic)[2]	**201**	230	163
Bénéfice net comptable	**742**	807	635
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	**14**	15	15
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**(2)**	7	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**730**	785	620
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions[3]	**60**	64	72
Bénéfice net ajusté	**802**	871	707
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	**790**	849	692
Charges autres que d'intérêts ajustées	**1 653**	1 634	1 655
Actif productif moyen	**224 843**	229 046	243 645
Solde moyen brut des prêts et acceptations	**215 479**	218 999	232 078
Solde moyen des dépôts	**235 206**	236 483	257 741
(équivalents en millions de dollars américains)			
Revenus nets d'intérêts (bic)[2]	**1 648**	1 609	1 623
Revenus autres que d'intérêts	**457**	463	449
Total des revenus (bic)[2]	**2 105**	2 072	2 072
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**148**	151	217
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	**12**	(65)	70
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	**160**	86	287
Charges autres que d'intérêts	**1 260**	1 238	1 225
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**685**	748	560
Charge d'impôts sur le résultat (bic)[2]	**146**	166	114
Bénéfice net comptable	**539**	582	446
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	**10**	11	11
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**(1)**	5	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**530**	566	435
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions[3]	**44**	45	50
Bénéfice net ajusté	**583**	627	496
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	**574**	611	485
Charges autres que d'intérêts ajustées	**1 201**	1 178	1 157
Principales mesures de la performance (en dollars américains)			
Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	**754**	753	715
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	**1 134**	1 100	1 156
Revenus de la Gestion privée	**217**	219	201
Rendement des capitaux propres (%)[4, 5]	**7,9**	8,5	6,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)[4, 5]	**8,5**	9,2	7,2
Levier d'exploitation (%)	**(1,3)**	4,4	3,8
Levier d'exploitation ajusté (%)	**(2,2)**	3,6	3,2
Ratio d'efficience (%)	**59,9**	59,8	59,1
Ratio d'efficience ajusté (%)	**57,1**	56,9	55,9
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	**4,00**	3,87	3,78
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[5]	**0,38**	0,38	0,54
Actif productif moyen	**163 417**	164 942	170 348
Solde moyen brut des prêts et acceptations	**156 612**	157 706	162 258
Solde moyen des dépôts	**170 947**	170 295	180 205
Actifs sous administration[6]	**125 263**	104 368	103 501
Actifs sous gestion[6]	**85 751**	83 036	70 469

1 Les résultats et les ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2 Les revenus nets d'intérêts, le total des revenus et la charge d'impôts sur le résultat sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic), et ils sont pris en compte dans les ratios. Montants sur une bic de 7 millions de dollars pour le premier trimestre de 2026, de 8 millions pour le quatrième trimestre de 2025 et de 9 millions pour le premier trimestre de 2025, qui ont fait l'objet d'une écriture de compensation dans les comptes des Services d'entreprise. Sur la base de la monnaie d'origine : 5 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2026 et 6 millions de dollars américains à la fois pour le quatrième trimestre de 2025 et le premier trimestre de 2025.

3 Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et pertes de valeur, comptabilisées dans les charges autres que d'intérêts. Sur la base de la monnaie d'origine : 59 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2026, 60 millions de dollars américains pour le quatrième trimestre de 2025 et 68 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2025.

4 Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO pour obtenir de plus amples renseignements.

5 Le rendement des capitaux propres et les ratios de la dotation à la provision pour pertes sur créances sont présentés sur une base annualisée.

6 Concerne la Gestion privée. Les actifs sous administration ne tiennent pas compte des actifs sous conservation.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable des Services bancaires aux États-Unis s'est établi à 742 millions de dollars, en hausse de 107 millions, ou de 17 %, comparativement à il y a un an. L'incidence de l'affaiblissement du dollar américain a entraîné une diminution de 5 % du bénéfice net et de 4 % des revenus et des charges. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 539 millions de dollars, en hausse de 93 millions, ou de 21 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 2 105 millions de dollars, soit une hausse de 33 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 25 millions, ou de 2 %, en raison de l'élargissement de la marge nette d'intérêts, contrebalancée en partie par la diminution des soldes. Les revenus nets autres que d'intérêts ont augmenté de 8 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation des revenus de gestion de placement, des revenus tirés des commissions de dépôt et de consultation, contrebalancée en partie par la baisse des revenus tirés des commissions sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 22 points de base pour s'établir à 4,00 %, principalement du fait de l'accroissement des marges sur les dépôts, contrebalancé en partie par la baisse des soldes des dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 39 millions de dollars, ou de 5 %, du fait surtout de la hausse des revenus nets d'intérêts. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont diminué de 22 millions, ou de 2 %, en raison essentiellement de la baisse des revenus nets d'intérêts. Les revenus de la Gestion privée ont augmenté de 16 millions, ou de 8 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 160 millions de dollars, en baisse de 127 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 148 millions, en baisse de 69 millions, ce qui s'explique surtout par la diminution des dotations aux provisions liées aux Services bancaires aux grandes entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 12 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une provision de 70 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 1 260 millions de dollars, en hausse de 35 millions, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier, ce qui s'explique surtout par la hausse des frais liés au personnel, y compris les indemnités de départ et les investissements dans les talents.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a reculé de 5,7 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 156,6 milliards. Les soldes des Services bancaires aux grandes entreprises ont diminué de 6 %, ce qui reflète les initiatives d'optimisation du bilan, les soldes des Services bancaires Particuliers et entreprises étant demeurés relativement inchangés par rapport à l'exercice précédent. Les soldes de la Gestion privée ont augmenté de 10 %. Le solde total moyen des dépôts moyens a diminué de 9,3 milliards, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 170,9 milliards, sous l'effet de la baisse des dépôts à terme. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont reculé de 8 %, les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 2 %, et les dépôts de la Gestion privée, de 5 %.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 15,3 milliards de dollars, ou de 22 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 85,8 milliards, sous l'effet du raffermissement des marchés et de l'accroissement des actifs des clients. Les actifs sous administration ont monté de 21,8 milliards, ou de 21 %, pour s'établir à 125,3 milliards, en raison essentiellement du raffermissement des marchés.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable a reculé de 65 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport au trimestre précédent. Tous les montants dans le reste de la présente section sont présentés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a reculé de 43 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus a augmenté de 33 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 39 millions, ou de 2 %, en raison surtout de l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts sont demeurés relativement inchangés par rapport au trimestre précédent. La marge nette d'intérêts a monté de 13 points de base, en raison essentiellement des marges plus élevées sur les dépôts et les prêts.

Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 34 millions de dollars, ou de 3 %, en raison de l'accroissement des revenus nets d'intérêts, contrebalancé en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts, les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises et de la Gestion privée étant demeurés relativement inchangés par rapport au trimestre précédent.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 74 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison surtout d'une hausse des dotations à la provision liées aux prêts productifs. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 3 millions, la baisse des dotations à la provision liées aux Services bancaires aux grandes entreprises ayant été compensée en partie par la hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 12 millions a été enregistrée, comparativement à un recouvrement de 65 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 22 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la hausse des frais liés au personnel, y compris les indemnités de départ et l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice, et des coûts liés à la technologie plus élevés, facteurs contrés en partie par la diminution des frais de publicité.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a diminué de 1,1 milliard de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par le recul des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises et des Services bancaires Particuliers et entreprises. Le solde total moyen des dépôts est demeuré pour l'essentiel stable comparativement au trimestre précédent. Les soldes des dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 3 %, tandis que les soldes des dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont diminué de 2 %, les soldes des dépôts de la Gestion privée étant demeurés relativement inchangés.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 2,7 milliards de dollars, ou de 3 %, sous l'effet du raffermissement des marchés et de l'accroissement des actifs des clients. Les actifs sous administration ont monté de 20,9 milliards, ou de 20 %, ce qui s'explique par le raffermissement des marchés.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement, de la présente section Analyse des résultats des unités d'exploitation.

Gestion de patrimoine[1]

TABLEAU 16

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Revenus nets d'intérêts	**290**	274	238
Revenus autres que d'intérêts	**1 210**	1 168	1 082
Total des revenus	**1 500**	1 442	1 320
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**2**	5	1
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	**(4)**	(1)	(1)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	**(2)**	4	–
Charges autres que d'intérêts	**1 030**	908	883
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**472**	530	437
Charge d'impôts sur le résultat	**120**	131	109
Bénéfice net comptable	**352**	399	328
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	**2**	2	2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**350**	397	326
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration[2]	**7**	1	–
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions[3]	**5**	–	–
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle[4]	**16**	–	–
Bénéfice net ajusté	**380**	400	328
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	**378**	398	326
Total des revenus ajustés	**1 516**	1 442	1 320
Charges autres que d'intérêts ajustées	**1 015**	906	883
Principales mesures de la performance			
Bénéfice net comptable de Gestion d'actifs et de patrimoine	**273**	320	245
Bénéfice net ajusté de Gestion d'actifs et de patrimoine	**301**	321	245
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	**79**	79	83
Rendement des capitaux propres (%)[5, 6]	**33,1**	51,7	42,5
Rendement des capitaux propres ajusté (%)[5, 6]	**35,7**	52,0	42,5
Ratio d'efficience (%)	**68,7**	63,0	66,8
Ratio d'efficience ajusté (%)	**66,9**	62,9	66,8
Levier d'exploitation (%)	**(3,1)**	4,8	10,8
Levier d'exploitation ajusté (%)	**(0,2)**	5,1	10,8
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[6]	**0,03**	0,06	0,01
Actif moyen	**56 164**	53 776	52 550
Solde moyen brut des prêts et acceptations	**30 802**	30 400	29 702
Solde moyen des dépôts	**57 405**	54 324	49 936
Actifs sous administration[7]	**288 269**	282 258	256 092
Actifs sous gestion	**430 512**	390 282	348 338

1 Les résultats et les ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2 Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration relatifs à l'acquisition de Burgundy, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3 Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et pertes de valeur, comptabilisées dans les charges autres que d'intérêts.

4 Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de Burgundy, comptabilisée dans les revenus autres que d'intérêts.

5 Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO pour obtenir de plus amples renseignements.

6 Le rendement des capitaux propres et les ratios de la dotation à la provision pour pertes sur créances sont présentés sur une base annualisée.

7 Certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par la Banque sont inclus dans les actifs sous administration.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable de Gestion de patrimoine s'est chiffré à 352 millions de dollars, en hausse de 24 millions, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net de Gestion d'actifs et de patrimoine s'est établi à 273 millions, en hausse de 28 millions, ou de 11 %, et le bénéfice net des activités d'assurance s'est quant à lui élevé à 79 millions, en baisse de 4 millions, ou de 5 %.

Le total des revenus s'est établi à 1 500 millions de dollars, en hausse de 180 millions, ou de 14 % par rapport à l'exercice précédent. Les revenus de Gestion d'actifs et de patrimoine ont atteint 1 372 millions, ayant augmenté de 186 millions, ou de 16 %, du fait surtout de l'incidence du raffermissement des marchés mondiaux et des ventes nettes, de la croissance des soldes des dépôts et des prêts et de l'inclusion de Burgundy, facteurs contrebalancés en partie par la variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à une acquisition. Les revenus d'assurance se sont chiffrés à 128 millions, ce qui représente une baisse de 6 millions, ou de 4 %, en raison du recul des résultats des activités d'assurance, contrebalancé en partie par la hausse des rendements des placements résultant d'une optimisation efficace du portefeuille.

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est établi à 2 millions de dollars, comparativement à néant pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 030 millions de dollars, en hausse de 147 millions, ou de 17 %, en raison surtout de l'augmentation des frais liés au personnel, y compris les charges liées aux revenus plus élevées et les indemnités de départ, et de l'incidence de Burgundy.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 82,2 milliards de dollars, ou de 24 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 430,5 milliards, ce qui s'explique essentiellement par le raffermissement des marchés mondiaux et l'accroissement des actifs des clients, ainsi que par l'inclusion de Burgundy. Les actifs sous administration ont monté de 32,2 milliards, ou de 13 %, pour s'établir à 288,3 milliards, en raison surtout du raffermissement des marchés mondiaux. Le solde moyen brut des prêts a augmenté de 4 % alors que le solde moyen des dépôts a grimpé de 15 %.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable a diminué de 47 millions de dollars, ou de 12 %, comparativement au trimestre précédent. Le bénéfice net comptable de Gestion d'actifs et de patrimoine a diminué de 47 millions, ou de 15 % par rapport au trimestre précédent, alors que le bénéfice net des activités d'assurance est demeuré relativement inchangé.

Le total des revenus a augmenté de 58 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus de Gestion d'actifs et de patrimoine ont monté de 59 millions, ou de 5 %, du fait surtout de l'inclusion de Burgundy, du raffermissement des marchés mondiaux et de la bonne croissance des soldes des dépôts et des prêts, facteurs contrebalancés en partie par la variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle susmentionnée. Les revenus d'assurance sont demeurés relativement inchangés.

Le total des recouvrements de pertes sur créances s'est établi à 2 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision de 4 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont progressé de 122 millions de dollars, ou de 13 %, en raison surtout de l'augmentation des frais liés au personnel, y compris l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et les indemnités de départ, ainsi que l'incidence de Burgundy.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 40,2 milliards de dollars, ou de 10 %, du fait de l'inclusion de Burgundy, de l'accroissement des actifs des clients et du raffermissement des marchés mondiaux. Les actifs sous administration ont quant à eux augmenté de 6,0 milliards, ou de 2 %, en raison du raffermissement des marchés mondiaux. Le solde moyen brut des prêts a augmenté de 1 % et le solde moyen des dépôts, de 6 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement, de la présente section Analyse des résultats des unités d'exploitation.

Marchés des capitaux[1]

TABLEAU 17

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Revenus nets d'intérêts (bic)[2]	**700**	580	699
Revenus autres que d'intérêts	**1 512**	1 239	1 374
Total des revenus (bic)[2]	**2 212**	1 819	2 073
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**29**	37	35
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	**(21)**	(39)	11
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	**8**	(2)	46
Charges autres que d'intérêts	**1 324**	1 120	1 251
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**880**	701	776
Charge d'impôts sur le résultat (bic)[2]	**223**	176	187
Bénéfice net comptable	**657**	525	589
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	**15**	10	10
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**642**	515	579
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions[3]	**3**	11	4
Bénéfice net ajusté	**660**	536	593
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	**645**	526	583
Charges autres que d'intérêts ajustées	**1 319**	1 105	1 246
Principales mesures de la performance			
Revenus des Marchés mondiaux	**1 440**	1 037	1 363
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	**772**	782	710
Rendement des capitaux propres (%)[4, 5]	**16,7**	14,5	17,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)[4, 5]	**16,8**	14,8	17,1
Levier d'exploitation (bic) (%)	**0,8**	10,4	18,1
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	**0,7**	9,3	16,5
Ratio d'efficience (bic) (%)	**59,9**	61,5	60,4
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	**59,7**	60,7	60,1
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (%)[5]	**0,14**	0,18	0,16
Actif moyen	**593 769**	548 583	578 952
Solde moyen brut des prêts et acceptations	**86 972**	85 586	86 575
Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)			
Total des revenus (bic)	**816**	635	778
Charges autres que d'intérêts	**475**	417	441
Bénéfice net comptable	**249**	168	241
Charges autres que d'intérêts ajustées	**473**	414	439
Bénéfice net ajusté	**251**	170	243
Actif moyen	**204 563**	187 111	201 230
Solde moyen brut des prêts et acceptations	**35 298**	33 067	31 763

1 Les résultats et les ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2 Les revenus nets d'intérêts, le total des revenus et la charge d'impôts sur le résultat sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic), et ils sont pris en compte dans les ratios. Des montants sur une bic de 2 millions de dollars pour le premier trimestre de 2026, de 2 millions pour le quatrième trimestre de 2025 et de néant pour le premier trimestre de 2025 ont fait l'objet d'une écriture de compensation dans les comptes des Services d'entreprise.

3 Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et pertes de valeur, comptabilisées dans les charges autres que d'intérêts. Le quatrième trimestre de 2025 tient compte d'une perte de valeur liée à Radicle de 10 millions de dollars.

4 Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO.

5 Le rendement des capitaux propres et les ratios de la dotation à la provision pour pertes sur créances sont présentés sur une base annualisée.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable de Marchés des capitaux s'est situé à 657 millions de dollars, en hausse de 68 millions, ou de 11 %, comparativement à l'an dernier. L'incidence de la dépréciation du dollar américain a conduit à une diminution de 3 % du bénéfice net et de 2 % des revenus et des charges autres que d'intérêts.

Le total des revenus s'est établi à 2 212 millions de dollars, en hausse de 139 millions, ou de 7 %, comparativement à l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont grimpé de 77 millions, ou de 6 %, en raison surtout de l'accroissement des revenus de négociation de contrats sur titres de participation, contrebalancé en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 62 millions, ou de 9 %, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des revenus de commission de consultation, contrebalancée en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 8 millions de dollars, contre 46 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 29 millions, en baisse de 6 millions par rapport à l'exercice précédent. Un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 21 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude, en regard d'une dotation à une provision de 11 millions enregistrée à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 324 millions de dollars, en hausse de 73 millions, ou de 6 % par rapport à l'exercice précédent, en raison des frais liés au personnel plus élevés, y compris la hausse de la rémunération liée au rendement et des indemnités de départ, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations s'est établi à 86,9 milliards de dollars, en hausse de 0,4 milliard par rapport à l'exercice précédent.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

Le bénéfice net comptable a grimpé de 132 millions de dollars, ou de 25 %, comparativement au trimestre précédent.

Le total des revenus a progressé de 393 millions de dollars, ou de 22 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont grimpé de 403 millions, ou de 39 %, en raison essentiellement de la hausse des revenus de négociation attribuable à la forte activité des clients. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué de 10 millions, ou de 1 %, ce qui reflète surtout la baisse des revenus liés aux activités de prise ferme de titres d'emprunt, contrée en partie par la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et des revenus de commission de consultation.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 8 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de la dotation à la provision pour pertes sur créances de 2 millions au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 8 millions par rapport au trimestre précédent. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 21 millions a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de 39 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 204 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par la hausse des frais liés au personnel, y compris l'augmentation de la rémunération liée au rendement et l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et des indemnités de départ.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 1,4 milliard de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement, de la présente section Analyse des résultats des unités d'exploitation.

Services d'entreprise[1]

TABLEAU 18

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T1-2025
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des unités	**(128)**	(46)	(237)
Compensation sur une bic des unités	**(9)**	(10)	(9)
Revenus nets d'intérêts (bic)	**(137)**	(56)	(246)
Revenus autres que d'intérêts	**95**	159	112
Total des revenus (bic)	**(42)**	103	(134)
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**9**	3	20
Recouvrement de pertes sur créances liée aux prêts productifs	**(3)**	(18)	(11)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	**6**	(15)	9
Charges autres que d'intérêts	**228**	364	248
Perte avant impôts sur le résultat	**(276)**	(246)	(391)
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	**(66)**	(77)	(100)
Perte nette comptable	**(210)**	(169)	(291)
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	**37**	125	26
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**1**	–	4
Perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires	**(248)**	(294)	(321)
Coûts d'acquisition et d'intégration[2]	**–**	2	7
Incidence des dessaisissements	**3**	102	–
Cotisation spéciale de la FDIC	**(35)**	(9)	(5)
Incidence de l'harmonisation des méthodes comptables	**–**	–	70
Perte nette ajustée	**(242)**	(74)	(219)
Perte nette ajustée attribuable aux actionnaires ordinaires	**(280)**	(199)	(249)
Charges autres que d'intérêts ajustées	**271**	272	149
Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)			
Total des revenus	**(27)**	–	(19)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	**–**	(3)	4
Charges autres que d'intérêts	**90**	174	57
Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)	**(44)**	(37)	(32)
Perte nette comptable	**(73)**	(134)	(48)
Charges autres que d'intérêts ajustées	**122**	108	21
Perte nette ajustée	**(97)**	(66)	(22)

1 Les résultats ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2 Coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de Bank of the West imputés aux charges autres que d'intérêts.

3 Montants liés à la compensation sur une base d'imposition comparable (bic) des unités, comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, le total des revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat : 9 millions de dollars pour le premier trimestre de 2026, 10 millions pour le quatrième trimestre de 2025 et 9 millions pour le premier trimestre de 2025.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du premier trimestre de 2025

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est établie à 210 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 291 millions à l'exercice précédent, cette variation étant essentiellement attribuable à l'incidence de l'harmonisation des méthodes comptables relatives aux congés annuels des employés dans l'ensemble des entités juridiques au cours de l'exercice précédent, et à l'avantage d'un renversement partiel plus important afférent à une cotisation spéciale relative à la FDIC au cours du trimestre à l'étude.

La perte nette ajustée s'est chiffrée à 242 millions de dollars, par rapport à une perte nette ajustée de 219 millions à l'exercice précédent, la variation étant essentiellement attribuable à l'augmentation des frais liés au personnel, y compris les indemnités de départ, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des revenus liés à la trésorerie.

Comparaison du premier trimestre de 2026 et du quatrième trimestre de 2025

La perte nette comptable s'est établie à 210 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 169 millions pour le trimestre précédent, et la perte nette ajustée s'est chiffrée à 242 millions, comparativement à une perte nette ajustée de 74 millions au trimestre précédent.

La perte nette comptable tenait compte de l'incidence de la reprise partielle plus élevée liée à la cotisation spéciale relative à la FDIC. La hausse de la perte nette ajustée reflète surtout la baisse des revenus liés à la trésorerie. Les charges sont demeurées relativement inchangées par rapport au trimestre précédent, la diminution des frais de bureau et des coûts liés à la technologie et des honoraires ayant été contrebalancée par la hausse des frais liés au personnel, qui reflète les indemnités de départ et l'incidence saisonnière des avantages du personnel.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement, de la présente section Analyse des résultats des unités d'exploitation.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice[1]

TABLEAU 19

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**T1-2026**	T4-2025	T3-2025	T2-2025	T1-2025	T4-2024	T3-2024	T2-2024
Revenus nets d'intérêts	**5 643**	5 496	5 496	5 097	5 398	5 438	4 794	4 515
Revenus autres que d'intérêts	**4 181**	3 845	3 492	3 582	3 868	3 519	3 398	3 459
Revenus	**9 824**	9 341	8 988	8 679	9 266	8 957	8 192	7 974
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**739**	750	773	765	859	1 107	828	658
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	**7**	5	24	289	152	416	78	47
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	**746**	755	797	1 054	1 011	1 523	906	705
Charges autres que d'intérêts	**5 753**	5 556	5 105	5 019	5 427	4 427	4 839	4 844
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**3 325**	3 030	3 086	2 606	2 828	3 007	2 447	2 425
Charge d'impôts sur le résultat	**836**	735	756	644	690	703	582	559
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	**2 489**	2 295	2 330	1 962	2 138	2 304	1 865	1 866
Coûts d'acquisition et d'intégration (renversement)	**7**	3	4	(1)	7	27	19	26
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	**71**	123	69	81	79	92	79	79
Variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle	**16**	–	–	–	–	–	–	–
Incidence des dessaisissements	**3**	102	–	–	–	–	–	–
Provision pour frais juridiques/renversement (y compris les charges d'intérêts et les honoraires juridiques)	**–**	–	–	–	–	(870)	13	12
Cotisation spéciale de la FDIC	**(35)**	(9)	(4)	4	(5)	(11)	5	50
Incidence de l'harmonisation des méthodes comptables	**–**	–	–	–	70	–	–	–
Bénéfice net ajusté	**2 551**	2 514	2 399	2 046	2 289	1 542	1 981	2 033
Revenus comptables par unité d'exploitation[2]								
PE Canada	**3 258**	3 102	3 076	2 953	3 043	2 913	2 888	2 799
Services bancaires aux États-Unis	**2 896**	2 875	2 830	2 814	2 964	2 735	2 722	2 639
Gestion de patrimoine	**1 500**	1 442	1 365	1 263	1 320	1 240	1 190	1 163
Marchés des capitaux	**2 212**	1 819	1 776	1 779	2 073	1 600	1 666	1 661
Services d'entreprise	**(42)**	103	(59)	(130)	(134)	469	(274)	(288)
Total des revenus	**9 824**	9 341	8 988	8 679	9 266	8 957	8 192	7 974
Principales mesures de la performance								
Bénéfice dilué par action ($)[3]	**3,39**	2,97	3,14	2,50	2,83	2,94	2,48	2,36
Bénéfice dilué par action, après ajustement ($)	**3,48**	3,28	3,23	2,62	3,04	1,90	2,64	2,59
Ratio du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	**0,44**	0,44	0,47	0,63	0,58	0,91	0,54	0,44
Taux d'impôt effectif (%)	**25,2**	24,2	24,5	24,7	24,4	23,4	23,8	23,1
Taux d'impôt effectif ajusté (%)	**25,0**	23,6	24,5	24,7	24,5	21,7	23,9	23,3
Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain ($)	**1,3759**	1,3887	1,3730	1,4203	1,4303	1,3641	1,3705	1,3625

1 Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter aux sections Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières du présent document et du rapport annuel de BMO pour 2025. Pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.

2 Les revenus, les revenus nets d'intérêts, le total des revenus et la charge d'impôts sur le résultat des unités d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). La compensation des ajustements sur une bic des unités est reflétée dans les Services d'entreprise. Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des unités d'exploitation de BMO.

3 Le bénéfice net et le résultat tirés de nos activités commerciales sont attribuables aux actionnaires par l'intermédiaire du BPA et du BPA dilué. Le BPA ajusté et le BPA dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Le bénéfice afférent à certains trimestres a subi une influence des facteurs saisonniers, notamment la hausse des frais liés au personnel découlant des avantages du personnel et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, qui sont toujours passés en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que l'incidence des quelques jours de moins que compte le deuxième trimestre comparativement aux autres trimestres. La conversion des monnaies étrangères a également influé sur les résultats, principalement les variations du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le bénéfice par action trimestriel est touché par le versement semestriel de dividendes sur certains instruments de capitaux propres. La conjoncture économique, par exemple l'évolution des politiques commerciales et les événements mondiaux, peut aussi avoir une incidence sur nos résultats et sur les marchés dans lesquels nous exerçons nos activités. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de l'exercice 2024 et le premier trimestre de l'exercice 2026.

Un certain nombre d'éléments d'ajustement se sont répercutés sur les résultats de certains trimestres. Le premier trimestre de l'exercice 2026 tient compte d'une variation de la juste valeur de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de Burgundy. Les résultats du quatrième trimestre de 2025 tiennent compte d'une réduction de valeur de l'écart d'acquisition liée à la vente annoncée de certaines succursales américaines. Les résultats du premier trimestre de l'exercice 2025 tiennent compte de l'incidence de l'harmonisation des méthodes comptables relativement aux congés annuels des employés dans l'ensemble des entités juridiques. Les résultats du quatrième trimestre de 2024 tiennent compte de la reprise d'une provision pour frais juridiques inscrite à l'exercice 2022, y compris les intérêts courus, se rapportant à une banque absorbée, M&I Marshall and Ilsley Bank. Toutes les périodes ont été touchées par la cotisation spéciale relative à la FDIC et le renversement de charges antérieures, les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et les pertes de valeur.

La performance financière a bénéficié de la solidité et de la diversification de nos activités, les revenus étant en hausse.

La progression des revenus de PE Canada est attribuable à une acquisition fructueuse de clients, à la croissance des volumes et à l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Les résultats des Services bancaires aux États-Unis ont été touchés par la faible demande de prêts dans le secteur et les activités d'optimisation du bilan, et les cinq derniers trimestres ont bénéficié d'une marge nette d'intérêts plus élevée et de la hausse des revenus tirés des commissions. En ce qui concerne la Gestion de patrimoine, les revenus ont bénéficié du raffermissement des marchés mondiaux, de la croissance soutenue des actifs des clients et de la croissance du bilan, ainsi que de l'inclusion de Burgundy à compter du premier trimestre de l'exercice 2026. Les revenus d'assurance sont susceptibles de fluctuer en raison des conditions de marchés. Les revenus de Marchés des capitaux, qui sont largement tributaires des conditions de marché qui ont une incidence sur l'activité des clients, ont continué de bénéficier de la vigueur des activités de négociation attribuable aux flux importants de clients, ainsi que de l'amélioration des activités de prise ferme de titres de capitaux propres et de consultation au cours des derniers trimestres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux peut varier en fonction du contexte économique et des circonstances propres à chaque client. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté au cours de l'exercice 2024, en raison de la hausse prolongée des taux d'intérêt, du resserrement de l'accès au crédit et des changements dans la demande des consommateurs. Au cours des exercices 2025 et 2026, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué et est demeurée relativement stable au cours des cinq derniers trimestres, la baisse des dotations à la provision des Services bancaires aux États-Unis et des Marchés des capitaux ayant été contrebalancée par la hausse des dotations à la provision de PE Canada. La dotation à la provision liée aux prêts productifs a été touchée par les perspectives macroéconomiques, la migration du crédit et la croissance des prêts. Au cours de l'exercice 2024 et du premier semestre de l'exercice 2025, la Banque a accru la dotation à la provision liée aux prêts productifs en raison de la migration du crédit et de l'incertitude liée aux conditions du crédit, les dotations à la provision globales des trois derniers trimestres demeurant stables, puisque l'incidence de la migration du crédit a été en grande partie contrebalancée par l'amélioration des perspectives macroéconomiques.

Les charges autres que d'intérêts ont été touchées par les éléments spécifiques à certains trimestres susmentionnés et reflètent une gestion serrée des dépenses, tandis que nous continuons d'investir dans nos activités pour stimuler la croissance des revenus. La croissance des charges est en grande partie attribuable aux frais liés au personnel et aux coûts liés à la technologie. Le premier trimestre de l'exercice 2026 tenait compte des indemnités de départ liées à l'amélioration de l'efficacité opérationnelle au niveau de l'entreprise.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons nos activités, le niveau du bénéfice comptable avant impôts et le montant des investissements ou des titres qui génèrent des crédits d'impôt ou du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts. Le taux d'impôt effectif comptable a été touché par l'élimination des déductions d'impôt sur le résultat à l'égard de certains dividendes au Canada au cours de l'exercice 2024 et par la mise en œuvre des règles relatives à l'impôt minimum mondial à compter du premier trimestre de l'exercice 2025.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR, y compris les éléments d'ajustement, de la présente section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entreprises associées suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2025 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2025.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons un certain nombre d'arrangements hors bilan. Parmi ceux-ci, les plus importants sont les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties, lesquels sont décrits à la section Arrangements hors bilan du Rapport annuel de BMO pour 2025. Nous consolidons nos propres entités de titrisation, certaines entités de capital et de financement ainsi que d'autres entités structurées créées pour satisfaire à nos besoins et à ceux de nos clients. Nous ne consolidons pas nos entités de titrisation des clients, certaines entités de capital, ni divers fonds d'investissement gérés par BMO, ni diverses autres entités structurées dans lesquelles des placements sont détenus. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2025.

Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques

Le Rapport annuel de BMO pour 2025 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2025 ainsi que la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos méthodes comptables significatives ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications à la note 1 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2025 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose essentiellement des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent la meilleure estimation de la Banque en ce qui concerne la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des quatre scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. La détermination d'une augmentation importante du risque de crédit nécessite la prise en compte de nombreux facteurs qui varient en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la PD depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour tenir compte des facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les résultats générés par les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Au cours du trimestre à l'étude, nous avons fait appel à notre jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour tenir compte de l'incidence continue du contexte incertain sur les conditions de crédit et l'économie. Nous avons mis en place des contrôles et processus qui régissent le processus afférent aux pertes sur créances attendues, y compris l'application de jugements et d'hypothèses pour déterminer la provision liée aux prêts productifs. Ces jugements et hypothèses peuvent changer au fil du temps et l'incidence de ces changements sera prise en compte dans les périodes futures.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à des scénarios économiques qui reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés à la date de clôture. Le scénario de référence représente à notre avis le résultat le plus probable, et il y a aussi le scénario optimiste, le scénario pessimiste et le scénario pessimiste grave, lesquels ont tous été élaborés par notre groupe Études économiques.

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris le marché boursier et les indices de volatilité, les écarts de taux de sociétés, les taux de chômage, les prix des habitations et le crédit à la consommation. Par ailleurs, nous tenons également compte de variables propres aux secteurs d'activité, le cas échéant. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a aucune variable unique à laquelle des provisions sont sensibles.

Au 31 janvier 2026, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 5 753 millions de dollars (5 739 millions au 31 octobre 2025), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 4 609 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 1 144 millions (4 709 millions et 1 030 millions, respectivement, au 31 octobre 2025). La provision liée aux prêts productifs a diminué de 100 millions par rapport au quatrième trimestre de 2025, du fait principalement des fluctuations des cours de change, de la baisse des soldes de certains portefeuilles et d'une amélioration des perspectives macroéconomiques, facteurs contrebalancés en partie par la migration du crédit au sein du portefeuille.

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 se trouvent à la section Total des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Gestion des risques et à la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2025, à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

La section Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale (BIS^{m})

Puisque nous sommes une banque d'importance systémique intérieure (BIS^{i}), le BSIF exige que nous présentions annuellement les 13 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. Conformément à la méthodologie actuelle, qui est intégrée au dispositif de Bâle consolidé élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB), les indicateurs sont calculés en fonction de directives spécifiques et, par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version du cadre de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent document. À la lumière des indicateurs pour l'exercice 2024, la Banque n'a pas été classée dans les BIS^{m} dans la plus récente évaluation publiée par le Conseil de stabilité financière (FSB) en novembre 2025. Si la Banque était désignée comme une BIS^{m} à l'avenir, ses exigences en matière de ratio de capital comprendraient le montant le plus élevé entre les suppléments pour les BIS^{i} et les BIS^{m}, qui sont actuellement de 1 % dans les deux cas, et le montant le plus élevé entre les exigences de volant de levier pour les BIS^{i} et les BIS^{m}, qui sont actuellement de 0,5 % dans les deux cas. En outre, la Banque peut être soumise à des attentes ou à des exigences plus rigoureuses des organismes de supervision.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de consolidation du groupe qu'exige la réglementation, ou selon ce que précise la méthode d'évaluation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins d'établissement des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Le tableau ci-après présente les données à la clôture de l'exercice liées aux 13 indicateurs de la Banque. Au cours de l'exercice 2025, les montants nominaux des dérivés négociés de gré à gré ont diminué, en raison surtout des compressions des montants nominaux compensés de manière centralisée et de la liquidation naturelle des positions dans l'ensemble du portefeuille. L'encours de titres a augmenté, principalement en raison de l'appréciation du cours de l'action ordinaire de BMO. La hausse des prises fermes est principalement attribuable aux conditions de marché favorables. Les autres fluctuations des valeurs des indicateurs subies d'un exercice à l'autre traduisent les variations qui surviennent dans le cours normal des activités commerciales.

TABLEAU 20

(en millions de dollars canadiens)	Indicateurs	Aux 31 octobre 2025[1]	Aux 31 octobre 2024
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	802 959	787 081
	2. Engagements transfrontières	732 465	707 844
B. Taille	3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III	1 555 645	1 514 998
C. Interdépendance	4. Actifs dans le service financier	191 907	191 887
	5. Passifs dans le service financier	80 071	80 702
	6. Encours de titres	383 818	348 447
D. Substituabilité / Infrastructure de l'institution financière	7. Activités de paiement[2]	41 815 459	38 624 267
	8. Actifs sous conservation	436 356	409 334
	9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers	172 983	143 176
	10. Volume des opérations (y compris les deux sous-indicateurs)		
	Volume des opérations : sous-indicateur des titres à revenu fixe	2 502 576	2 813 092
	Volume des opérations : sous-indicateur des titres de participation et des autres titres	4 902 969	5 912 720
E. Complexité	11. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré	19 050 126	22 857 725
	12. Titres détenus à des fins de négociation, titres à la juste valeur par le biais du résultat net et titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global[3]	80 748	79 820
	13. Actifs de niveau 3	7 848	7 148

1 Les valeurs des indicateurs pour l'exercice 2025 feront l'objet d'un examen réglementaire après la date du présent rapport. Si des révisions devaient être apportées à la suite de cet examen, une mise à jour des indicateurs révisés sera publiée conformément aux obligations d'information réglementaires applicables.
2 Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'une banque correspondante.
3 Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'une banque correspondante.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la note 1 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2025.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller les autres faits nouveaux en matière de réglementation, y compris ceux dont il est fait mention ailleurs dans le présent document, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée des autres faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement et Risque lié à la conformité juridique et réglementaire du Rapport annuel de BMO pour 2025.

Ligne directrice Normes de liquidité

En janvier 2026, le BSIF a publié la version définitive de sa ligne directrice Normes de liquidité pour l'exercice 2026, qui entre en vigueur le 1er mai 2026. Les changements concernent principalement la catégorisation des dépôts de détail et la mise à jour des recommandations sur les produits structurés de détail et leur traitement dans le cadre de la Ligne directrice Normes de liquidité. Ces changements ne devraient pas avoir une incidence significative sur nos pratiques ou nos exigences en matière de liquidité et de financement.

Cotisation de la Federal Deposit Insurance Corporation des États-Unis

En novembre 2023, la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) des États-Unis a approuvé la règle définitive visant à exiger une cotisation spéciale pour les institutions de dépôts en vue de recouvrer les pertes subies par le fonds d'assurance-dépôts attribuables aux coûts de la couverture des déposants non assurés de Silicon Valley Bank et de Signature Bank. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2026, nous avons comptabilisé une reprise de 35 millions de dollars (47 millions avant impôts) dans les charges autres que d'intérêts, ce qui reflète une mise à jour de la cotisation de la FDIC, indiquant une réduction des pertes assujetties à la cotisation spéciale.

Gestion des risques

Les politiques et procédés de gestion des risques de BMO conçus pour détecter, évaluer, mesurer, gérer et signaler ses risques de crédit et de contrepartie, de marché, de liquidité et de financement, le risque opérationnel non financier, y compris le risque lié à l'intelligence artificielle, le risque lié à la cybersécurité, le risque lié à la sécurité de l'information, les autres risques technologiques, le risque lié à la conformité juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2025.

Principaux risques et risques émergents pouvant influer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influer sur les résultats futurs sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2025. Ces risques peuvent influer de façon importante sur les résultats financiers, l'efficacité opérationnelle, l'orientation stratégique ou la réputation de BMO. Nous continuons de surveiller le contexte dans lequel la Banque exerce ses activités afin de repérer et de pallier une détérioration des conditions, par exemple l'évolution de la situation économique générale et des différends commerciaux, et de prendre les mesures nécessaires pour en atténuer l'incidence sur nos résultats. Il y a lieu de se reporter à la section Évolution de la situation économique et perspectives pour les faits nouveaux concernant la situation économique générale et les différends commerciaux.

Prêts garantis par un bien immobilier

Les prêts garantis par un bien immobilier englobent les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit sur valeur domiciliaire. Les tableaux suivants présentent une ventilation des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit sur valeur domiciliaire par région ainsi que l'encours des prêts assurés et non assurés. Les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit sur valeur domiciliaire sont garantis par des propriétés résidentielles.

Prêts garantis par un bien immobilier au Canada

TABLEAU 21

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit sur la valeur domiciliaire amortissables	Total des prêts garantis par un bien immobilier amortissables	Prêts garantis par un bien immobilier non amortissables	Total des prêts garantis par un bien immobilier au Canada
Au 31 janvier 2026	**162 052**	**38 754**	**200 806**	**13 871**	**214 677**
Au 31 octobre 2025	162 340	38 089	200 429	13 969	214 398

Prêts hypothécaires à l'habitation[1]

TABLEAU 22

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**Au 31 janvier 2026**					Au 31 octobre 2025				
	Encours				**Pour le trimestre clos le**	Encours				Pour le trimestre clos le
Région[2]	**Assurés[3]**	**Non assurés**	**Total**	**En % du total**	**RPV moyen non assuré[4]**	Assurés[3]	Non assurés	Total	En % du total	RPV moyen non assuré[4]
Atlantique	**3 227**	**4 090**	**7 317**	**3,8 %**	**69 %**	3 274	4 024	7 298	3,7 %	70 %
Québec	**7 801**	**13 236**	**21 037**	**10,8 %**	**70 %**	8 145	13 427	21 572	11,0 %	70 %
Ontario	**14 562**	**69 261**	**83 823**	**43,2 %**	**70 %**	14 495	68 506	83 001	42,3 %	70 %
Alberta	**9 092**	**8 568**	**17 660**	**9,1 %**	**71 %**	9 234	8 546	17 780	9,1 %	72 %
Colombie-Britannique	**4 244**	**24 291**	**28 535**	**14,7 %**	**68 %**	4 303	24 663	28 966	14,8 %	69 %
Ailleurs au Canada	**2 073**	**1 607**	**3 680**	**1,9 %**	**72 %**	2 109	1 614	3 723	1,9 %	72 %
Total au Canada	**40 999**	**121 053**	**162 052**	**83,5 %**	**70 %**	41 560	120 780	162 340	82,8 %	70 %
États-Unis	**58**	**31 979**	**32 037**	**16,5 %**	**72 %**	60	33 633	33 693	17,2 %	73 %
Total	**41 057**	**153 032**	**194 089**	**100 %**	**70 %**	41 620	154 413	196 033	100 %	71 %

1 Les méthodes de présentation de l'information utilisées sont conformes à ce qui est énoncé en vertu de la ligne directrice B-20 du BSIF intitulée « Pratiques et procédures de souscription de prêts hypothécaires résidentiels ».

2 La région est déterminée selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire.

3 Les prêts hypothécaires assurés s'entendent des prêts hypothécaires assurés individuellement ou par portefeuille par l'intermédiaire d'un assureur admissible (c.-à-d. la SCHL et Sagen MI Canada[MC]).

4 Le ratio prêt/valeur (RPV) est fonction de l'encours initial des prêts hypothécaires et des montants autorisés pouvant être prélevés sur les marges de crédit sur valeur domiciliaire, divisés par la valeur de la garantie au moment du montage.

Marges de crédit sur valeur domiciliaire[1]

TABLEAU 23

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**Au 31 janvier 2026**					Au 31 octobre 2025				
	Portefeuille				**Pour le trimestre clos le**	Portefeuille				Pour le trimestre clos le
Région[2]	**Encours**	**En %**	**Montants autorisés**	**En %**	**RPV moyen[4]**	Encours	En %	Montants autorisés	En %	RPV moyen[4]
Atlantique	**1 181**	**2,0 %**	**2 238**	**1,8 %**	**67 %**	1 149	2,0 %	2 180	1,8 %	67 %
Québec	**9 483**	**16,0 %**	**19 354**	**16,0 %**	**71 %**	9 364	15,9 %	19 123	15,8 %	71 %
Ontario	**26 404**	**44,7 %**	**49 441**	**40,8 %**	**66 %**	26 177	44,5 %	48 939	40,5 %	66 %
Alberta	**3 379**	**5,7 %**	**7 564**	**6,2 %**	**67 %**	3 328	5,7 %	7 471	6,2 %	66 %
Colombie-Britannique	**11 445**	**19,3 %**	**21 692**	**17,9 %**	**62 %**	11 311	19,2 %	21 338	17,7 %	63 %
Ailleurs au Canada	**733**	**1,2 %**	**1 501**	**1,2 %**	**67 %**	729	1,2 %	1 485	1,2 %	68 %
Total au Canada	**52 625**	**88,9 %**	**101 790**	**83,9 %**	**66 %**	52 058	88,5 %	100 536	83,2 %	66 %
États-Unis	**6 583**	**11,1 %**	**19 522**	**16,1 %**	**56 %**	6 762	11,5 %	20 288	16,8 %	57 %
Total	**59 208**	**100 %**	**121 312**	**100 %**	**65 %**	58 820	100 %	120 824	100 %	65 %

Il y a lieu de se reporter aux notes du tableau Prêts hypothécaires à l'habitation ci-dessus.

Prêts hypothécaires à l'habitation par période d'amortissement restante[1, 2]

TABLEAU 24

	Au 31 janvier 2026							
	Période d'amortissement							
	Moins de 5 ans (en %)	**De 6 à 10 ans (en %)**	**De 11 à 15 ans (en %)**	**De 16 à 20 ans (en %)**	**De 21 à 25 ans (en %)**	**De 26 à 30 ans (en %)**	**De 31 à 35 ans (en %)**	**Plus de 35 ans (en %)**
Canada[3]	**0,7 %**	**2,8 %**	**8,1 %**	**19,7 %**	**33,7 %**	**28,1 %**	**2,5 %**	**4,4 %**
États-Unis[4]	**0,3 %**	**1,6 %**	**3,3 %**	**3,1 %**	**13,3 %**	**78,2 %**	**0,1 %**	**0,1 %**
Total	**0,7 %**	**2,6 %**	**7,3 %**	**16,9 %**	**30,4 %**	**36,3 %**	**2,1 %**	**3,7 %**

	Au 31 otobre 2025							
	Période d'amortissement							
	Moins de 5 ans (en %)	De 6 à 10 ans (en %)	De 11 à 15 ans (en %)	De 16 à 20 ans (en %)	De 21 à 25 ans (en %)	De 26 à 30 ans (en %)	De 31 à 35 ans (en %)	Plus de 35 ans (en %)
Canada[3]	0,7 %	2,8 %	8,1 %	19,5 %	34,6 %	27,1 %	2,5 %	4,7 %
États-Unis[4]	0,3 %	1,6 %	3,3 %	2,9 %	11,1 %	80,6 %	0,1 %	0,1 %
Total	0,7 %	2,6 %	7,3 %	16,6 %	30,6 %	36,2 %	2,1 %	3,9 %

1 Au Canada, la période d'amortissement restante tient compte de l'encours actuel, du taux d'intérêt, des montants des paiements effectués par les clients et de la fréquence des paiements. Les échéances contractuelles sont utilisées aux États-Unis.

2 Les méthodes de présentation de l'information utilisées sont conformes à ce qui est énoncé en vertu de la ligne directrice B-20 du BSIF.

3 À la suite des hausses des taux d'intérêt, le portefeuille comprenait des prêts hypothécaires à taux variables à amortissement négatif inférieur à 0,1 milliard de dollars (relativement stable par rapport au 31 octobre 2025) les paiements contractuels de la période considérée étant appliqués aux intérêts et la portion des intérêts exigibles non visée par des versements étant appliquée au capital.

4 Une vaste proportion des prêts hypothécaires contractés aux États-Unis dont les périodes d'amortissement sont les plus longues sont principalement associés aux programmes de modifications de prêts destinés aux emprunteurs en difficulté et de programmes de refinancement de prêts hypothécaires instaurés par un organisme de réglementation.

Expositions internationales

Sur le plan géographique, à l'extérieur du Canada et des États-Unis, les expositions de BMO sont assujetties à un cadre de gestion des risques qui met en jeu des évaluations des risques économiques et politiques dans chaque région ou pays. Ces expositions sont également gérées conformément à des limites établies en fonction du produit, de l'entité et du pays où le risque final est assumé. Le montant net de nos expositions à ces régions est présenté dans le tableau ci-après.

Le tableau ci-dessous indique les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux engagements inutilisés, aux titres, dont des produits de trésorerie, des titres de crédit négociables et des swaps sur défaillance, aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les expositions associées aux opérations de type mise en pension et aux dérivés sont présentées à la juste valeur. Les dérivés comprennent la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

Expositions par région

TABLEAU 25

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2026													Au 31 octobre 2025
	Tranche financée des prêts et engagements				**Titres**				**Opérations de type mise en pension et dérivés**					
Région	**Banque**	**Sociétés**	**États souverains**	**Total**	**Banque**	**Sociétés**	**États souverains**	**Total**	**Banque**	**Sociétés**	**États souverains**	**Total**	**Total montant net**	Total montant net
Europe (excl. Royaume-Uni)	**592**	**3 615**	**–**	**4 207**	**236**	**62**	**4 333**	**4 631**	**1 681**	**717**	**124**	**2 522**	**11 360**	13 822
Royaume-Uni	**194**	**6 620**	**–**	**6 814**	**120**	**32**	**2 543**	**2 695**	**515**	**655**	**59**	**1 229**	**10 738**	9 440
Amérique latine	**2 922**	**4 376**	**–**	**7 298**	**–**	**95**	**–**	**95**	**1**	**482**	**42**	**525**	**7 918**	8 202
Asie-Pacifique	**2 414**	**2 644**	**63**	**5 121**	**419**	**17**	**473**	**909**	**495**	**177**	**287**	**959**	**6 989**	6 726
Afrique et Moyen-Orient	**2 379**	**1 662**	**103**	**4 144**	**–**	**45**	**23**	**68**	**2**	**60**	**1 709**	**1 771**	**5 983**	5 500
Autres[1]	**–**	**2**	**12**	**14**	**–**	**–**	**3 465**	**3 465**	**10**	**–**	**263**	**273**	**3 752**	4 508
Total	**8 501**	**18 919**	**178**	**27 598**	**775**	**251**	**10 837**	**11 863**	**2 704**	**2 091**	**2 484**	**7 279**	**46 740**	48 198

[1] Reflète l'exposition à des institutions supranationales.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites à la section Risque de marché de son Rapport annuel pour 2025.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

TABLEAU 26

	Au 31 janvier 2026				Au 31 octobre 2025				
		Exposés au risque de marché		**Non exposés**		Exposés au risque de marché		Non exposés	
(en millions de dollars canadiens)	**Bilan consolidé**	**Éléments négociés[1]**	**Éléments non négociés[2]**	**au risque de marché**	Bilan consolidé	Éléments négociés[1]	Éléments non négociés[2]	au risque de marché	Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**67 378**	**–**	**67 378**	**–**	67 484	–	67 484	–	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	**2 870**	**429**	**2 441**	**–**	2 838	456	2 382	–	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	**421 331**	**166 732**	**254 599**	**–**	423 476	172 680	250 796	–	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	**109 725**	**–**	**109 725**	**–**	129 421	–	129 421	–	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	**668 235**	**7 553**	**660 682**	**–**	677 161	6 271	670 890	–	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	**69 398**	**63 880**	**5 518**	**–**	57 151	51 829	5 322	–	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	**1 081**	**–**	**1 081**	**–**	711	–	711	–	Taux d'intérêt
Actifs divers	**118 114**	**5 483**	**17 670**	**94 961**	118 560	6 411	12 460	99 689	Taux d'intérêt
Total des actifs	**1 458 132**	**244 077**	**1 119 094**	**94 961**	1 476 802	237 647	1 139 466	99 689	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	**954 789**	**50 471**	**904 318**	**–**	976 202	49 093	927 109	–	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	**65 392**	**62 714**	**2 678**	**–**	58 729	54 770	3 959	–	Taux d'intérêt, change
Acceptations	**1 081**	**–**	**1 081**	**–**	711	–	711	–	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	**47 409**	**47 409**	**–**	**–**	54 876	54 876	–	–	Taux d'intérêt
Titres mis en pension ou prêtés	**132 280**	**–**	**132 280**	**–**	134 967	–	134 967	–	Taux d'intérêt
Passifs divers	**163 018**	**–**	**99 642**	**63 376**	154 717	–	91 688	63 029	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	**8 412**	**–**	**8 412**	**–**	8 500	–	8 500	–	Taux d'intérêt
Total des passifs	**1 372 381**	**160 594**	**1 148 411**	**63 376**	1 388 702	158 739	1 166 934	63 029	

1 Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2 Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ainsi qu'à des transactions de financement garanties.

Mesures du risque de marché lié aux activités de négociation

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué d'un trimestre à l'autre principalement en raison d'une plus grande diversification et d'une baisse du risque lié aux titres de capitaux propres, ce qui a été contré en partie par la hausse des expositions aux taux d'intérêt.

Sommaire du total de la valeur à risque liée aux activités de négociation[1]

TABLEAU 27

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026				31 octobre 2025	31 janvier 2025
	À la clôture du trimestre	**Moyenne**	**Haut**	**Bas**	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	**9,4**	**9,2**	**16,2**	**5,1**	9,9	3,4
VaR liée aux actions	**11,1**	**12,6**	**17,0**	**9,4**	14,9	26,1
VaR liée au change	**1,3**	**1,3**	**2,6**	**0,5**	1,6	1,6
VaR liée aux taux d'intérêt[2]	**28,5**	**31,8**	**40,3**	**26,1**	27,5	29,2
Diversification	**(23,8)**	**(27,4)**	**n. s.**	**n. s.**	(22,0)	(21,0)
Total de la VaR – Négociation	**26,5**	**27,5**	**34,3**	**22,6**	31,9	39,3

1 Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2 La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. – non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

Notre stratégie et notre profil de risque structurel de marché n'ont pas changé par rapport aux périodes précédentes. Le bilan net est entièrement investi selon un profil cible de taux d'intérêt de durée intermédiaire. L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage d'une baisse des taux d'intérêt pour la valeur économique structurelle ont augmenté par rapport au 31 octobre 2025, surtout du fait d'une progression des actifs à taux fixe à plus long terme.

L'avantage d'une hausse des taux d'intérêt pour le résultat structurel et l'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt ont diminué par rapport au 31 octobre 2025, étant donné qu'il est prévu qu'un moins grand nombre d'actifs nets seront réévalués au cours des 12 prochains mois.

Sensibilité au risque structurel de taux d'intérêt[1, 2]

TABLEAU 28

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique					Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois				
			31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025			**31 janvier 2026**	31 octobre 2025	31 janvier 2025
	Canada[3]	**États-Unis**	**Total**	Total	Total	**Canada[3]**	**États-Unis**	**Total**	Total	Total
Hausse de 100 points de base	**(1 284)**	**(793)**	**(2 077)**	(1 736)	(1 627)	**87**	**153**	**240**	357	357
Baisse de 100 points de base	**1 283**	**162**	**1 445**	1 063	842	**(54)**	**(206)**	**(260)**	(322)	(236)

1 Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2 Les sensibilités aux taux d'intérêt supposent une évolution parallèle immédiate et durable des taux d'intérêt présumés sur l'ensemble de la courbe de rendement à la fin de la période, sur la base d'un bilan constant.

3 Comprend le dollar canadien et autres monnaies.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au premier trimestre de 2026. Les dépôts et les prêts des clients ont enregistré une baisse au cours du trimestre, principalement imputable à l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Le financement de gros a diminué en raison des échéances nettes. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT), ont surpassé les cibles internes et les exigences réglementaires.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de nos activités, nous pouvons grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir nos activités de négociation et notre participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, nous pouvons obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et pouvons les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir nos activités de négociation. Le montant net des actifs liquides non grevés, lesquels correspondent à des actifs inscrits au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO, les titres pris en pension ou empruntés, plus d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins les actifs donnés en garantie, totalisait 367,0 milliards de dollars au 31 janvier 2026 comparativement à 393,5 milliards au 31 octobre 2025. La diminution des actifs liquides non grevés a découlé de la baisse des soldes de valeurs mobilières et de l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par BMO Harris Bank N.A., et par nos activités de courtage. Outre nos actifs liquides, nous avons accès aux programmes d'aide d'urgence de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Réserve fédérale américaine, au Sterling Monetary Framework de la Banque d'Angleterre et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsque nous évaluons la solidité de notre position de liquidité, nous ne tenons pas compte des facilités des banques centrales comme source de liquidité à notre disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières que nous détenons, nous pouvons également transporter en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés.

Actifs liquides

TABLEAU 29

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2026					Au 31 otobre 2025
	Actifs appartenant à la Banque	**Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus**	**Total des actifs bruts[1]**	**Actifs grevés**	**Actifs nets non grevés[2]**	Actifs nets non grevés[2]
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**67 378**	**–**	**67 378**	**87**	**67 291**	67 376
Dépôts à d'autres banques	**2 870**	**–**	**2 870**	**–**	**2 870**	2 838
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	**187 831**	**105 635**	**293 466**	**150 842**	**142 624**	151 602
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	**128 815**	**12 513**	**141 328**	**81 597**	**59 731**	62 856
Titres de créance d'entreprises et autres	**38 228**	**28 771**	**66 999**	**29 730**	**37 269**	37 886
Titres de participation d'entreprises	**66 457**	**67 834**	**134 291**	**95 716**	**38 575**	51 389
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	**421 331**	**214 753**	**636 084**	**357 885**	**278 199**	303 733
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti)[3]	**25 138**	**–**	**25 138**	**6 502**	**18 636**	19 588
Total des actifs liquides	**516 717**	**214 753**	**731 470**	**364 474**	**366 996**	393 535

1 Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2 Les actifs nets non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3 Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

Actifs grevés

TABLEAU 30

(en millions de dollars canadiens)		**Actifs grevés[2]**		**Actifs nets non grevés**	
Au 31 janvier 2026	**Total des actifs bruts[1]**	**Donnés en garantie**	**Autres actifs grevés**	**Autres actifs non grevés[3]**	**Actifs pouvant être donnés en garantie[4]**
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	**70 248**	**–**	**87**	**–**	**70 161**
Valeurs mobilières[5]	**661 222**	**275 543**	**88 844**	**25 876**	**270 959**
Prêts	**643 097**	**61 950**	**1 859**	**415 899**	**163 389**
Autres actifs					
Instruments dérivés	**69 398**	**–**	**–**	**69 398**	**–**
Engagements de clients aux termes d'acceptations	**1 081**	**–**	**–**	**1 081**	**–**
Bureaux et matériel	**6 140**	**–**	**–**	**6 140**	**–**
Écart d'acquisition	**16 619**	**–**	**–**	**16 619**	**–**
Immobilisations incorporelles	**5 015**	**–**	**–**	**5 015**	**–**
Actifs d'impôt exigible	**2 181**	**–**	**–**	**2 181**	**–**
Actifs d'impôt différé	**2 602**	**–**	**–**	**2 602**	**–**
Montants à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	**45 203**	**–**	**–**	**45 203**	**–**
Actifs divers	**40 354**	**11 250**	**–**	**29 104**	**–**
Total des autres actifs	**188 593**	**11 250**	**–**	**177 343**	**–**
Total des actifs	**1 563 160**	**348 743**	**90 790**	**619 118**	**504 509**

(en millions de dollars canadiens)		Actifs grevés[2]		Actifs nets non grevés	
Au 31 octobre 2025	Total des actifs bruts[1]	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés[3]	Actifs pouvant être donnés en garantie[4]
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	70 322	–	108	–	70 214
Valeurs mobilières[5]	682 594	271 748	87 525	25 739	297 582
Prêts	650 883	58 052	1 834	435 852	155 145
Autres actifs					
Instruments dérivés	57 151	–	–	57 151	–
Engagements de clients aux termes d'acceptations	711	–	–	711	–
Bureaux et matériel	6 252	–	–	6 252	–
Écart d'acquisition	16 797	–	–	16 797	–
Immobilisations incorporelles	4 758	–	–	4 758	–
Actifs d'impôt exigible	1 970	–	–	1 970	–
Actifs d'impôt différé	2 732	–	–	2 732	–
Montants à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	43 167	–	–	43 167	–
Actifs divers	42 884	11 149	–	31 735	–
Total des autres actifs	176 422	11 149	–	165 273	–
Total des actifs	1 580 221	340 949	89 467	626 864	522 941

1 Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2 Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui est donnée en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que les dépôts minimaux requis auprès de banques centrales, les actifs liés à des ventes à découvert et certains titres émis par des agences américaines qui ont été vendus à des tiers, mais qui sont consolidés selon les IFRS.

3 Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composent de valeurs mobilières d'un montant de 25,9 milliards de dollars au 31 janvier 2026 et comprennent les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, les titres liés au financement par le vendeur et certains investissements détenus par notre unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4 Les prêts compris dans les actifs pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui peuvent servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de BMO, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances de la Federal Home Loan Bank (FHLB) des États-Unis.

5 Comprennent des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Actifs nets liquides non grevés par entité juridique

TABLEAU 31

(en millions de dollars canadiens)	**Au 31 Janvier 2026**	Au 31 octobre 2025
BMO (société mère)	**214 953**	232 874
BMO Bank N.A.	**121 671**	127 012
Courtiers	**30 372**	33 649
Total des actifs nets liquides non grevés par entité juridique	**366 996**	393 535

Stratégie de financement

Selon la stratégie de financement de BMO, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujetti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

Nous maintenons une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable, qui, conjugués à notre situation en matière de capital importante, constituent de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent notre dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 703,0 milliards de dollars au 31 janvier 2026, en baisse par rapport à 715,0 milliards au 31 octobre 2025, principalement en raison de l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Au 31 janvier 2026, l'encours du financement de gros, garanti et non garanti, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 253,6 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 69,2 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 184,4 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a diminué en regard de celui de 258,6 milliards au 31 octobre 2025 en raison des échéances nettes au cours du trimestre considéré. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau suivant. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan. Nous maintenons un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 367,0 milliards au 31 janvier 2026 et qui, tel qu'il est décrit à la section précédente sur les actifs liquides non grevés, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

Échéances du financement de gros[1]

TABLEAU 32

	Au 31 janvier 2026								Au 31 octobre 2025
(en millions de dollars canadiens)	**Moins de 1 mois**	**De 1 à 3 mois**	**De 3 à 6 mois**	**De 6 à 12 mois**	**Total partiel – Moins de 1 an**	**De 1 an à 2 ans**	**Plus de 2 ans**	**Total**	Total
Dépôts d'autres banques	**1 652**	**956**	**1 263**	**2 069**	**5 940**	**–**	**–**	**5 940**	4 403
Certificats de dépôt et papier commercial	**6 882**	**14 772**	**26 454**	**31 586**	**79 694**	**1 727**	**–**	**81 421**	89 662
Billets de dépôt au porteur	**1 759**	**1 487**	**994**	**570**	**4 810**	**–**	**–**	**4 810**	5 799
Papier commercial adossé à des actifs	**1 405**	**5 042**	**6 990**	**2 009**	**15 446**	**–**	**–**	**15 446**	15 277
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	**–**	**1 750**	**5 473**	**10 226**	**17 449**	**18 306**	**30 922**	**66 677**	64 725
Billets structurés non garantis de premier rang[2]	**147**	**2**	**177**	**565**	**891**	**650**	**15 644**	**17 185**	17 335
Financement garanti									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	**–**	**200**	**497**	**1 851**	**2 548**	**1 997**	**13 212**	**17 757**	18 383
Obligations couvertes	**–**	**3 104**	**3 225**	**8 839**	**15 168**	**2 513**	**6 587**	**24 268**	24 053
Autres titrisations adossées à des actifs[3]	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4 026**	**4 026**	5 711
Avances de la Federal Home Loan Bank	**–**	**4 765**	**170**	**1 359**	**6 294**	**–**	**1 405**	**7 699**	4 741
Dette subordonnée	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**8 411**	**8 411**	8 499
Total	**11 845**	**32 078**	**45 243**	**59 074**	**148 240**	**25 193**	**80 207**	**253 640**	258 588
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	**1 405**	**13 111**	**10 882**	**14 058**	**39 456**	**4 510**	**25 230**	**69 196**	68 165
Financement non garanti	**10 440**	**18 967**	**34 361**	**45 016**	**108 784**	**20 683**	**54 977**	**184 444**	190 423
Total[4]	**11 845**	**32 078**	**45 243**	**59 074**	**148 240**	**25 193**	**80 207**	**253 640**	258 588

1 Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres, lesquelles sont présentées dans la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2 Comprennent les billets structurés émis à des investisseurs institutionnels et les billets négociés en bourse.

3 Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit.

4 Le total du financement de gros était constitué de 53,8 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens (54,3 milliards au 31 octobre 2025) et de 199,8 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 janvier 2026 (204,3 milliards au 31 octobre 2025).

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, type d'instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à notre plan de financement de gros, nous visons à maintenir une capacité de financement qui nous permet de mettre de l'avant nos stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par les comités de la haute direction à qui incombent des responsabilités précises connexes, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la section Risque de liquidité et de financement du Rapport annuel de BMO pour 2025. Il y a également lieu de se reporter à la section Gestion des risques.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans la capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès aux marchés du financement de gros à des taux attrayants. Si les cotes de BMO se détériorent, le coût de ses fonds pourrait augmenter et il lui serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés du financement de gros. Un abaissement majeur des cotes de BMO pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 7 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2025.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité.

TABLEAU 33
Au 31 janvier 2026

Agence de notation[1]	Dette à court terme	Dette de premier rang[2]	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang[3]	Dette subordonnée – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1 (hybr.)	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Stable
DBRS	R-1 (élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1 Les cotes de crédit ne sont pas des recommandations d'acheter, de conserver ou de vendre une obligation financière et elles ne portent pas sur le cours de marché ni sur la pertinence pour un investisseur donné. Les cotes peuvent être révisées ou retirées en tout temps par l'agence de notation concernée.

2 Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

3 Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

BMO est tenu de fournir des garanties à certaines contreparties si ses cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 janvier 2026, si nos cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 327 millions de dollars, 677 millions et 1 598 millions, respectivement.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme (RLCT) est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité détenus au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants, selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF et est résumé dans le tableau ci-après. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. (BFC) en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BFC et la banque mère. Les banques d'importance systémique intérieure (BIS[i]), y compris BMO, sont tenues de maintenir un RLCT minimal de 100 %. Le RLCT moyen quotidien pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 a été de 126 %, ce qui correspond à un excédent de 52,1 milliards de dollars par rapport au seuil réglementaire minimal. Le RLCT a diminué de 6 % par rapport à 132 % au trimestre précédent, du fait d'une augmentation des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides.

TABLEAU 34

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026	
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**Total de la valeur non pondérée (moyenne)[1, 2]**	**Total de la valeur pondérée (moyenne)[2, 3]**
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	**252,9**
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	**303,9**	**21,6**
Dépôts stables	**141,1**	**4,2**
Dépôts moins stables	**162,8**	**17,4**
Financement de gros non garanti, dont :	**340,7**	**146,6**
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	**173,5**	**42,9**
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	**144,9**	**81,4**
Dettes non garanties	**22,3**	**22,3**
Financement de gros garanti	*	**36,7**
Exigences supplémentaires, dont :	**266,9**	**62,5**
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	**43,0**	**14,8**
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	**3,8**	**3,8**
Facilités de crédit et de liquidité	**220,1**	**43,9**
Autres obligations de financement contractuelles	**0,8**	**–**
Autres obligations de financement conditionnelles	**568,4**	**12,3**
Total des sorties de trésorerie	*	**279,7**
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	**205,4**	**36,7**
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	**17,5**	**9,7**
Autres entrées de trésorerie	**34,0**	**32,5**
Total des entrées de trésorerie	**256,9**	**78,9**

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026	**Total de la valeur ajustée[4]**
Total des actifs liquides de haute qualité	**252,9**
Total des sorties nettes de trésorerie	**200,8**
Ratio de liquidité à court terme (%)[2]	**126**

Pour le trimestre clos le 31 octobre 2025	Total de la valeur ajustée[4]
Total des actifs liquides de haute qualité	252,1
Total des sorties nettes de trésorerie	191,4
Ratio de liquidité à court terme (%)	132

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

1 Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).

2 Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 61 jours ouvrables au premier trimestre de l'exercice 2026.

3 Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

4 Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF. Contrairement au RLCT, lequel est une mesure à court terme, le RSLLT calcule la résilience à moyen et à long terme d'une banque. Le RSLLT s'entend du montant du financement stable disponible (FSD) par rapport à celui du financement stable requis (FSR). Le montant du FSD représente la part des fonds propres et des fonds de tiers censée être disponible de manière fiable à un horizon de un an (ce qui comprend les dépôts de clients, le financement de gros à long terme et le capital). Les exigences relatives au financement stable pour chacune des institutions sont établies par le BSIF et fondées sur la liquidité et les caractéristiques inhérentes à la durée de ses actifs inscrits au bilan et des autres éléments hors bilan. Les pondérations prescrites par le BSIF s'appliquent aux soldes nominaux des actifs et passifs, afin de calculer le FSD, le FSR et le RSLLT. Les BIS[i] au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 %. Le RSLLT de BMO était de 116 % au 31 janvier 2026, ce qui équivaut à un excédent de 105,0 milliards de dollars par rapport au seuil réglementaire minimal. Le RSLLT a diminué par rapport à celui de 117 % au trimestre précédent, du fait d'une hausse du financement stable requis ainsi que d'une baisse du financement stable disponible.

TABLEAU 35

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026				
	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Sans échéance[1]	Moins de 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 1 an	Valeur pondérée[2]
Élément de financement stable disponible (FSD)					
Fonds propres :	88,3	–	–	8,3	96,6
Fonds propres réglementaires	88,3	–	–	8,3	96,6
Autres instruments de fonds propres	–	–	–	–	–
Dépôts des particuliers et dépôts des petites entreprises :	244,8	54,3	28,8	60,9	361,4
Dépôts stables	120,1	24,8	12,0	12,0	161,0
Dépôts moins stables	124,7	29,5	16,8	48,9	200,4
Financement de gros :	338,3	284,0	76,2	88,9	281,0
Dépôts opérationnels	160,9	0,1	–	0,5	81,0
Autres financements de gros	177,4	283,9	76,2	88,4	200,0
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	–	0,6	1,0	14,9	–
Autres passifs :	8,1	*	*	97,4	40,9
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	4,8	–
Tous les autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	8,1	50,9	1,7	40,0	40,9
FSD total	*	*	*	*	779,9
Élément de financement stable requis (FSR)					
Total des actifs liquides de haute qualité du RSLLT	*	*	*	*	20,9
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	–	–	–	–	–
Prêts et titres productifs :	203,0	218,5	65,8	339,9	516,4
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	–	99,6	0,8	–	2,3
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions non garantis	26,1	53,4	6,4	16,5	51,7
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	132,3	35,6	34,1	166,9	289,1
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	–	–	–	–	–
Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	13,9	25,5	24,1	131,3	123,4
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	13,9	25,5	24,1	131,3	123,4
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	30,7	4,4	0,4	25,2	49,9
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	–	0,6	1,0	14,9	–
Autres actifs :	43,7	*	*	138,7	115,8
Produits de base physiques, y compris l'or	5,4	*	*	*	4,6
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contreparties centrales	*	*	*	22,6	19,2
Actifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	4,3	–
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT avant déduction de la marge de variation versée	*	*	*	15,3	0,8
Tous les autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	38,3	51,9	0,5	44,1	91,2
Éléments hors bilan	*	*	*	631,2	21,8
FSR total	*	*	*	*	674,9
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	*	*	*	*	116

Trimestre clos le 31 octobre 2025	Valeur pondérée[2]
FSD total	783,3
FSR total	668,8
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	117

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RSLLT.

1 Les éléments classés dans la colonne « Sans échéance » ne sont assortis d'aucune échéance stipulée. Ces éléments peuvent inclure notamment des fonds propres à durée indéterminée, des dépôts sans échéance, des positions vendeurs, des positions à échéance ouverte, des titres autres que des actifs liquides de haute qualité, des produits de base physiques et des prêts à vue.

2 Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF eu égard au FSD et au FSR.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant (escompte), de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

TABLEAU 36

										31 janvier 2026
(en millions de dollars canadiens)	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	Total
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	65 103	–	–	–	–	–	–	–	2 275	67 378
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 591	205	67	–	–	7	–	–	–	2 870
Valeurs mobilières	5 855	4 263	8 791	9 299	19 137	27 041	85 784	194 703	66 458	421 331
Titres pris en pension ou empruntés	92 377	9 954	6 584	727	83	–	–	–	–	109 725
Prêts[1]										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 424	6 750	13 332	12 678	8 319	45 280	71 141	33 818	347	194 089
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	667	1 901	3 895	3 231	2 751	11 685	21 964	18 434	27 313	91 841
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	12 120	12 120
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	11 786	15 145	23 517	18 476	16 884	59 116	96 718	35 968	97 642	375 252
Provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(5 067)	(5 067)
Total des prêts, déduction faite de la provision	14 877	23 796	40 744	34 385	27 954	116 081	189 823	88 220	132 355	668 235
Autres actifs										
Instruments dérivés	7 880	12 066	6 887	5 696	7 008	8 655	11 432	9 774	–	69 398
Engagements de clients aux termes d'acceptations	1 081	–	–	–	–	–	–	–	–	1 081
Montants à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	45 203	–	–	–	–	–	–	–	–	45 203
Divers	4 171	822	592	16	7	14	12	7 823	59 454	72 911
Total des autres actifs	58 335	12 888	7 479	5 712	7 015	8 669	11 444	17 597	59 454	188 593
Total des actifs	239 138	51 106	63 665	50 123	54 189	151 798	287 051	300 520	260 542	1 458 132

TABLEAU 37

										31 janvier 2026
(en millions de dollars canadiens)	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts[2, 3]	33 543	50 392	73 124	54 115	51 066	51 619	66 522	30 656	543 752	954 789
Autres passifs										
Instruments dérivés	8 058	9 452	6 908	5 236	6 337	7 948	11 922	9 531	–	65 392
Acceptations	1 081	–	–	–	–	–	–	–	–	1 081
Titres vendus à découvert[4]	47 409	–	–	–	–	–	–	–	–	47 409
Titres mis en pension ou prêtés[4]	111 927	16 412	720	–	–	3 221	–	–	–	132 280
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	44	199	480	1 387	884	3 174	9 590	41 051	–	56 809
Passifs liés à l'assurance	81	76	28	22	32	93	222	744	19 906	21 204
Montants à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients	43 335	–	–	–	–	–	–	–	–	43 335
Divers	11 032	5 413	316	114	2 914	1 043	2 649	2 573	15 616	41 670
Total des autres passifs	222 967	31 552	8 452	6 759	10 167	15 479	24 383	53 899	35 522	409 180
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	25	8 387	–	8 412
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	85 751	85 751
Total des passifs et des capitaux propres	256 510	81 944	81 576	60 874	61 233	67 098	90 930	92 942	665 025	1 458 132

1 Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance spécifique.

2 Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance spécifique.

3 Des dépôts de 27 258 millions de dollars au 31 janvier 2026 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

4 Ces titres sont présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

TABLEAU 38

(en millions de dollars canadiens)	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	Total
										31 janvier 2026
Engagements hors bilan										
Crédits fermes[1]	**2 444**	**6 545**	**13 711**	**14 594**	**14 890**	**54 914**	**130 844**	**6 600**	**–**	**244 542**
Lettres de crédit[2]	**2 414**	**4 369**	**6 337**	**5 809**	**6 933**	**2 253**	**3 707**	**71**	**–**	**31 893**
Concours de trésorerie	**–**	**416**	**2 432**	**2 565**	**1 716**	**10 523**	**1 100**	**–**	**–**	**18 752**
Autres engagements[3]	**76**	**93**	**156**	**149**	**211**	**615**	**1 294**	**298**	**–**	**2 892**

1 Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2 Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leur échéance contractuelle déclarée.

3 Les autres engagements comprennent les obligations d'achat et les engagements sur bail pour les baux signés, mais non encore en vigueur.

TABLEAU 39

(en millions de dollars canadiens)	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	Total
										31 octobre 2025
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	65 232	–	–	–	–	–	–	–	2 252	67 484
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	2 461	328	47	2	–	–	–	–	–	2 838
Valeurs mobilières	4 613	5 026	7 358	6 635	11 121	43 792	84 041	190 809	70 081	423 476
Titres pris en pension ou empruntés	105 268	15 571	6 399	1 880	303	–	–	–	–	129 421
Prêts[1]										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 596	6 037	10 583	14 475	13 025	46 764	66 853	35 365	335	196 033
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	691	1 584	3 079	4 292	3 376	12 991	20 184	19 079	27 465	92 741
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	12 649	12 649
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	11 283	14 430	18 395	23 398	20 399	61 935	98 451	36 768	95 729	380 788
Provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(5 050)	(5 050)
Total des prêts, déduction faite de la provision	14 570	22 051	32 057	42 165	36 800	121 690	185 488	91 212	131 128	677 161
Autres actifs										
Instruments dérivés	6 336	10 429	5 146	4 122	3 997	7 688	10 420	9 013	–	57 151
Engagements de clients aux termes d'acceptations	711	–	–	–	–	–	–	–	–	711
Montants à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	43 167	–	–	–	–	–	–	–	–	43 167
Divers	3 752	1 155	455	26	8	15	14	7 990	61 978	75 393
Total des autres actifs	53 966	11 584	5 601	4 148	4 005	7 703	10 434	17 003	61 978	176 422
Total des actifs	246 110	54 560	51 462	54 830	52 229	173 185	279 963	299 024	265 439	1 476 802

TABLEAU 40

(en millions de dollars canadiens)	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	Total
										31 octobre 2025
Passifs et capitaux propres										
Dépôts[2, 3]	37 399	65 186	66 458	58 424	49 572	55 403	68 983	29 023	545 754	976 202
Autres passifs										
Instruments dérivés	5 789	9 844	6 317	4 517	4 264	7 180	10 924	9 894	–	58 729
Acceptations	711	–	–	–	–	–	–	–	–	711
Titres vendus à découvert[4]	54 876	–	–	–	–	–	–	–	–	54 876
Titres mis en pension ou prêtés[4]	113 549	17 158	762	–	–	3 498	–	–	–	134 967
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1	2 375	200	481	1 377	2 980	10 287	33 861	–	51 562
Passifs liés à l'assurance	90	82	21	23	33	91	220	745	19 131	20 436
Montants à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients	45 170	–	–	–	–	–	–	–	–	45 170
Divers	11 733	5 244	222	339	120	2 567	2 784	2 659	11 881	37 549
Total des autres passifs	231 919	34 703	7 522	5 360	5 794	16 316	24 215	47 159	31 012	404 000
Dette subordonnée	–	25	–	–	–	–	25	8 450	–	8 500
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	88 100	88 100
Total des passifs et des capitaux propres	269 318	99 914	73 980	63 784	55 366	71 719	93 223	84 632	664 866	1 476 802

1 Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance spécifique.

2 Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance spécifique.

3 Des dépôts de 27 819 millions de dollars au 31 octobre 2025 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

4 Ces titres sont présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

TABLEAU 41

31 octobre 2025

(en millions de dollars canadiens)	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance spécifique	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes[1]	2 889	4 405	10 029	15 588	22 066	55 191	130 267	6 417	–	246 852
Lettres de crédit[2]	2 372	5 167	6 192	5 787	5 982	2 530	3 807	76	–	31 913
Concours de trésorerie	429	72	–	2 304	2 845	4 543	7 804	361	–	18 358
Autres engagements[3]	59	92	154	144	136	444	805	256	–	2 090

1 Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2 Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leur échéance contractuelle déclarée.

3 Les autres engagements comprennent les obligations d'achat et les engagements sur bail pour les baux signés, mais non encore en vigueur.

Mise en garde

La présente section Risque de liquidité et de financement contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque. L'acceptation bancaire constitue une garantie de paiement par la banque de l'émetteur en contrepartie d'une commission et elle peut être négociée sur le marché monétaire.

Actif productif moyen Solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des valeurs mobilières et des prêts pour une période.

Actifs liquides de haute qualité Correspondent à la trésorerie ou aux actifs pouvant être convertis en liquidités avec peu ou pas de perte de valeur afin de répondre aux besoins de liquidité à court terme.

Actifs pondérés en fonction des risques Correspondent aux expositions inscrites au bilan et hors bilan ajustées selon un facteur réglementaire pondéré en fonction des risques par rapport à un niveau de risque comparable, selon les lignes directrices établies par le BSIF.

Actifs sous administration Actifs administrés par la Banque, y compris les actifs sous conservation, appartenant effectivement à des clients; ces actifs ne sont donc pas inscrits au bilan de la Banque. BMO fournit des services administratifs pour ces actifs, y compris la conservation, la tenue de documents, la collecte et la distribution des revenus et la divulgation d'information.

Actifs sous gestion Valeur marchande totale des actifs appartenant effectivement à des clients et gérés par la Banque. Les services fournis à l'égard des actifs sous gestion comprennent les conseils en placement et la gestion discrétionnaire de portefeuilles. Les actifs sous gestion ne sont pas inscrits au bilan consolidé de la Banque.

Base d'imposition comparable (bic) Les revenus des unités d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus nets d'intérêts, le total des revenus et la charge d'impôts sur le résultat de Marchés des capitaux et de Services bancaires aux États-Unis relativement à des titres exonérés d'impôt sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter les comparaisons des revenus de sources imposables et de sources exemptes d'impôt, et ils sont pris en compte dans les mesures clés. La compensation des ajustements sur une bic des unités d'exploitation est reflétée dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Bénéfice avant dotation et impôts Mesure non conforme aux PCGR, calculée comme étant le bénéfice avant la charge d'impôts sur le résultat et la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances. Nous utilisons le bénéfice avant dotation et impôts sur une base comptable et ajustée pour évaluer notre capacité à générer une croissance soutenue des revenus à l'exception des pertes sur créances, qui sont influencées par la nature cyclique d'un cycle de crédit.

Bénéfice et mesures ajustés Le bénéfice et les mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et excluent certains éléments précis des revenus, des charges autres que d'intérêts, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat qui peuvent ne pas refléter la performance courante des secteurs. La direction considère que les résultats comptables et les résultats ajustés sont utiles pour évaluer la performance sous-jacente continue, tel qu'il est indiqué à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bénéfice par action (BPA) Bénéfice calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et des distributions sur d'autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le BPA dilué, qui sert de base à BMO et au secteur pour évaluer la performance, tient compte des conversions possibles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le BPA.

Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) Organisme gouvernemental responsable de la réglementation des banques, des sociétés d'assurance, des sociétés de fiducie, des sociétés de prêt et des régimes de retraite au Canada.

Capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity ou TLAC) Elle correspond au total des fonds propres et de la dette de premier rang non garantie admissibles aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada, moins certaines déductions réglementaires, selon les lignes directrices établies par le BSIF.

Capital économique Il correspond aux fonds propres que doit détenir l'organisation, compte tenu des risques économiques sous-jacents à ses activités commerciales. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques qui pourraient découler de circonstances extrêmement défavorables. Le capital économique est calculé pour divers types de risques, y compris le risque de crédit, le risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), le risque opérationnel non financier, le risque d'entreprise et le risque d'assurance, en fonction d'un horizon de un an et selon un degré de confiance préétabli.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires Ces capitaux propres constituent la forme la plus permanente de capital. Aux fins des fonds propres réglementaires, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions du capital.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires Ces capitaux propres correspondent aux capitaux propres des actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés Ces contrats sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date ultérieure prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés boursiers réglementés et fait l'objet d'exigences quotidiennes sur les marges de sécurité.

Conventions-cadres de compensation Accords entre deux parties afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Couverture Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser, gérer ou contrebalancer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Dotation à la provision pour pertes sur créances Charge portée en résultat, d'un montant jugé adéquat par la direction pour absorber les pertes de valeur des portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, étant donné la composition des portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, les perspectives économiques et la provision pour pertes sur créances déjà établie. La dotation à la provision pour pertes sur créances se compose de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs.

Entités structurées (ES) Elles s'entendent des entités pour lesquelles les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le principal facteur pour établir qui contrôle l'entité. BMO est tenue de consolider une ES si elle contrôle cette entité, à savoir qu'elle détient le pouvoir sur celle-ci, qu'elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec elle et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influer sur le montant de ces rendements.

Évaluation à la valeur de marché Évaluation d'instruments financiers à la juste valeur à la date du bilan.

Expositions aux fins du ratio de levier Elles sont composées de la somme des éléments figurant au bilan et des éléments hors bilan spécifiés, moins les ajustements spécifiés.

Fonds propres de catégorie 1 Ils sont constitués des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et des **fonds propres de catégorie 1 supplémentaires.** Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires sont constitués des actions privilégiées, des billets avec remboursement de capital à recours limité, moins les déductions réglementaires.

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ces fonds propres comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, y compris la marge sur services contractuels qui s'applique, moins les déductions réglementaires pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui pourraient inclure une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues ou une insuffisance des provisions ou d'autres éléments précis.

Fonds propres de catégorie 2 Ils se composent de débentures subordonnées et peuvent inclure certaines provisions pour pertes sur créances, moins les déductions réglementaires.

Garantie Une garantie est un actif cédé en garantie de prêts ou d'autres obligations.

Garanties et lettres de crédit de soutien Obligation de la Banque qui s'engage, pour le compte d'un client, à effectuer des paiements à un tiers si le client n'est pas en mesure de le faire ou qu'il n'est pas en mesure de respecter ses autres engagements contractuels.

Instruments dérivés Contrats qui nécessitent peu ou pas d'investissement initial dont la valeur est dérivée des mouvements des taux d'intérêt ou de change, du cours des titres de participation ou des produits de base ou d'autres indicateurs sous-jacents. L'instrument dérivé est utilisé pour transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments financiers hors bilan Ils sont constitués de divers arrangements financiers offerts aux clients, notamment les instruments dérivés de crédit, les options de vente position vendeur, les concours de trésorerie, les lettres de crédit de soutien, les garanties de bonne exécution, les facilités de rehaussement de crédit, les crédits fermes, le prêt de titres, les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales et d'autres types d'indemnisation.

Juste valeur Elle s'entend du montant de la contrepartie qui serait convenu dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales de concurrence entre deux parties averties et consentantes agissant en toute liberté dans une transaction normale sur le marché.

Levier d'exploitation Écart entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts.

Marge nette d'intérêts Elle correspond au ratio des revenus nets d'intérêts à l'actif productif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Marge nette d'intérêts, compte non tenu des secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance Elle correspond au ratio des revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à notre secteur d'activité Marchés mondiaux de l'unité Marchés des capitaux, à l'actif productif moyen, compte non tenu des actifs productifs moyens des secteurs d'activité Marchés mondiaux et Assurance, exprimée en pourcentage ou en points de base.

Marge sur services contractuels Elle représente les profits non acquis résultant d'un groupe de contrats d'assurance que nous prévoyons comptabiliser dans l'état des résultats lorsque les services sont rendus.

Montant nominal de référence Montant de capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements aux termes d'instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de mains selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans le cas de swaps de devises.

Options Contrats donnant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période future préétablie.

Papier commercial adossé à des actifs Le papier commercial est adossé à des actifs, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

Point de base Il équivaut à un centième de point.

Prêts douteux Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Provision liée aux prêts douteux Une provision liée aux prêts douteux est maintenue afin de ramener la valeur comptable des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux au montant recouvrable attendu.

Provision liée aux prêts productifs Une provision liée aux prêts productifs est maintenue afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Provision pour pertes sur créances Montant jugé approprié par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations et aux autres instruments de crédit, conformément aux normes comptables applicables.

Rajustement de la valeur du crédit (RVC) Représente les rajustements de la juste valeur pour tenir compte du risque de crédit de contrepartie dans nos évaluations des dérivés.

Ratio de distribution Ce ratio représente les dividendes sur les actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Il correspond aux dividendes par action divisés par le bénéfice de base par action.

Ratio d'efficience (ou ratio des charges aux revenus) Ce ratio est une mesure de la productivité. Il s'agit d'un pourcentage que l'on obtient en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus (sur une base d'imposition comparable pour les unités d'exploitation).

Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la mesure du TLAC, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances Ce ratio correspond au total des dotations à la provision pour pertes sur créances annualisé en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations**.**

Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux Ce ratio correspond au total des dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux annualisé en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations.

Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs Ce ratio correspond au total des dotations à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs annualisé en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations.

Ratio de la provision liée aux prêts productifs Ce ratio correspond à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations productifs**.**

Ratio de la provision pour pertes sur créances Ce ratio correspond à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations douteux.

Ratio de levier Mesure réglementaire aux termes de Bâle III calculée en divisant les fonds propres de catégorie 1 par les expositions aux fins du ratio de levier, conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF.

Ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio correspond à la TLAC, divisée par les expositions aux fins du levier.

Ratio de liquidité à court terme Ce ratio est une mesure réglementaire calculée selon Bâle III et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension sur 30 jours conformément à un scénario de tension, selon les lignes directrices établies par le BSIF.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ce ratio s'entend des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est calculé conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF.

Ratio du solde brut des prêts et acceptations douteux Ce ratio correspond au solde brut des prêts et acceptations douteux exprimé en pourcentage du solde brut des prêts et acceptations.

Ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) Ce ratio est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF.

Rendement de l'actif net (RAN) Le rendement de l'actif net correspond au bénéfice net en pourcentage des actifs moyens.

Rendement de l'action Il correspond aux dividendes par action ordinaire divisés par le cours de clôture de l'action.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) Rendement calculé à partir du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des pertes de valeur, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Rendement des capitaux propres ordinaires ou attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) Ce rendement équivaut au bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital social ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) et les résultats non distribués.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) Rendement annualisé total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début de la période visée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

Rendements des placements liés à l'assurance Ils représentent les rendements nets sur les actifs liés à l'assurance et l'incidence des modifications apportées au taux d'actualisation et aux hypothèses financières afférents aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Résultats des activités d'assurance Ils représentent les revenus afférents aux activités d'assurance, les charges afférentes aux activités d'assurance et les résultats des activités de réassurance.

Revenus de négociation Ils se composent des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne à la valeur de marché.

Revenus nets d'intérêts Ils correspondent aux revenus perçus sur les actifs, notamment les prêts et les valeurs mobilières, y compris les revenus d'intérêts et certains revenus de dividendes, moins les charges d'intérêts liées aux passifs, notamment les dépôts. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu du secteur d'activité Marchés mondiaux, sont présentés sur une base qui exclut les revenus nets d'intérêts liés aux Marchés mondiaux.

Risque de liquidité et de financement Ce risque désigne la possibilité d'une perte financière si la Banque n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements.

Risque de marché Ce risque représente la possibilité d'une perte financière résultant de l'incidence sur les fonds propres et le bénéfice de fluctuations défavorables des paramètres du marché susceptibles d'avoir une incidence sur les positions liées aux activités de négociation et de prise ferme et au portefeuille bancaire de la Banque, notamment les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et le prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation) Ce risque englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises et expositions aux devises.

Sensibilité de la valeur économique Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur la valeur marchande d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Sensibilité du résultat Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur le bénéfice net avant impôts projetée sur 12 mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Solde brut des prêts et acceptations douteux Il est calculé comme le solde des prêts douteux et des engagements de clients aux termes d'acceptations.

Swap Contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie en fonction de montants nominaux pendant une période donnée.

Taux d'impôt effectif Pourcentage calculé comme la charge d'impôts sur le résultat divisée par le bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat.

Titres garantis par des créances hypothécaires Titres de créance comportant plusieurs tranches émis par des entités structurées et garantis par des portefeuilles de créances hypothécaires. Chaque tranche comporte différents termes, taux d'intérêt et risques.

Titres mis en pension ou prêtés Passifs à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension ou empruntés Instruments à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Titrisation Elle consiste à vendre des lots de titres de créance contractuels, tels que des prêts hypothécaires résidentiels et des créances sur cartes de crédit, à des tiers ou à des fiducies, qui, en général émettent des titres adossés à des actifs à l'intention des investisseurs pour financer l'achat des titres de créance contractuels.

Total des fonds propres Il englobe les fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2.

Valeur à risque (VaR) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour. La VaR est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

Valeur comptable de l'action Correspond aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par le nombre d'actions ordinaires à la clôture d'une période.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	**9 243 $**	9 531 $	10 121 $
Valeurs mobilières (note 2)	**3 951**	3 835	4 120
Titres pris en pension ou empruntés	**1 383**	1 519	1 565
Dépôts à d'autres banques	**586**	633	817
	15 163	15 518	16 623
Charges d'intérêts			
Dépôts	**6 248**	6 855	8 124
Titres vendus à découvert et titres mis en pension ou prêtés	**2 270**	2 274	2 189
Dette subordonnée	**109**	112	111
Autres passifs	**893**	781	801
	9 520	10 022	11 225
Revenus nets d'intérêts	**5 643**	5 496	5 398
Revenus autres que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	**316**	320	288
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	**449**	446	442
Revenus de négociation	**866**	557	802
Commissions sur prêts	**340**	329	362
Frais de services de cartes	**261**	204	219
Frais de gestion de placements et de garde de titres	**678**	620	574
Revenus tirés de fonds d'investissement	**421**	403	363
Commissions de prise ferme et de consultation	**426**	455	380
Profits sur titres, autres que de négociation (note 2)	**85**	114	58
Profits de change, autres que de négociation	**76**	68	76
Résultats des activités d'assurance (note 5)	**69**	118	91
Rendements des placements liés à l'assurance (notes 2 et 5)	**76**	39	60
Quote-part du bénéfice des entreprises associées et des coentreprises	**41**	83	49
Autres revenus	**77**	89	104
	4 181	3 845	3 868
Total des revenus	**9 824**	9 341	9 266
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	**746**	755	1 011
Charges autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel	**3 552**	2 978	3 235
Bureaux et matériel	**1 140**	1 215	1 086
Amortissement des immobilisations incorporelles	**294**	290	288
Publicité et expansion des affaires	**180**	224	174
Communications	**81**	79	86
Honoraires	**168**	219	146
Honoraires d'associations et de chambres de compensation et honoraires de réglementation annuels	**71**	70	76
Autres	**267**	481	336
	5 753	5 556	5 427
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	**3 325**	3 030	2 828
Charge d'impôts sur le résultat (note 11)	**836**	735	690
Bénéfice net	**2 489 $**	2 295 $	2 138 $
Attribuable à ce qui suit :			
Actionnaires de la Banque	**2 490 $**	2 288 $	2 134 $
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**(1)**	7	4
Bénéfice net	**2 489 $**	2 295 $	2 138 $
Bénéfice par action ordinaire (en dollars canadiens) (note 10)			
De base	**3,40 $**	2,98 $	2,84 $
Dilué	**3,39**	2,97	2,83
Dividendes par action ordinaire	**1,67**	1,63	1,59

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le		
	31 janvier 2026	31 octobre 2025	31 janvier 2025
Bénéfice net	**2 489 $**	2 295 $	2 138 $
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts			
Éléments qui seront ultérieurement être reclassés en résultat net			
Variation nette des profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période[1]	**203**	147	120
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période[2]	**(11)**	(33)	(6)
	192	114	114
Variation nette des profits (pertes) latents sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie			
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période[3]	**(569)**	853	375
Reclassement, dans le résultat, de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période[4]	**173**	254	341
	(396)	1 107	716
Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger			
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(1 931)**	784	2 612
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger[5]	**532**	(208)	(541)
	(1 399)	576	2 071
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net			
(Pertes) latentes nettes sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période[6]	**(3)**	–	(11)
Profits nets sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel[7]	**56**	88	22
Profits (pertes) nets sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur[8]	**(242)**	10	(88)
	(189)	98	(77)
Total des autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	**(1 792)**	1 895	2 824
Total du résultat global	**697 $**	4 190 $	4 962 $
Attribuable à ce qui suit :			
Actionnaires de la Banque	**698 $**	4 183 $	4 958 $
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**(1)**	7	4
Total du résultat global	**697 $**	4 190 $	4 962 $

1 Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (73) millions de dollars, de (52) millions et de (45) millions pour le trimestre.
2 Après la charge d'impôts sur le résultat de 3 millions de dollars, de 12 millions et de 2 millions pour le trimestre.
3 Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 221 millions de dollars, de (324) millions et de (148) millions pour le trimestre.
4 Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (67) millions de dollars, de (96) millions et de (129) millions pour le trimestre.
5 Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (205) millions de dollars, de 80 millions et de 208 millions pour le trimestre.
6 Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de 1 million de dollars, de néant et de 4 millions pour le trimestre.
7 Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (21) millions de dollars, de (34) millions et de (8) millions pour le trimestre.
8 Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 93 millions de dollars, de (4) millions et de 34 millions pour le trimestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au	
	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**67 378 $**	67 484 $
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	**2 870**	2 838
Valeurs mobilières (note 2)		
Titres de négociation	**195 815**	192 303
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	**22 505**	21 354
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	**110 894**	113 209
Titres de créance au coût amorti	**92 117**	96 610
	421 331	423 476
Titres pris en pension ou empruntés	**109 725**	129 421
Prêts (note 3)		
Prêts hypothécaires à l'habitation	**194 089**	196 033
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	**91 841**	92 741
Prêts sur cartes de crédit	**12 120**	12 649
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	**375 252**	380 788
	673 302	682 211
Provision pour pertes sur créances (note 3)	**(5 067)**	(5 050)
	668 235	677 161
Autres actifs		
Instruments dérivés	**69 398**	57 151
Engagements de clients aux termes d'acceptations	**1 081**	711
Bureaux et matériel	**6 140**	6 252
Écart d'acquisition	**16 619**	16 797
Immobilisations incorporelles	**5 015**	4 758
Actifs d'impôt exigible	**2 181**	1 970
Actifs d'impôt différé	**2 602**	2 732
Montants à recevoir des courtiers, des contrepartistes et des clients	**45 203**	43 167
Actifs divers	**40 354**	42 884
	188 593	176 422
Total des actifs	**1 458 132 $**	1 476 802 $
Passifs et capitaux propres		
Dépôts (note 4)	**954 789 $**	976 202 $
Autres passifs		
Instruments dérivés	**65 392**	58 729
Acceptations	**1 081**	711
Titres vendus à découvert	**47 409**	54 876
Titres mis en pension ou prêtés	**132 280**	134 967
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	**56 809**	51 562
Passifs liés à l'assurance (note 5)	**21 204**	20 436
Montants à payer aux courtiers, aux contrepartistes et aux clients	**43 335**	45 170
Passifs divers	**41 670**	37 549
	409 180	404 000
Dette subordonnée (note 4)	**8 412**	8 500
Total des passifs	**1 372 381**	1 388 702
Capitaux propres		
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 6)	**7 706**	8 956
Actions ordinaires (note 6)	**23 708**	23 359
Surplus d'apport	**379**	373
Résultats non distribués	**47 718**	47 377
Cumul des autres éléments du résultat global	**6 194**	7 986
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	**85 705**	88 051
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**46**	49
Total des capitaux propres	**85 751**	88 100
Total des passifs et des capitaux propres	**1 458 132 $**	1 476 802 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2026	31 janvier 2025
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 6)		
Solde à l'ouverture de la période	**8 956 $**	8 087 $
Rachetées au cours de la période	**(1 250)**	(300)
Solde à la clôture de la période	**7 706**	7 787
Actions ordinaires (note 6)		
Solde à l'ouverture de la période	**23 359**	23 921
Émises en vertu du régime d'options sur actions	**75**	49
Actions propres achetées	**(8)**	(7)
Achetées aux fins d'annulation	**(199)**	(40)
Émises aux fins d'une acquisition (note 13)	**481**	–
Solde à la clôture de la période	**23 708**	23 923
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	**373**	354
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	**7**	8
Prime nette (escompte net) à la vente d'actions propres	**(1)**	1
Solde à la clôture de la période	**379**	363
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	**47 377**	46 469
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	**2 490**	2 134
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	**(81)**	(65)
Dividendes sur les actions ordinaires	**(1 179)**	(1 159)
Actions ordinaires achetées aux fins d'annulation (note 6)	**(889)**	(136)
Solde à la clôture de la période	**47 718**	47 243
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	**(89)**	(321)
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	**203**	120
(Pertes) latentes sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	**(3)**	(11)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	**(11)**	(6)
Solde à la clôture de la période	**100**	(218)
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	**527**	(1 519)
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	**(569)**	375
Reclassement, dans le résultat de pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	**173**	341
Solde à la clôture de la période	**131**	(803)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	**6 778**	6 381
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(1 931)**	2 612
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	**532**	(541)
Solde à la clôture de la période	**5 379**	8 452
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	**1 011**	874
Profits sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	**56**	22
Solde à la clôture de la période	**1 067**	896
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	**(241)**	4
(Pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	**(242)**	(88)
Solde à la clôture de la période	**(483)**	(84)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	**6 194**	8 243
Total des capitaux propres	**85 705**	87 559
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales		
Solde à l'ouverture de la période	**49**	36
Bénéfice net (perte nette) attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**(1)**	4
Autres	**(2)**	1
Solde à la clôture de la période	**46**	41
Total des capitaux propres	**85 751 $**	87 600 $

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2026	31 janvier 2025
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	**2 489 $**	2 138 $
Ajustements en vue de déterminer les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
(Profits) sur titres, autres que de négociation (note 2)	**(85)**	(58)
Amortissement des bureaux et du matériel	**251**	253
Amortissement d'autres actifs	**2**	4
Amortissement des immobilisations incorporelles	**294**	288
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	**746**	1 011
Impôts différés	**16**	171
Quote-part (du bénéfice) dans des entreprises associées et des coentreprises	**(41)**	(49)
Variation des actifs et des passifs d'exploitation		
Titres de négociation	**(8 295)**	(8 092)
Actifs dérivés	**(12 497)**	(8 302)
Passifs dérivés	**8 140**	8 383
Impôts exigibles	**(218)**	24
Intérêts courus à recevoir et à payer	**(315)**	(249)
Passifs liés à l'assurance	**768**	771
Montants à recevoir des courtiers, des contreparties et des clients et à payer à ceux-ci	**(3 866)**	683
Autres éléments et charges à payer, montant net	**3 086**	(9 171)
Dépôts	**(5 534)**	(9 042)
Prêts	**(824)**	1 306
Titres vendus à découvert	**(6 473)**	8 058
Titres mis en pension ou prêtés	**490**	8 260
Titres pris en pension ou empruntés	**17 301**	2 911
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	**6 365**	5 574
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	**1 800**	4 872
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	**3 054**	(994)
Remboursement sur la dette subordonnée (note 4)	**(25)**	–
Rachat d'actions privilégiées (note 6)	**(1 250)**	(300)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires (note 6)	**68**	44
Achat net d'actions propres	**(9)**	(7)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 6)	**(1 068)**	(173)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	**(1 318)**	(1 283)
Remboursement des obligations locatives	**(79)**	(60)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	**(627)**	(2 773)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	**(114)**	452
Achats de titres, autres que de négociation	**(13 563)**	(18 556)
Échéances de titres, autres que de négociation	**4 988**	16 700
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	**9 419**	9 127
Bureaux, matériel et logiciels – achats nets	**(384)**	(386)
Acquisition (note 13)[1]	**(48)**	–
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	**298**	7 337
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**(1 577)**	1 926
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(106)**	11 362
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	**67 484**	65 098
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période[2]	**67 378 $**	76 460 $
Autres renseignements sur les flux de trésorerie		
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Intérêts versés au cours de la période[3]	**9 826 $**	11 677 $
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	**883**	480
Intérêts reçus au cours de la période	**14 667**	16 113
Dividendes reçus au cours de la période	**583**	726

[1] Ce montant est présenté après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 13 millions de dollars acquis dans le cadre de l'acquisition de Gestion d'actifs Burgundy Ltée (Burgundy) conclue au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026.

[2] Nous sommes tenus de maintenir des réserves ou des soldes minimaux auprès de certaines banques centrales, organismes de réglementation et contreparties, et ces montants totalisaient 87 millions de dollars au 31 janvier 2026 (108 millions au 31 octobre 2025).

[3] Comprend les dividendes versés sur les titres vendus à découvert.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

31 janvier 2026 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque ou BMO) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, à l'exception de ce qui est indiqué ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2025. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 25 février 2026.

Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des jugements qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes.

Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances (PPC); les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres et les participations dans des entreprises associées et des coentreprises; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs relatifs aux contrats d'assurance; les provisions, y compris pour les poursuites judiciaires et les indemnités de départ, les transferts d'actifs financiers ainsi que la consolidation d'entités structurées. Nous posons des jugements pour évaluer le modèle économique utilisé pour les actifs financiers de même que la question de savoir si la quasi-totalité des risques et des avantages a été transférée lorsque nous procédons à des transferts d'actifs financiers et pour établir si nous contrôlons les entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

Les perspectives économiques sont soumises à plusieurs risques qui pourraient avoir des résultats moins favorables pour l'économie nord-américaine. La menace la plus directe découle d'une autre escalade des tarifs douaniers américains. Les entreprises canadiennes font face à des risques à plus long terme si la renégociation de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) échoue, car des tarifs douaniers importants pourraient alors s'appliquer à un plus grand nombre de biens exportés vers les États-Unis, ce qui pourrait entraîner une récession au Canada. Advenant la renégociation de l'ACEUM, certains tarifs douaniers seraient probablement maintenus, ce qui pourrait faire en sorte que l'économie connaîtrait une croissance plus lente. D'autres risques comprennent l'escalade de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, des tensions exacerbées entre les États-Unis et l'Iran pouvant mener à la déstabilisation au Moyen-Orient et le risque d'une intervention plus poussée des États-Unis au Venezuela. Les valorisations boursières élevées exposent également les marchés à un risque de corrections désordonnées. À plus long terme, les dépenses substantielles des entreprises pour développer et adopter les systèmes d'IA tout en apportant un soutien majeur à l'économie présentent de nouveaux défis pour les travailleurs et les secteurs d'activité touchés, comme celui des logiciels. Si l'IA n'a pas encore causé de lourdes pertes d'emplois, elle pourrait influer de plus en plus sur les décisions d'embauche et provoquer des changements majeurs dans la composition de la main-d'œuvre, obligeant les travailleurs touchés par les mises à pied à acquérir de nouvelles compétences. L'incidence sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, ce qui inclut le potentiel de pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, nos notations de crédit et nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que l'incidence sur nos clients et nos concurrents dépendra de l'évolution de la situation, qui demeure incertaine. En raison de leur nature, les estimations que nous faisons et les jugements que nous posons aux fins de l'établissement de nos états financiers consolidés portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes en place qui visent à assurer que les jugements posés pour estimer ces montants sont bien contrôlés, vérifiés de façon indépendante, et que nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 janvier 2026.

Provision pour pertes sur créances

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2025, la PPC se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. La méthode de la Banque pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante est établie en fonction de la variation de la probabilité de défaut entre l'octroi et la date de clôture, et il est évalué à l'aide de scénarios pondérés en fonction de la probabilité et de certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Pour déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit et pour calculer le montant des pertes sur créances attendues, nous devons nous fonder sur des estimations et exercer notre jugement, reposant sur l'information disponible à la fin de la période de présentation, à l'égard de questions dont l'issue est incertaine. Par exemple, l'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la PPC. Lors du calcul des pertes sur créances attendues, les prévisions de la conjoncture économique future sont prises en considération de façon explicite. Nous avons conçu des modèles qui incorporent des variables macroéconomiques spécifiques propres à chaque portefeuille. Les principales variables économiques propres à nos portefeuilles de prêts aux particuliers comprennent nos principaux marchés où nous exerçons nos activités, soit le Canada, les États-Unis et les marchés régionaux qui sont considérés comme importants. Les prévisions de la Banque sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, qui tient compte de données externes et de notre appréciation de la conjoncture économique future. Nous exerçons un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'intégrer diverses prévisions économiques qui sont pondérées en fonction de la probabilité pour déterminer les pertes sur créances attendues définitives. La provision est sensible aux changements des prévisions économiques et à la pondération probabiliste attribuée à chaque scénario de prévision.

On trouvera d'autres renseignements sur la PPC à la note 3.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Le tableau qui suit présente un sommaire de la valeur comptable des titres de la Banque en fonction de leur classement :

(en millions de dollars canadiens)	**31 janvier 2026**	31 octobre 2025
Titres de négociation[1]	**195 815 $**	192 303 $
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net		
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net devant obligatoirement être évalués à la juste valeur	**7 726**	7 818
Titres de placement à la juste valeur par le biais du résultat net détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur	**14 779**	13 536
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	**22 505**	21 354
Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global[2]	**110 894**	113 209
Titres au coût amorti[3]	**92 117**	96 610
Total	**421 331 $**	423 476 $

[1] Les titres de négociation tiennent compte de participations de 41 679 millions de dollars au 31 janvier 2026 (32 048 millions au 31 octobre 2025) dans les titres garantis par des créances hypothécaires. Nous recevons des titres garantis par des créances hypothécaires en échange de nos ventes de titres adossés à des créances hypothécaires à certains véhicules structurés que nous ne consolidons pas. Lorsque nous vendons ultérieurement ces titres garantis par des créances hypothécaires à des tiers, mais que nous ne transférons pas substantiellement tous les risques et avantages inhérents à la propriété à l'investisseur tiers, ou que nous gardons une participation dans l'instrument vendu, nous conservons ces titres garantis par des créances hypothécaires dans notre bilan consolidé. Se reporter à la note 6 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 pour de plus amples détails sur ces titres.

[2] Étant donné que ces titres sont inscrits à la juste valeur dans le bilan, la PPC de 5 millions de dollars (6 millions au 31 octobre 2025) est incluse dans le cumul des autres éléments du résultat global.

[3] Les montants sont présentés après déduction de la PPC de 2 millions de dollars (4 millions au 31 octobre 2025).

Titres au coût amorti

Le tableau qui suit présente un sommaire de la valeur comptable et de la juste valeur des titres de créance au coût amorti :

(en millions de dollars canadiens)	**31 janvier 2026**		31 octobre 2025	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	**830 $**	**829 $**	949 $	943 $
des administrations provinciales et municipales canadiennes	**6 348**	**6 416**	6 182	6 220
l'administration fédérale américaine	**41 676**	**39 003**	43 468	40 432
des municipalités, agences et États américains	**160**	**162**	165	167
d'autres administrations publiques	**469**	**468**	525	523
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines[1]	**35 540**	**32 835**	37 770	34 838
Titres de créance d'entreprises	**7 094**	**6 914**	7 551	7 325
Total	**92 117 $**	**86 627 $**	96 610 $	90 448 $

[1] Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés ou représentent des titres émis par des agences américaines et des entreprises parrainées par un gouvernement. LNH signifie *Loi nationale sur l'habitation*.

La valeur comptable des titres qui font partie de la relation de couverture de juste valeur est ajustée en fonction des profits (pertes) connexes sur les contrats de couverture.

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global :

(en millions de dollars canadiens)	**31 janvier 2026**				31 octobre 2025			
	Coût/coût amorti	**Profits bruts latents**	**Pertes brutes latentes**	**Juste valeur**	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	**44 932 $**	**290 $**	**(10)$**	**45 212 $**	44 894 $	443 $	(2)$	45 335 $
des administrations provinciales et municipales canadiennes	**6 932**	**110**	**(16)**	**7 026**	5 525	132	(13)	5 644
l'administration fédérale américaine	**18 399**	**264**	**(41)**	**18 622**	20 515	327	(33)	20 809
des municipalités, agences et États américains	**4 751**	**73**	**(53)**	**4 771**	5 622	77	(65)	5 634
d'autres administrations publiques	**3 594**	**23**	**(3)**	**3 614**	4 039	35	(9)	4 065
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	**27 154**	**318**	**(194)**	**27 278**	26 946	291	(222)	27 015
Titres de créance d'entreprises	**4 169**	**25**	**(12)**	**4 182**	4 491	37	(13)	4 515
Titres de participation d'entreprises	**166**	**23**	**–**	**189**	165	27	–	192
Total	**110 097 $**	**1 126 $**	**(329)$**	**110 894 $**	112 197 $	1 369 $	(357)$	113 209 $

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2026	31 janvier 2025
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	**1 045 $**	1 097 $
Titres au coût amorti	**529**	805
Total	**1 574 $**	1 902 $

Revenus autres que d'intérêts

Les profits et pertes nets provenant des titres, compte non tenu des profits et des pertes sur les titres de négociation, ont été constatés dans notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2026	31 janvier 2025
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	**68 $**	49 $
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – profits nets réalisés[1]	**14**	9
Perte de valeur sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et sur les titres au coût amorti	**3**	–
Profits sur titres, autres que de négociation	**85 $**	58 $

[1] Les profits réalisés sont présentés déduction faite des (pertes) sur les contrats de couverture.

Les revenus d'intérêts et de dividendes et les profits sur les titres détenus relativement à nos activités d'assurance sont comptabilisés à titre de composante des revenus autres que d'intérêts, au poste rendements des placements liés à l'assurance de notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2026	31 janvier 2025
Revenus d'intérêts et de dividendes	**146 $**	136 $
Profits (pertes) sur titres à la juste valeur par le biais du résultat net[1]	**(199)**	281
Profits réalisés sur titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	**1**	–
Total des revenus d'intérêts et de dividendes et des profits sur les titres détenus relativement à nos activités d'assurance	**(52)$**	417 $

[1] Les profits (pertes) sur ces titres peuvent être compensés par certaines (pertes) profits découlant des variations des passifs liés à l'assurance.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Provision pour pertes sur créances

La PPC figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 janvier 2026, la PPC s'est chiffrée à 5 753 millions de dollars (5 739 millions au 31 octobre 2025), dont une tranche de 5 067 millions (5 050 millions au 31 octobre 2025) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 686 millions (689 millions au 31 octobre 2025), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé. Les variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances, aux ventes, aux radiations et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la PPC.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit pour les trimestres clos le 31 janvier 2026 et le 31 janvier 2025. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit. Les changements apportés à un modèle comprennent l'incidence des pertes sur créances attendues de nouveaux modèles ou méthodologies de calcul.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le			**31 janvier 2026**					31 janvier 2025
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3[1]**	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3[1]	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	**56 $**	**179 $**	**12 $**	**247 $**	56 $	186 $	19 $	261 $
Transfert à l'étape 1	**22**	**(21)**	**(1)**	**–**	45	(44)	(1)	–
Transfert à l'étape 2	**(4)**	**18**	**(14)**	**–**	(2)	7	(5)	–
Transfert à l'étape 3	**–**	**(14)**	**14**	**–**	–	(8)	8	–
Réévaluation nette de la provision pour pertes	**(20)**	**27**	**20**	**27**	(42)	51	13	22
Montages des prêts	**3**	**–**	**–**	**3**	5	–	–	5
Décomptabilisations et échéances	**(2)**	**(6)**	**–**	**(8)**	(1)	(4)	–	(5)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances[2]	**(1)**	**4**	**19**	**22**	5	2	15	22
Montants sortis du bilan[3]	**–**	**–**	**(2)**	**(2)**	–	–	(1)	(1)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	**–**	**–**	**3**	**3**	–	–	1	1
Change et autres	**–**	**(3)**	**(15)**	**(18)**	1	3	(12)	(8)
Solde à la clôture de la période	**55 $**	**180 $**	**17 $**	**252 $**	62 $	191 $	22 $	275 $
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	**200 $**	**555 $**	**160 $**	**915 $**	197 $	471 $	175 $	843 $
Transfert à l'étape 1	**84**	**(81)**	**(3)**	**–**	73	(67)	(6)	–
Transfert à l'étape 2	**(17)**	**27**	**(10)**	**–**	(13)	25	(12)	–
Transfert à l'étape 3	**(2)**	**(47)**	**49**	**–**	(2)	(42)	44	–
Réévaluation nette de la provision pour pertes	**(72)**	**116**	**134**	**178**	(68)	131	138	201
Montages des prêts	**6**	**–**	**–**	**6**	9	–	–	9
Décomptabilisations et échéances	**(4)**	**(9)**	**–**	**(13)**	(5)	(9)	–	(14)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances[2]	**(5)**	**6**	**170**	**171**	(6)	38	164	196
Montants sortis du bilan[3]	**–**	**–**	**(184)**	**(184)**	–	–	(170)	(170)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	**–**	**–**	**33**	**33**	–	–	28	28
Change et autres	**(2)**	**(3)**	**4**	**(1)**	3	5	(14)	(6)
Solde à la clôture de la période	**193 $**	**558 $**	**183 $**	**934 $**	194 $	514 $	183 $	891 $
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	**188 $**	**603 $**	**– $**	**791 $**	233 $	472 $	– $	705 $
Transfert à l'étape 1	**94**	**(94)**	**–**	**–**	66	(66)	–	–
Transfert à l'étape 2	**(17)**	**17**	**–**	**–**	(22)	22	–	–
Transfert à l'étape 3	**(2)**	**(120)**	**122**	**–**	(2)	(107)	109	–
Réévaluation nette de la provision pour pertes	**(63)**	**201**	**62**	**200**	(60)	175	79	194
Montages des prêts	**9**	**–**	**–**	**9**	15	–	–	15
Décomptabilisations et échéances	**(3)**	**(12)**	**–**	**(15)**	(2)	(9)	–	(11)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances[2]	**18**	**(8)**	**184**	**194**	(5)	15	188	198
Montants sortis du bilan[3]	**–**	**–**	**(208)**	**(208)**	–	–	(223)	(223)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	**–**	**–**	**42**	**42**	–	–	53	53
Change et autres	**(1)**	**(2)**	**(18)**	**(21)**	1	5	(18)	(12)
Solde à la clôture de la période	**205 $**	**593 $**	**– $**	**798 $**	229 $	492 $	– $	721 $
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	**931 $**	**1 997 $**	**858 $**	**3 786 $**	892 $	1 698 $	537 $	3 127 $
Transfert à l'étape 1	**114**	**(110)**	**(4)**	**–**	159	(143)	(16)	–
Transfert à l'étape 2	**(71)**	**97**	**(26)**	**–**	(111)	149	(38)	–
Transfert à l'étape 3	**(2)**	**(86)**	**88**	**–**	(2)	(138)	140	–
Réévaluation nette de la provision pour pertes	**(60)**	**182**	**308**	**430**	(147)	388	406	647
Montages des prêts	**84**	**–**	**–**	**84**	78	–	–	78
Décomptabilisations et échéances	**(37)**	**(113)**	**–**	**(150)**	(38)	(85)	–	(123)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances[2]	**28**	**(30)**	**366**	**364**	(61)	171	492	602
Montants sortis du bilan[3]	**–**	**–**	**(237)**	**(237)**	–	–	(253)	(253)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	**–**	**–**	**57**	**57**	–	–	61	61
Change et autres	**(26)**	**(75)**	**(100)**	**(201)**	29	69	(84)	14
Solde à la clôture de la période	**933 $**	**1 892 $**	**944 $**	**3 769 $**	860 $	1 938 $	753 $	3 551 $
Total à la clôture de la période	**1 386 $**	**3 223 $**	**1 144 $**	**5 753 $**	1 345 $	3 135 $	958 $	5 438 $
Composition : Prêts	**1 107 $**	**2 871 $**	**1 089 $**	**5 067 $**	1 093 $	2 825 $	874 $	4 792 $
Autres instruments de crédit[4]	**279**	**352**	**55**	**686**	252	310	84	646

1 Inclut les variations de la provision liée aux prêts productifs acquis.

2 Exclut la PPC liée aux autres actifs de (5) millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 ((7) millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2025).

3 En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

4 D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 janvier 2026 et au 31 octobre 2025. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le			**31 janvier 2026**				31 octobre 2025	
	Étape 1	**Étape 2**	**Étape 3**[1]	**Total**	Étape 1	Étape 2	Étape 3[1]	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation[2]								
Exceptionnellement faible	**– $**	**– $**	**– $**	**– $**	1 $	– $	– $	1 $
Très faible	**115 868**	**1 031**	**–**	**116 899**	110 299	844	–	111 143
Bas	**42 607**	**5 539**	**–**	**48 146**	50 148	3 051	–	53 199
Moyen	**4 732**	**6 747**	**–**	**11 479**	7 048	6 713	–	13 761
Haut	**239**	**3 299**	**–**	**3 538**	240	3 032	–	3 272
Non coté[3]	**12 125**	**953**	**–**	**13 078**	12 802	952	–	13 754
Douteux	**–**	**–**	**949**	**949**	–	–	903	903
Solde brut des prêts hypothécaires à l'habitation	**175 571**	**17 569**	**949**	**194 089**	180 538	14 592	903	196 033
PPC	**55**	**179**	**17**	**251**	56	178	12	246
Valeur comptable	**175 516**	**17 390**	**932**	**193 838**	180 482	14 414	891	195 787
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Exceptionnellement faible	**10 076**	**1**	**–**	**10 077**	9 984	1	–	9 985
Très faible	**39 548**	**788**	**–**	**40 336**	21 962	35	–	21 997
Bas	**7 478**	**1 812**	**–**	**9 290**	26 238	2 682	–	28 920
Moyen	**6 919**	**5 852**	**–**	**12 771**	6 991	5 566	–	12 557
Haut	**830**	**2 533**	**–**	**3 363**	670	2 164	–	2 834
Non coté[3]	**14 253**	**1 127**	**–**	**15 380**	14 812	1 009	–	15 821
Douteux	**–**	**–**	**624**	**624**	–	–	627	627
Solde brut des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	**79 104**	**12 113**	**624**	**91 841**	80 657	11 457	627	92 741
PPC	**174**	**530**	**183**	**887**	182	532	160	874
Valeur comptable	**78 930**	**11 583**	**441**	**90 954**	80 475	10 925	467	91 867
Prêts sur cartes de crédit[4]								
Exceptionnellement faible	**1 512**	**–**	**–**	**1 512**	1 643	–	–	1 643
Très faible	**2 014**	**9**	**–**	**2 023**	2 129	4	–	2 133
Bas	**1 757**	**62**	**–**	**1 819**	1 846	80	–	1 926
Moyen	**3 475**	**993**	**–**	**4 468**	3 550	1 191	–	4 741
Haut	**777**	**1 153**	**–**	**1 930**	592	1 232	–	1 824
Non coté[3]	**247**	**121**	**–**	**368**	260	122	–	382
Douteux	**–**	**–**	**–**	**–**	–	–	–	–
Solde brut des prêts sur cartes de crédit	**9 782**	**2 338**	**–**	**12 120**	10 020	2 629	–	12 649
PPC	**137**	**526**	**–**	**663**	125	527	–	652
Valeur comptable	**9 645**	**1 812**	**–**	**11 457**	9 895	2 102	–	11 997
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques[2, 5]								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	**191 811**	**2 825**	**–**	**194 636**	188 707	3 873	–	192 580
Catégorie spéculative	**133 302**	**22 813**	**–**	**156 115**	139 069	22 700	–	161 769
Liste de surveillance	**119**	**20 173**	**–**	**20 292**	123	21 466	–	21 589
Douteux	**–**	**–**	**5 290**	**5 290**	–	–	5 561	5 561
Solde brut des prêts aux entreprises et aux administrations publiques	**325 232**	**45 811**	**5 290**	**376 333**	327 899	48 039	5 561	381 499
PPC	**741**	**1 636**	**889**	**3 266**	756	1 720	802	3 278
Valeur comptable	**324 491**	**44 175**	**4 401**	**373 067**	327 143	46 319	4 759	378 221
Total du solde brut des prêts et acceptations	**589 689**	**77 831**	**6 863**	**674 383**	599 114	76 717	7 091	682 922
Total du solde net des prêts et acceptations	**588 582**	**74 960**	**5 774**	**669 316**	597 995	73 760	6 117	677 872
Engagements de prêt et contrats de garantie financière								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	**205 704**	**1 298**	**–**	**207 002**	202 913	1 544	–	204 457
Catégorie spéculative	**62 564**	**13 025**	**–**	**75 589**	65 393	13 733	–	79 126
Liste de surveillance	**14**	**8 157**	**–**	**8 171**	6	9 086	–	9 092
Douteux	**–**	**–**	**1 755**	**1 755**	–	–	1 660	1 660
Engagements de prêt et contrats de garantie financière, montant brut	**268 282**	**22 480**	**1 755**	**292 517**	268 312	24 363	1 660	294 335
PPC	**279**	**352**	**55**	**686**	256	377	56	689
Valeur comptable[6, 7]	**268 003 $**	**22 128 $**	**1 700 $**	**291 831 $**	268 056 $	23 986 $	1 604 $	293 646 $

1 Comprend les prêts productifs acquis.

2 Comprend des prêts hypothécaires à l'habitation de 60 millions de dollars (79 millions au 31 octobre 2025) et des prêts aux entreprises et aux administrations publiques de 15 125 millions (13 231 millions au 31 octobre 2025) qui sont classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net et ne sont pas assujettis aux pertes sur créances.

3 Comprend les portefeuilles constitués et certains cas où des paramètres de notation interne du risque ne sont pas attribués. On recourt à d'autres sources d'évaluation de la qualité du risque de crédit ainsi qu'à des méthodes, des politiques et des outils de notation du crédit pour gérer le risque de crédit auquel sont exposés ces portefeuilles.

4 Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement sortis du bilan lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours; par conséquent, ils ne sont pas présentés comme douteux à l'étape 3.

5 Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

6 Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

7 Certains engagements de grandes entreprises emprunteuses sont conditionnels et pourraient inclure un recours auprès de contreparties.

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 31 janvier 2026 et au 31 octobre 2025. Les prêts dont les versements prévus sont en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ils ne sont pas d'ordinaire représentatifs de la capacité des emprunteurs d'honorer leurs obligations de paiement.

(en millions de dollars canadiens)	**31 janvier 2026**			31 octobre 2025		
	De 30 à 89 jours	**90 jours ou plus[1]**	**Total**	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus[1]	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	**837 $**	**12 $**	**849 $**	854 $	7 $	861 $
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	**700**	**176**	**876**	661	171	832
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	**540**	**9**	**549**	616	8	624
Total	**2 077 $**	**197 $**	**2 274 $**	2 131 $	186 $	2 317 $

[1] Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis plus de 90 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 12 millions de dollars au 31 janvier 2026 (7 millions au 31 octobre 2025).

Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Parmi les facteurs, nombreux sont ceux qui ont un niveau élevé d'interdépendance, mais les provisions pour pertes sur prêts prises dans leur ensemble ne sont pas sensibles à un facteur unique en particulier.

Le scénario optimiste au 31 janvier 2026 suppose un contexte économique plus solide que les prévisions du scénario de référence, compte tenu des taux de chômage plus bas.

Au 31 janvier 2026, notre scénario de référence fait état d'une reprise économique modérée à moyen terme à mesure que l'incertitude entourant les politiques commerciales s'atténue et que les taux d'intérêt continuent de baisser aux États-Unis. Selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2025, nous avions prévu un contexte économique plus faible.

En supposant que les prévisions du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 925 millions de dollars au 31 janvier 2026 (3 125 millions au 31 octobre 2025) contre 4 609 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (4 709 millions au 31 octobre 2025).

Au 31 janvier 2026, notre scénario pessimiste prévoit une contraction sévère de l'économie tant au Canada qu'aux États-Unis, suivie d'une reprise relativement lente. Notre scénario pessimiste grave fait état d'une contraction encore plus sévère des économies canadienne et américaine comparativement au scénario pessimiste. Le scénario pessimiste grave au 31 octobre 2025 prévoyait, globalement, un contexte économique similaire au cours de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions du scénario pessimiste grave se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 7 950 millions de dollars au 31 janvier 2026 (7 975 millions au 31 octobre 2025), contre 4 609 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (4 709 millions au 31 octobre 2025).

Les résultats réels différeront puisque la composition de notre portefeuille changera en raison des migrations, de l'évolution des risques géopolitiques, de la croissance, des mesures visant à atténuer les risques et d'autres facteurs. En outre, notre provision reflétera les quatre scénarios économiques employés pour évaluer la provision, les pondérations souvent inégales liées à chacun pouvant varier au fil du temps.

Les tableaux qui suivent présentent les principales variables économiques utilisées pour évaluer les prévisions en matière de provision liée aux prêts productifs pour les 12 prochains mois ou sur la durée de vie. Les variables présentées en date du 31 janvier 2026 tiennent compte de l'incidence de l'imposition des tarifs douaniers et de l'incertitude liée aux politiques commerciales sur les perspectives économiques. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans les modèles sous-jacents, et nous prenons en compte divers facteurs ayant une incidence sur certains secteurs lorsque cela est approprié.

	Au 31 janvier 2026							
	Scénarios							
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes	**Scénario optimiste**		**Scénario de référence**		**Scénario pessimiste**		**Scénario pessimiste grave**	
	12 premiers mois	**Durée résiduelle[1]**	**12 premiers mois**	**Durée résiduelle[1]**	**12 premiers mois**	**Durée résiduelle[1]**	**12 premiers mois**	**Durée résiduelle[1]**
Taux de croissance du PIB réel[2]								
Canada	**4,3 %**	**3,0 %**	**1,4 %**	**2,1 %**	**(2,4)%**	**1,6 %**	**(3,8)%**	**1,2 %**
États-Unis	**4,8 %**	**2,5 %**	**2,0 %**	**1,9 %**	**(2,2)%**	**1,5 %**	**(3,3)%**	**1,3 %**
Écart de sociétés BBB sur dix ans								
Canada	**1,2 %**	**1,8 %**	**1,8 %**	**2,0 %**	**3,5 %**	**3,0 %**	**4,2 %**	**3,5 %**
États-Unis	**0,8 %**	**1,5 %**	**1,5 %**	**1,9 %**	**3,5 %**	**3,0 %**	**4,6 %**	**3,6 %**
Taux de chômage								
Canada	**5,8 %**	**5,3 %**	**6,6 %**	**6,4 %**	**9,4 %**	**9,6 %**	**10,0 %**	**10,5 %**
États-Unis	**3,7 %**	**3,3 %**	**4,7 %**	**4,3 %**	**7,1 %**	**7,5 %**	**7,8 %**	**8,7 %**
Indice des prix des habitations[2]								
Canada[3]	**3,2 %**	**5,4 %**	**(1,0)%**	**3,0 %**	**(11,1)%**	**(1,3)%**	**(20,2)%**	**(5,0)%**
États-Unis[4]	**4,3 %**	**3,9 %**	**1,2 %**	**2,5 %**	**(11,1)%**	**(1,1)%**	**(20,1)%**	**(4,3)%**

	Au 31 octobre 2025							
	Scénarios							
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes	Scénario optimiste		Scénario de référence		Scénario pessimiste		Scénario pessimiste grave	
	12 premiers mois	Durée résiduelle[1]	12 premiers mois	Durée résiduelle[1]	12 premiers mois	Durée résiduelle[1]	12 premiers mois	Durée résiduelle[1]
Taux de croissance du PIB réel[2]								
Canada	3,6 %	2,8 %	1,1 %	2,1 %	(2,7)%	1,6 %	(4,0)%	1,2 %
États-Unis	4,5 %	2,4 %	1,7 %	1,8 %	(2,3)%	1,4 %	(3,5)%	1,3 %
Écart de sociétés BBB sur dix ans								
Canada	1,2 %	1,8 %	1,7 %	2,0 %	3,4 %	3,0 %	4,2 %	3,5 %
États-Unis	0,8 %	1,5 %	1,5 %	1,9 %	3,5 %	3,0 %	4,6 %	3,6 %
Taux de chômage								
Canada	6,0 %	5,5 %	7,1 %	6,4 %	9,4 %	9,6 %	9,9 %	10,5 %
États-Unis	3,6 %	3,1 %	4,5 %	4,4 %	6,8 %	7,5 %	7,5 %	8,4 %
Indice des prix des habitations[2]								
Canada[3]	3,9 %	5,8 %	(0,4)%	3,4 %	(10,5)%	(0,7)%	(19,4)%	(5,0)%
États-Unis[4]	3,7 %	3,9 %	0,7 %	2,4 %	(11,6)%	(1,1)%	(20,0)%	(4,3)%

1 La période de prévision restante est de deux ans.

2 Le produit intérieur brut (PIB) réel et l'indice des prix des habitations sont des moyennes des taux de croissance trimestriels d'un exercice à l'autre.

3 Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé des prix des habitations HPI.

4 Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité, en présumant que l'ensemble de nos prêts productifs relèvent de l'étape 1, nos modèles généreraient une provision liée aux prêts productifs d'environ 3 350 millions de dollars (3 375 millions au 31 octobre 2025), comparativement à la provision comptable liée aux prêts productifs de 4 609 millions (4 709 millions au 31 octobre 2025).

Note 4 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue – Productifs d'intérêts	Dépôts à vue – Non productifs d'intérêts	Dépôts à préavis[1]	Dépôts à échéance fixe[2, 3]	31 janvier 2026	31 octobre 2025
Dépôts au coût amorti par catégories de déposants :						
Banques[4]	**4 291 $**	**2 002 $**	**1 337 $**	**19 870 $**	**27 500 $**	27 621 $
Entreprises et administrations publiques[5]	**82 298**	**42 382**	**215 722**	**231 298**	**571 700**	585 497
Particuliers[5]	**3 830**	**38 243**	**153 647**	**102 069**	**297 789**	306 922
Total des dépôts au coût amorti	**90 419**	**82 627**	**370 706**	**353 237**	**896 989**	920 040
Dépôts à la juste valeur par le biais du résultat net	**–**	**–**	**–**	**57 800**	**57 800**	56 162
Total[6]	**90 419 $**	**82 627 $**	**370 706 $**	**411 037 $**	**954 789 $**	976 202 $
Domiciliation :						
Canada	**76 717 $**	**72 479 $**	**170 234 $**	**291 514 $**	**610 944 $**	620 858 $
États-Unis	**13 549**	**10 148**	**197 989**	**72 206**	**293 892**	305 472
Autres pays	**153**	**–**	**2 483**	**47 317**	**49 953**	49 872
Total	**90 419 $**	**82 627 $**	**370 706 $**	**411 037 $**	**954 789 $**	976 202 $

1 Comprend des dépôts non productifs d'intérêts de 44 615 millions de dollars au 31 janvier 2026 (43 766 millions au 31 octobre 2025).

2 Comprend 63 575 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 janvier 2026, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (62 843 millions au 31 octobre 2025). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

3 Des dépôts de 27 258 millions de dollars au 31 janvier 2026 (27 819 millions au 31 octobre 2025) peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé, en totalité ou en partie, par le client sans pénalité. Ils ont été classés comme étant exigibles à une date fixe en fonction de leur échéance contractuelle restante.

4 Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

5 La valeur comptable des dépôts qui font partie de la relation de couverture de juste valeur est ajustée en fonction des profits (pertes) connexes sur les contrats de couverture.

6 Comprend des dépôts de 487 379 millions de dollars libellés en dollars américains au 31 janvier 2026 (508 058 millions au 31 octobre 2025) et des dépôts de 62 680 millions libellés en d'autres monnaies étrangères (59 697 millions au 31 octobre 2025).

Le tableau qui suit présente les dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars :

(en millions de dollars canadiens)	Canada	États-Unis	Autres	Total
Au 31 janvier 2026	**242 406 $**	**64 712 $**	**47 317 $**	**354 435 $**
Au 31 octobre 2025	259 670	69 206	47 386	376 262

Le tableau qui suit présente les échéances des dépôts à terme fixe et supérieurs à cent mille dollars qui sont domiciliés au Canada :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Total
Au 31 janvier 2026	**38 290 $**	**34 993 $**	**53 699 $**	**115 424 $**	**242 406 $**
Au 31 octobre 2025	51 591	32 105	56 129	119 845	259 670

Dette subordonnée

Le 15 décembre 2025, une tranche de 25 millions de dollars des débentures subordonnées, série 20, de 150 millions est arrivée à échéance. Une tranche de 25 millions de débentures arrivera à échéance le 15 décembre aux trois ans à compter de 2025 jusqu'à l'échéance définitive en 2040.

Note 5 : Assurances

Résultats des activités d'assurance

Le tableau qui suit présente les résultats des activités d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le – 31 janvier 2026	31 janvier 2025
Revenus d'assurance	**401 $**	470 $
Charges afférentes aux activités d'assurance	**(358)**	(351)
Produits (charges) afférentes aux contrats de réassurance, montant net	**26**	(28)
Résultats des activités d'assurance	**69 $**	91 $

Le tableau suivant présente les rendements des placements liés à l'assurance figurant à l'état consolidé des résultats.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le – 31 janvier 2026	31 janvier 2025
Rendement des placements	**(58)$**	559 $
Produits financiers (charges financières) d'assurance tirés des contrats d'assurance et de réassurance détenus	**118**	(473)
Variation des passifs au titre des contrats de placement	**16**	(26)
Rendements des placements liés à l'assurance	**76 $**	60 $

Passifs relatifs aux contrats d'assurance

Les passifs relatifs aux contrats d'assurance au titre de la couverture restante et des sinistres survenus comprennent les éléments suivants :

(en millions de dollars canadiens)	**Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026**			Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025		
	Passifs au titre de la couverture restante	**Passifs au titre des sinistres survenus**	**Total**	Passifs au titre de la couverture restante	Passifs au titre des sinistres survenus	Total
Passifs relatifs aux contrats d'assurance à l'ouverture de la période	**18 667 $**	**199 $**	**18 866 $**	17 047 $	201 $	17 248 $
Résultats des activités d'assurance	**(603)**	**585**	**(18)**	(423)	321	(102)
Charges financières tirées des contrats d'assurance, montant net	**(108)**	**–**	**(108)**	531	–	531
Total des flux de trésorerie	**1 493**	**(596)**	**897**	658	(308)	350
Autres variations de la valeur comptable nette des contrats d'assurance	**(1)**	**(2)**	**(3)**	1	4	5
Passifs relatifs aux contrats d'assurance à la clôture de la période[1]	**19 448 $**	**186 $**	**19 634 $**	17 814 $	218 $	18 032 $

[1] Les passifs au titre des sinistres survenus relativement à des contrats d'assurance se sont chiffrés à 98 millions de dollars au 31 janvier 2026 et à 116 millions au 31 janvier 2025 à l'égard de nos activités visant les créances et la réassurance.

La marge sur services contractuels relative aux contrats émis s'établissait à 63 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (18 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2025). Le total de la marge sur services contractuels au titre des contrats d'assurance émis et des contrats de réassurance détenus se chiffrait à 1 653 millions et à 345 millions, respectivement, au 31 janvier 2026 (1 528 millions et 312 millions, respectivement, au 31 octobre 2025). Les pertes sur les contrats déficitaires ont été négligeables au cours des trimestres clos le 31 janvier 2026 et 2025.

Nous utilisons les taux suivants pour actualiser les flux de trésorerie d'exécution en ce qui a trait à nos passifs relatifs aux contrats d'assurance, lesquels sont fondés sur des taux sans risque ajustés pour tenir compte d'une prime de liquidité reflétant les caractéristiques inhérentes à la liquidité des passifs.

Durée du portefeuille	**31 janvier 2026**	31 octobre 2025
1 an	**3,32 %**	3,24 %
3 ans	**3,73 %**	3,54 %
5 ans	**4,11 %**	3,89 %
10 ans	**4,86 %**	4,67 %
20 ans	**5,41 %**	5,25 %
30 ans	**5,24 %**	4,99 %
Risque ultime	**5,00 %**	5,00 %

Gestion du risque d'assurance

Le tableau suivant présente les répercussions immédiates estimées de certaines variations des taux d'intérêt sur le bénéfice avant impôts ou de la sensibilité de ce dernier à ces variations, et comprend l'incidence estimée des arrangements de couverture et de notre exposition au risque lié aux cours des actions découlant de notre investissement en titres de participation.

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2026	31 janvier 2025
Sensibilité aux taux d'intérêt[1, 2]		
Hausse de 50 points de base	**(8)$**	3 $
Baisse de 50 points de base	**6**	(3)
Sensibilité aux marchés boursiers[3]		
Hausse de 10 %	**6 $**	28 $
Baisse de 10 %	**(6)**	(29)

[1] Répercussions estimées d'une hausse ou d'une baisse de 50 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice avant impôts, ou sensibilité de ce dernier à de telles variations.

[2] Les sensibilités aux taux d'intérêt supposent une évolution parallèle uniforme des taux d'intérêt présumés sur l'ensemble de la courbe de rendement à la clôture d'une période et aucune variation du taux sans risque ultime.

[3] Répercussions estimées sur le bénéfice avant impôts d'une hausse ou d'une baisse de 10 % de notre exposition au risque lié au cours des actions découlant de notre investissement en titres de participation à la date de clôture, en présumant que toutes les autres variables demeurent constantes.

Note 6 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres[1]

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**31 janvier 2026**			31 octobre 2025				
	Nombre d'actions	**Montant**	**Dividendes déclarés par action[2]**	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action[2]	Convertibles en	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres								
Catégorie B – Série 44	**16 000 000**	**400 $**	**0,43 $**	16 000 000	400 $	1,70	catégorie B – Série 45	3, 4
Catégorie B – Série 50	**500 000**	**500**	**–**	500 000	500	73,73	Non convertible	4
Catégorie B – Série 52	**650 000**	**650**	**–**	650 000	650	70,57	Non convertible	4
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		**1 550 $**			1 550 $			
							Recours aux	
Autres instruments de capitaux propres								
Billets subordonnés aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires à 4,800 % (billets de catégorie 1)		**658 $**			658 $		–	4, 5, 6
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1)[7]		**–**			1 250		–	6
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2)		**750**			750		Actions privilégiées, série 49	4, 6, 8
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3 à 7,325 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3)		**1 000**			1 000		Actions privilégiées, série 51	4, 6, 8
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 4 à 7,700 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 4)		**1 356**			1 356		Actions privilégiées, série 53	4, 6, 8
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 5 à 7,300 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 5)		**1 023**			1 023		Actions privilégiées, série 54	4, 6, 8
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 6 à 6,875 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 6)		**1 369**			1 369		Actions privilégiées, série 55	4, 6, 8
Autres instruments de capitaux propres		**6 156**			7 406			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		**7 706**			8 956			
Actions ordinaires	**706 195 754**	**23 708 $**	**1,67 $**	708 905 679	23 359 $	6,44 $		9, 10, 11, 12

1 Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2025.

2 Les dividendes déclarés par action représentent les dividendes déclarés par action pour le premier semestre, à la date de clôture. Les dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées doivent être versés une fois par trimestre si le Conseil d'administration en déclare, à l'exception des dividendes sur les actions privilégiées de catégorie B, série 50 et série 52, qui doivent être versés semestriellement.

3 Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes, sous réserve de certaines conditions.

4 Les instruments émis sont assortis d'une clause relative aux FPUNV, ce qui est nécessaire pour que les actions privilégiées, les billets de catégorie 1 et, en vertu du recours aux actions privilégiées, série 49, aux actions privilégiées, série 51, aux actions privilégiées, série 53, aux actions privilégiées, série 54 et aux actions privilégiées, série 55 (collectivement, les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité) au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2, série 3, série 4, série 5 et série 6 (collectivement, les billets avec remboursement de capital à recours limité), respectivement, puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ils peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée, y compris les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité et les billets de catégorie 1 sont convertibles en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 $ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée ou d'un autre instrument de capitaux propres (y compris les dividendes déclarés et impayés) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

5 Les billets avaient un taux d'intérêt initial de 4,800 %, qui a été rajusté à 6,709 % le 25 août 2024.

6 Les taux représentent le taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

7 Le 12 novembre 2025, nous avons racheté les billets avec remboursement de capital à recours limité de série 1 à 4,300 % (FPUNV) d'un montant de 1 250 millions de dollars, et les actions privilégiées de série 48 correspondantes d'un montant de 1 250 millions.

8 Les intérêts, dont le paiement ne peut être reporté, afférents aux billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 et série 3 doivent être versés semestriellement et aux billets avec remboursement de capital à recours limité, série 4, série 5 et série 6 doivent être versés trimestriellement au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts donnera lieu à un recours et l'unique recours auquel les porteurs de billets auront droit portera sur la quote-part des porteurs dans les actifs de la fiducie, qui comprend les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, chacune des séries étant émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité correspondants, lesquelles sont éliminées au moment de la consolidation. En pareil cas, la remise des actifs de la fiducie entraînera l'extinction totale de nos engagements en vertu de nos billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans des circonstances où les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité seraient converties en actions ordinaires de la Banque aux termes de la clause concernant les FPUNV, les billets avec remboursement de capital à recours limité seraient remboursés, et le seul recours des porteurs de billets serait leur quote-part des actifs de la fiducie, alors constitués d'actions ordinaires de la Banque reçues par la fiducie à la conversion.

9 Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 5 854 625 actions ordinaires au 31 janvier 2026 (5 699 134 actions ordinaires au 31 octobre 2025) dont 2 706 330 peuvent être exercées au 31 janvier 2026 (2 245 942 au 31 octobre 2025).

10 Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, nous avons émis 608 909 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions (474 410 actions ordinaires au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025).

11 Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 42 560 actions propres au 31 janvier 2026 (néant au 31 octobre 2025).

12 Dans le cadre de l'acquisition de Burgundy, le 1er novembre 2025, nous avons émis 2 723 726 actions ordinaires d'une valeur totale de 481 millions de dollars aux actionnaires de Burgundy. Se reporter à la note 13 pour un complément d'information.

Autres instruments de capitaux propres

Nos billets de catégorie 1 et nos billets avec remboursement de capital à recours limité existants sont des instruments financiers comportant à la fois une composante capitaux propres et une composante passif. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable aux composantes passifs des deux instruments et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres et fait partie de notre clause relative aux fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les distributions sur les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont comptabilisées en tant que réduction des capitaux propres lorsqu'elles seront à payer. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers quant au droit de paiement.

Actions ordinaires

Notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, commençant le 5 septembre 2025 et prenant fin au plus tard le 4 septembre 2026, nous permet de racheter un maximum de 30 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Les dates et les montants des achats effectués en vertu de cette offre sont déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et le niveau des fonds propres. Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, nous avons racheté 6 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, au prix moyen de 178,05 $ par action pour un montant totalisant 1 088 millions de dollars, y compris les impôts. Au 31 janvier 2026, la Banque avait racheté au total 11,8 millions d'actions ordinaires aux fins d'annulation aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires seront achetées sur le marché libre, sans escompte.

Note 7 : Évaluations de la juste valeur

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous les instruments financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il y a lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2025 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	**31 janvier 2026**		31 octobre 2025	
	Valeur comptable	**Juste valeur**	Valeur comptable	Juste valeur
Titres[1]				
Titres comptabilisés au coût amorti	**92 117 $**	**86 627 $**	96 610 $	90 448 $
Prêts[1, 2]				
Prêts hypothécaires à l'habitation	**193 778**	**193 615**	195 708	194 755
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	**90 954**	**91 119**	91 867	91 937
Prêts sur cartes de crédit	**11 457**	**11 457**	11 997	11 997
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	**356 859**	**357 436**	364 265	364 866
	653 048	**653 627**	663 837	663 555
Dépôts[3]	**896 989**	**897 722**	920 040	920 927
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées[4]	**17 952**	**17 760**	20 211	20 100
Passifs divers[5]	**3 045**	**2 915**	3 103	2 953
Dette subordonnée	**8 412**	**8 680**	8 500	8 756

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, certains autres actifs, certains autres passifs et les titres mis en pension ou prêtés.

1 La valeur comptable est présentée déduction faite des PPC.

2 Ne tient pas compte de 60 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation classés à la juste valeur par le biais du résultat net, de 15 125 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 2 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (79 millions, 13 231 millions et 14 millions, respectivement, au 31 octobre 2025).

3 Ne tient pas compte de passifs au titre des billets structurés de 50 471 millions de dollars, de 604 millions de dépôts sur le marché monétaire, de 2 125 millions d'options incorporées liées aux dépôts structurés au coût amorti et de 4 600 millions de dépôts de métaux mesurés à la juste valeur (49 093 millions, 1 129 millions, 1 967 millions et 3 973 millions, respectivement, au 31 octobre 2025).

4 Ne tient pas compte de 38 857 millions de dollars de passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (31 351 millions au 31 octobre 2025).

5 Les passifs divers comprennent certains passifs au titre des contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance évalués au coût amorti de même que certains autres passifs de filiales.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les actifs et les passifs inscrits à la juste valeur selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des actifs et des passifs, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des actifs et des passifs financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur de nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou de cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles utilisant une ou plusieurs données d'entrée non observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les autres actifs, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)			**31 janvier 2026**				31 octobre 2025	
	Niveau 1	**Niveau 2**	**Niveau 3**	**Total**	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	**1 214 $**	**9 181 $**	**– $**	**10 395 $**	757 $	11 554 $	– $	12 311 $
des provinces et municipalités canadiennes	**–**	**10 457**	**–**	**10 457**	–	9 035	–	9 035
l'administration fédérale américaine	**3 003**	**26 056**	**–**	**29 059**	3 308	27 594	–	30 902
des municipalités, agences et États américains	**–**	**244**	**–**	**244**	–	1 144	–	1 144
d'autres administrations publiques	**226**	**3 174**	**–**	**3 400**	199	3 927	–	4 126
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	**–**	**65 978**	**–**	**65 978**	–	56 450	–	56 450
Titres de créance d'entreprises	**–**	**14 028**	**–**	**14 028**	–	11 614	–	11 614
Prêts détenus à des fins de transaction	**–**	**3 907**	**–**	**3 907**	–	4 568	–	4 568
Titres de participation d'entreprises	**57 598**	**749**	**–**	**58 347**	61 495	658	–	62 153
	62 041	**133 774**	**–**	**195 815**	65 759	126 544	–	192 303
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	**103**	**1 766**	**–**	**1 869**	56	1 563	–	1 619
des provinces et municipalités canadiennes	**–**	**2 125**	**–**	**2 125**	–	1 578	–	1 578
l'administration fédérale américaine	**–**	**1 583**	**–**	**1 583**	–	1 495	–	1 495
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	**–**	**18**	**–**	**18**	–	18	–	18
Titres de créance d'entreprises	**–**	**8 988**	**–**	**8 988**	–	8 908	–	8 908
Titres de participation d'entreprises	**1 381**	**923**	**5 618**	**7 922**	1 090	822	5 824	7 736
	1 484	**15 403**	**5 618**	**22 505**	1 146	14 384	5 824	21 354
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	**230**	**44 982**	**–**	**45 212**	1 158	44 177	–	45 335
des provinces et municipalités canadiennes	**–**	**7 026**	**–**	**7 026**	–	5 644	–	5 644
l'administration fédérale américaine	**7**	**18 615**	**–**	**18 622**	16	20 793	–	20 809
des municipalités, agences et États américains	**–**	**4 771**	**–**	**4 771**	–	5 634	–	5 634
d'autres administrations publiques	**19**	**3 595**	**–**	**3 614**	37	4 028	–	4 065
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	**–**	**27 278**	**–**	**27 278**	–	27 015	–	27 015
Titres de créance d'entreprises	**–**	**4 182**	**–**	**4 182**	–	4 515	–	4 515
Titres de participation d'entreprises	**–**	**–**	**189**	**189**	–	–	192	192
	256	**110 449**	**189**	**110 894**	1 211	111 806	192	113 209
Prêts								
Prêts hypothécaires à l'habitation	**–**	**60**	**–**	**60**	–	79	–	79
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	**–**	**14 788**	**339**	**15 127**	–	12 921	324	13 245
	–	**14 848**	**339**	**15 187**	–	13 000	324	13 324
Autres actifs[1]	**7 618**	**–**	**1 505**	**9 123**	8 521	–	1 483	10 004
Passifs à la juste valeur[2]								
Dépôts[3]	**–**	**57 800**	**–**	**57 800**	–	56 162	–	56 162
Titres vendus à découvert	**14 150**	**33 259**	**–**	**47 409**	14 998	39 878	–	54 876
Autres passifs[4]	**2 200**	**39 583**	**128**	**41 911**	2 142	32 096	–	34 238
	16 350	**130 642**	**128**	**147 120**	17 140	128 136	–	145 276
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	**21**	**9 735**	**–**	**9 756**	15	8 666	–	8 681
Contrats de change	**962**	**34 631**	**–**	**35 593**	43	30 474	2	30 519
Contrats sur produits de base	**3 421**	**3 469**	**–**	**6 890**	225	1 224	13	1 462
Contrats sur titres de participation	**56**	**17 072**	**8**	**17 136**	275	16 203	10	16 488
Swaps sur défaillance	**6**	**17**	**–**	**23**	–	1	–	1
	4 466	**64 924**	**8**	**69 398**	558	56 568	25	57 151
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	**16**	**9 806**	**–**	**9 822**	18	10 081	–	10 099
Contrats de change	**–**	**28 693**	**13**	**28 706**	–	26 049	–	26 049
Contrats sur produits de base	**359**	**3 925**	**14**	**4 298**	196	1 412	–	1 608
Contrats sur titres de participation	**71**	**22 476**	**–**	**22 547**	175	20 793	5	20 973
Swaps sur défaillance	**2**	**17**	**–**	**19**	–	–	–	–
	448	**64 917**	**27**	**65 392**	389	58 335	5	58 729

1 Les autres actifs comprennent les métaux précieux, les actifs de fonds distincts et les immeubles de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance, à des crédits carbone, à certains débiteurs et à d'autres éléments mesurés à la juste valeur.

2 Les charges d'intérêts liées aux passifs inscrits à la juste valeur se sont établies à 871 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (720 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2025). Les charges d'intérêts liées aux passifs inscrits au coût amorti se chiffrent à 8 649 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (10 505 millions pour le trimestre clos le 31 janvier 2025).

3 Les dépôts englobent les passifs liés aux billets structurés, les dépôts sur le marché monétaire et les dépôts de métaux désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ainsi que certaines options incorporées liées aux dépôts structurés au coût amorti.

4 Les autres passifs comprennent certains contrats de placement et les passifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, certains passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net de même qu'un passif de contrepartie éventuelle découlant de l'acquisition de Gestion d'actifs Burgundy Ltée. Se reporter à la note 13 pour un complément d'information.

Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

					Au 31 janvier 2026	
					Fourchette des valeurs des données d'entrée[1]	
	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées	Titres de participation d'entreprises	**5 807 $**	Valeur liquidative	Valeur liquidative	**s. o.**	**s. o.**
			VE/BAIIA	Coefficient	**6**	**28**
Immeubles de placement	Autres actifs	**1 380**	Approche fondée sur les résultats	Taux de capitalisation	**6 %**	**7 %**
Contrepartie éventuelle découlant de Burgundy[2]	Autres passifs	**128**	Approche fondée sur les résultats	Taux d'actualisation	**s. o.**	**s. o.**
				Actifs sous gestion prévus	**s. o.**	**s. o.**

[1] Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.

[2] Fourchette des données d'entrée non applicable, car la valeur est modélisée à l'aide d'une simulation Monte-Carlo.

s. o. – sans objet

Transferts importants

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts entre les niveaux 1 et 2 dépendent de la date d'émission et de la disponibilité des prix cotés sur des marchés actifs. Il n'y a eu aucun transfert important entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2026 et 2025.

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2026 et 2025, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

		Variation de la juste valeur		**Fluctuations**			**Transferts**			
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 31 octobre 2025	**Inclus dans les résultats**	**Inclus dans les autres éléments du résultat global**[1]	**Émissions/ Achats**	**Ventes**	**Échéances/ Règlement**	**Transferts au niveau 3**	**Transferts depuis le niveau 3**	**Juste valeur au 31 janvier 2026**	**Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus**[2]
Titres de négociation										
Titres de participation d'entreprises	– $	**– $**	**– $**	**– $**	**– $**	**– $**	**– $**	**– $**	**– $**	**– $**
Total des titres de négociation	–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Titres de participation d'entreprises	5 824	**(112)**	**(74)**	**276**	**(292)**	**–**	**–**	**(4)**	**5 618**	**(58)**
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	5 824	**(112)**	**(74)**	**276**	**(292)**	**–**	**–**	**(4)**	**5 618**	**(58)**
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres de participation d'entreprises	192	**–**	**(4)**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**189**	**s. o.**
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	192	**–**	**(4)**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**189**	**s. o.**
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	324	**2**	**(10)**	**23**	**–**	**–**	**–**	**–**	**339**	**2**
Autres actifs	1 483	**15**	**(2)**	**27**	**(10)**	**(8)**	**–**	**–**	**1 505**	**15**
Actifs dérivés										
Contrats de change	2	**(2)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**(2)**
Contrats sur produits de base	13	**(13)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**(13)**
Contrats sur titres de participation	10	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**(3)**	**8**	**–**
Total des actifs dérivés	25	**(15)**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**(3)**	**8**	**(15)**
Autres passifs	–	**16**	**–**	**112**	**–**	**–**	**–**	**–**	**128**	**16**
Passifs dérivés										
Contrats de change	–	**13**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**13**	**13**
Contrats sur produits de base	–	**14**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**14**	**14**
Contrats sur titres de participation	5	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**(5)**	**–**	**–**
Swaps sur défaillance	–	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total des passifs dérivés	5	**17**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**(5)**	**27**	**27**

[1] La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

[2] Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 janvier 2026 et au 31 janvier 2025 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. – sans objet

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 (en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 31 octobre 2024	Variation de la juste valeur: Inclus dans les résultats	Variation de la juste valeur: Inclus dans les autres éléments du résultat global[1]	Fluctuations: Émissions/Achats	Fluctuations: Ventes	Fluctuations: Échéances/Règlement	Transferts: Transferts au niveau 3	Transferts: Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2025	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus[2]
Titres de négociation										
Titres de participation d'entreprises	4 $	– $	– $	2 $	– $	– $	– $	– $	6 $	– $
Total des titres de négociation	4	–	–	2	–	–	–	–	6	–
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	35	(1)	–	1	–	–	–	(2)	33	(1)
Titres de participation d'entreprises	4 899	24	89	272	(82)	–	–	–	5 202	84
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	4 934	23	89	273	(82)	–	–	(2)	5 235	83
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres de participation d'entreprises	177	–	(15)	1	–	–	–	–	163	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	177	–	(15)	1	–	–	–	–	163	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	302	13	6	6	–	(6)	–	–	321	13
Autres actifs	1 717	(55)	–	194	–	(15)	–	–	1 841	(51)
Actifs dérivés										
Contrats de change	10	–	–	32	–	–	–	–	42	–
Contrats sur produits de base	2	3	–	–	–	–	–	–	5	3
Contrats sur titres de participation	–	–	–	–	–	–	13	–	13	–
Total des actifs dérivés	12	3	–	32	–	–	13	–	60	3
Autres passifs	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Passifs dérivés										
Contrats de change	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Contrats sur produits de base	4	(4)	–	–	–	–	–	–	–	(4)
Contrats sur titres de participation	2	–	–	–	–	–	–	–	2	–
Swaps sur défaillance	1	–	–	–	–	–	–	–	1	–
Total des passifs dérivés	7	(4)	–	–	–	–	–	–	3	(4)

[3] La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

[4] Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 janvier 2026 et au 31 janvier 2025 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. – sans objet

Note 8 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos unités d'exploitation, qui tient compte du contexte du marché, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 janvier 2026, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS[i]), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 3,5 % applicable aux BIS[i]. Le 18 décembre 2025, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure sera maintenue à 3,5 %. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2026 est décrite de façon détaillée à la section qui traite de la gestion du capital de notre rapport de gestion intermédiaire.

Mesures des fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes, actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier[1]

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	**31 janvier 2026**	31 octobre 2025
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**57 801 $**	58 286 $
Fonds propres de catégorie 1	**65 425**	65 890
Total des fonds propres	**74 890**	75 562
TLAC	**128 454**	129 957
Actifs pondérés en fonction des risques	**442 058**	437 945
Exposition aux fins du ratio de levier	**1 488 813**	1 521 813
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	**13,1 %**	13,3 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	**14,8 %**	15,0 %
Ratio du total des fonds propres	**16,9 %**	17,3 %
Ratio TLAC	**29,1 %**	29,7 %
Ratio de levier	**4,4 %**	4,3 %
Ratio de levier TLAC	**8,6 %**	8,5 %

[1] Calculé conformément aux lignes directrices Normes de fonds propres, Exigences de levier et Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF.

Note 9 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2026, nous avons attribué un total de 764 400 options sur actions (716 633 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025), d'une juste valeur moyenne pondérée de 32,09 $ l'option (18,46 $ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2025).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours du trimestre clos le	**31 janvier 2026**	31 janvier 2025
Rendement attendu des actions	**2,5 % – 2,6 %**	3,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	**18,5 % – 18,6 %**	16,7 %
Taux de rendement sans risque	**3,0 %**	2,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	**6,5 – 7,0**	6,5 – 7,0
Prix d'exercice ($)	**181,30**	141,00

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		**Régime d'autres avantages futurs du personnel**	
Pour les trimestres clos le	**31 janvier 2026**	31 janvier 2025	**31 janvier 2026**	31 janvier 2025
Coût des services rendus au cours de la période	**44 $**	44 $	**2 $**	2 $
(Revenu) charge nette d'intérêts[1]	**(14)**	(12)	**8**	9
Incidence des modifications des régimes	**–**	(19)	**–**	–
Charges administratives	**2**	5	**–**	–
Charge au titre des prestations	**32**	18	**10**	11
Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux[2]	**112**	101	**–**	–
Charge au titre des cotisations définies	**116**	109	**–**	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté dans notre état consolidé des résultats	**260 $**	228 $	**10 $**	11 $

[1] Le poste (Revenu) charge nette d'intérêts a augmenté de néant au titre des régimes de retraite et de 1 million de dollars au titre des régimes d'autres avantages futurs du personnel pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (néant au titre des régimes de retraite et néant au titre des régimes d'autres avantages futurs du personnel pour le trimestre clos le 31 janvier 2025) du fait de la réduction de valeur d'actifs par le biais des autres éléments du résultat global en raison du plafond des actifs.

[2] Comprend le régime de pensions du Canada, le régime de rentes du Québec et la *U.S. Federal Insurance Contribution Act*.

Note 10 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque, après avoir déduit les dividendes à payer sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2026	31 janvier 2025
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	**2 490 $**	2 134 $
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	**(81)**	(65)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 409 $**	2 069 $
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	**708 402**	729 564
Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	**3,40 $**	2,84 $

Bénéfice dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2026	31 janvier 2025
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	**2 409 $**	2 069 $
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	**708 402**	729 564
Effet dilutif des options sur actions[1]		
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées	**5 306**	6 245
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	**(3 542)**	(5 119)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	**710 166**	730 690
Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	**3,39 $**	2,83 $

[1] L'effet dilutif des options sur actions a été calculé à l'aide de la méthode du rachat d'actions. En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 515 139 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 203,51 $ pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 (482 948 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 153,89 $ pour le trimestre clos le 31 janvier 2025), le prix moyen des actions pour les trimestres n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 11 : Impôts sur le résultat

Avis de cotisation

Les autorités fiscales du Canada ont produit des avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'un montant d'environ 1 465 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées de 2011 à 2018. Dans le cadre de ces avis, la déduction pour dividendes avait été refusée du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un « mécanisme de transfert de dividendes ». En général, les règles fiscales qu'avaient évoquées les autorités fiscales du Canada ont été abordées de manière prospective dans les budgets fédéraux de 2015 et de 2018 du Canada. Nous avons déposé des avis d'appel auprès de la Cour de l'impôt du Canada et l'affaire fait l'objet d'un litige. Nous demeurons convaincus que la position adoptée dans nos déclarations fiscales était adéquate et entendons contester tous les avis de nouvelle cotisation. Cependant, si cette procédure n'aboutit pas, la charge additionnelle pourrait avoir une incidence néfaste sur notre bénéfice net.

Note 12 : Segmentation opérationnelle

Unités d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de quatre unités d'exploitation, chacune de ces unités ayant un mandat distinct. Nos unités d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada), Services bancaires aux États-Unis, Gestion de patrimoine et Marchés des capitaux, de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2025.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2026	**PE Canada**	**Services bancaires aux États-Unis[1]**	**Gestion de patrimoine**	**Marchés des capitaux[1]**	**Services d'entreprise[1, 2]**	**Total**
Revenus nets d'intérêts	**2 523 $**	**2 267 $**	**290 $**	**700 $**	**(137)$**	**5 643 $**
Revenus autres que d'intérêts	**735**	**629**	**1 210**	**1 512**	**95**	**4 181**
Total des revenus	**3 258**	**2 896**	**1 500**	**2 212**	**(42)**	**9 824**
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	**497**	**202**	**2**	**29**	**9**	**739**
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	**18**	**17**	**(4)**	**(21)**	**(3)**	**7**
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	**515**	**219**	**(2)**	**8**	**6**	**746**
Amortissement	**173**	**230**	**63**	**81**	**–**	**547**
Charges autres que d'intérêts	**1 264**	**1 504**	**967**	**1 243**	**228**	**5 206**
Bénéfice (perte) avant impôts et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**1 306**	**943**	**472**	**880**	**(276)**	**3 325**
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	**358**	**201**	**120**	**223**	**(66)**	**836**
Bénéfice net (perte nette) comptable	**948 $**	**742 $**	**352 $**	**657 $**	**(210)$**	**2 489 $**
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	**– $**	**(2)$**	**– $**	**– $**	**1 $**	**(1)$**
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Banque	**948 $**	**744 $**	**352 $**	**657 $**	**(211)$**	**2 490 $**
Actifs moyens[3]	**346 381 $**	**244 203 $**	**56 164 $**	**593 769 $**	**271 824 $**	**1 512 341 $**

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2025	PE Canada	Services bancaires aux États-Unis[1]	Gestion de patrimoine	Marchés des capitaux[1]	Services d'entreprise[1, 2]	Total
Revenus nets d'intérêts	2 385 $	2 322 $	238 $	699 $	(246)$	5 398 $
Revenus autres que d'intérêts	658	642	1 082	1 374	112	3 868
Total des revenus	3 043	2 964	1 320	2 073	(134)	9 266
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	491	312	1	35	20	859
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	51	102	(1)	11	(11)	152
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	542	414	–	46	9	1 011
Amortissement	153	252	55	85	–	545
Charges autres que d'intérêts	1 140	1 500	828	1 166	248	4 882
Bénéfice (perte) avant impôts et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 208	798	437	776	(391)	2 828
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	331	163	109	187	(100)	690
Bénéfice net (perte nette) comptable	877 $	635 $	328 $	589 $	(291)$	2 138 $
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	– $	– $	– $	– $	4 $	4 $
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Banque	877 $	635 $	328 $	589 $	(295)$	2 134 $
Actifs moyens[3]	341 485 $	265 677 $	52 550 $	578 952 $	282 850 $	1 521 514 $

1 Les données des unités d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

2 Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

3 Les actifs moyens comprennent l'actif productif moyen, qui englobe les dépôts à d'autres banques, les dépôts auprès de banques centrales, les titres pris en pension ou empruntés, les prêts et les titres. Le total de l'actif productif moyen pour le trimestre clos le 31 janvier 2026 s'élève à 1 334 388 millions de dollars, soit 344 866 millions pour les Services bancaires PE Canada, 224 843 millions pour les Services bancaires aux États-Unis et 764 679 millions pour toutes les autres unités d'exploitation, y compris les Services d'entreprise (pour le trimestre clos le 31 janvier 2025 : total : 1 319 541 millions, Services bancaires PE Canada, 339 325 millions, Services bancaires aux États-Unis, 243 645 millions et toutes les autres unités d'exploitation, 736 571 millions).

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 13 : Acquisition

Gestion d'actifs Burgundy Ltée

Le 1er novembre 2025, nous avons conclu l'acquisition de Gestion d'actifs Burgundy Ltée, un important gestionnaire de patrimoine indépendant au Canada offrant des services de gestion discrétionnaire de placements à des clients privés, à des fondations, des fonds de dotation, des régimes de retraite et des bureaux de gestion de patrimoine familial. Burgundy est une filiale entièrement détenue de BMO. Le prix d'achat de 654 millions de dollars comprend un montant en trésorerie de 61 millions et un montant de 481 millions en actions d'une filiale entièrement détenue de BMO qui ont été échangées contre des actions ordinaires de BMO à la clôture ainsi qu'une contrepartie éventuelle de 112 millions payable en actions échangeables similaires. La contrepartie éventuelle de 112 millions représente la juste valeur d'une retenue à verser sous réserve que Burgundy maintienne certains actifs sous gestion 18 mois après la clôture de l'acquisition et la juste valeur d'une indexation éventuelle sur les bénéfices futurs, devant être versée à l'avenir en fonction de l'atteinte de certains objectifs de croissance. L'acquisition a été prise en compte comme un regroupement d'entreprises; l'entreprise acquise et l'écart d'acquisition correspondant ont été portés au sein de l'unité d'exploitation Gestion de patrimoine.

Les immobilisations incorporelles au titre des relations clients et l'écart d'acquisition que nous avons acquis dans le cadre de cette acquisition étaient évalués respectivement à 375 millions de dollars et à 319 millions. Les immobilisations incorporelles au titre des relations clients seront amorties sur 12 ans. L'écart d'acquisition reflète principalement les avantages économiques futurs liés à l'élargissement de notre offre en matière de gestion de patrimoine et de gestion privée de placements et il n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition s'établit comme suit :

(en millions de dollars canadiens)

	1er novembre 2025
Immobilisations incorporelles au titre des relations clients	**375 $**
Autres actifs	**89**
Total des actifs	**464**
Passifs d'impôt différé	**99**
Autres passifs	**30**
Total des passifs	**129**
Écart d'acquisition	**319**
Prix d'achat	**654 $**

La ventilation du prix d'achat de Burgundy pourrait changer une fois que nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

La contrepartie éventuelle est réévaluée à la juste valeur à chaque date de présentation de l'information financière. Au cours du trimestre, la juste valeur de la contrepartie éventuelle a été réévaluée à 128 millions de dollars et la hausse de 16 millions en résultant a été comptabilisée comme une réduction des revenues autres que d'intérêts, sous le poste autres revenus. Les variations de la juste valeur de la contrepartie éventuelle ne sont pas constatées aux fins des impôts sur le résultat.

Information à l'intention des investisseurs et des médias

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du rapport de gestion annuel et des états financiers consolidés annuels audités pour 2025, des documents de présentation trimestriels, des données financières complémentaires et des informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mercredi 25 février 2026 à 8 h (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 647-557-5533 (région de Toronto) ou au 1-888-440-4121 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 89709#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au 25 mars 2026 au 647-362-9199 (région de Toronto) ou au 1-800-770-2030 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 89709#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Événements à venir

- Journée des investisseurs de BMO — le 26 mars 2026
- Assemblée annuelle des actionnaires — le 15 avril 2026
- Présentation des résultats du deuxième trimestre 2026 — le 27 mai 2026
- Présentation des résultats du troisième trimestre 2026 — le 25 août 2026
- Présentation des résultats du quatrième trimestre 2026 — le 2 décembre 2026

Relations avec les médias

John Fenton, chef, Relations publiques, john.fenton@bmo.com, 416-867-3996

Relations avec les investisseurs

Christine Viau, chef, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956
Bill Anderson, premier directeur général, relations avec les investisseurs, bill2.anderson@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Les détenteurs d'actions ordinaires peuvent choisir de réinvestir leurs dividendes en espèces dans des actions ordinaires de la Banque en vertu de son RRD. Pour plus de renseignements sur le Régime et la façon d'y adhérer, il y a lieu de consulter notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada
320 Bay Street, 14th Floor
Toronto, Ontario M5H 4A6
Téléphone : 416-263-9200
Télécopieur : 1-888-453-0330
Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal
Relations avec les actionnaires
Secrétariat général
1 First Canadian Place, 9th Floor
Toronto, Ontario M5X 1A1
Téléphone : 416-867-6785
Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal
Relations avec les investisseurs
P.O. Box 1, 1 First Canadian Place, 37th Floor
Toronto, Ontario M5X 1A1

Le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2025, ses états financiers consolidés audités, sa Notice annuelle et son Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedarplus.ca. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers consolidés audités pour 2025 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

MD Marque déposée de la Banque de Montréal